



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010

**1 – Comptes annuels du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010
Page 2**

**2 – Comptes consolidés du
1er juillet 2009 au 30 juin 2010
Page 28**

**3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2009/2010
(du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010)
Page 64**

**Rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et sur
l'organisation du contrôle interne
Page 98**

**4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010
Rapport des commissaires aux comptes
sur le rapport du Président du Conseil d'administration, pour ce qui concerne
les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration
et au traitement de l'information comptable et financière
Page 110**

**5 – Tableau des honoraires des commissaires aux comptes
Page 115**

**6 – Attestation du rapport financier annuel
Page 116**



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010

1 – Comptes annuels du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

A – Bilan au 30 juin 2010

B – Compte de résultat du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

C – Annexe aux comptes annuels au 30 juin 2010

1. Faits marquants de la période
2. Faits postérieurs au 30 juin 2010
3. Principes comptables
4. Notes sur le bilan au 30 juin 2010
5. Notes sur le compte de résultat au 30 juin 2010
6. Autres informations

RISC GROUP**A – Bilans au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009**

chiffres en €	30/06/2010			30/06/2009	30/06/2010	30/06/2009	
	BRUT	AMORT & PROV	NET				NET
ACTIF					PASSIF		
Frais de recherche et développement	4 882 032	-3 131 754	1 750 278	1 056 698	Capital social	21 216 765	37 150 195
Concession, brevets & dts similaires	12 704 953	-815 950	11 889 003	11 902 883	Primes d'émission	122 145 126	96 084 168
Autres immobilisations incorporelles	0		0	523 599	Réserve légale	15 245	15 245
Immobilisations incorporelles	17 586 985	-3 947 704	13 639 281	13 483 180	Autres réserves	164 653	164 653
Installations techniques, agencements	1 177 263	-339 321	837 942	977 408	Report à nouveau	-69 627 110	-50 655 027
Autres immobilisations corporelles	1 291 899	-846 260	445 639	657 687	Résultat de l'exercice	-38 742 030	-18 972 085
Immobilisations en cours			0	0	CAPITAUX PROPRES	35 172 649	63 787 149
Immobilisations corporelles	2 469 162	-1 185 581	1 283 581	1 635 095	Provisions pour risques	7 015 135	460 422
Participations	52 000 431	-19 039 629	32 960 802	41 492 692	Provisions pour charges	126 475	58 750
Autres immobilisations financières	704 487	-265 000	439 487	473 327	PROVISIONS P. RISQUES & CH.	7 141 610	519 172
Immobilisations financières	52 704 918	-19 304 629	33 400 289	41 966 019	Emprunt obligataire convertible	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	72 761 065	-24 437 914	48 323 151	57 084 294	Emprunts et dettes fin. / Ets de crédit	65 603	73 297
Marchandises	475 120	-27 529	447 591	322 205	Emprunts et dettes financières divers	5 588 475	48 052
Stock et en cours	475 120	-27 529	447 591	322 205	Fournisseurs et comptes rattachés	4 559 817	5 275 381
Avances et acomptes versés	6 213		6 213	155 157	Dettes fiscales et sociales	3 162 759	5 386 489
Clients et comptes rattachés	13 194 584	-10 377 634	2 816 950	11 017 445	Dettes sur immob. & cptes rattachés	0	0
Autres créances et comptes de régul.	7 978 075	-4 377 950	3 600 125	5 169 234	Autres dettes	1 933 293	1 651 003
Disponibilités et valeurs mob. de placement	2 517 843	-2 444	2 515 399	3 250 171	Produits constatés d'avance	647 768	803 457
Charges constatées d'avance	562 545		562 545	545 493	DETTES	15 957 715	13 237 679
Prime de remboursement des OC	0		0	0	TOTAL GENERAL PASSIF	58 271 974	77 544 000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	24 734 380	-14 785 557	9 948 823	20 459 705			
TOTAL GENERAL ACTIF	97 495 445	-39 223 471	58 271 974	77 544 000			

RISC GROUP

B – Comptes de résultat au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009

Chiffres en €	30/06/2010 12 mois	30/06/2009 12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	22 387 939	32 740 806
Autres produits d'exploitation	1 566 126	1 517 696
Achats	3 273 108	6 536 866
Charges externes	12 438 586	14 576 913
Impôts et Taxes	774 295	936 791
Salaires	10 592 067	11 743 666
Charges sociales	3 955 480	4 615 906
Dotations aux amortissements	992 491	841 563
Dotations aux provisions	12 509 617	1 593 746
Autres charges	322 753	367 009
RESULTAT D'EXPLOITATION	-20 904 332	-6 953 958
Produits financiers	554 637	233 302
Charges financières	13 752 086	12 846 251
RESULTAT FINANCIER	-13 197 449	-12 612 949
Produits exceptionnels	171 384	671 093
Charges exceptionnelles	5 710 896	521 285
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 539 512	149 808
RESULTAT avant IS & PARTICIPATION	-39 641 293	-19 417 100
IS courant	899 268	445 013
RESULTAT NET	-38 742 025	-18 972 087

RISC GROUP

C - Annexe aux comptes annuels au 30 juin 2010

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 octobre 2010.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 STS Group, nouvel actionnaire de référence de Risc Group

Risc Group a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec STS Group, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de Risc Group.

L'opération prévue consistait en :

- une augmentation de capital réservée à STS Group d'un montant de 10,850 M€ (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, STS Group détient environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et détiendrait 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de Risc Group son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, STS Group a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2011

1.2 Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 18 décembre 2009

L'assemblée générale des actionnaires de la société s'est tenue en seconde convocation le 18 décembre 2009 et a approuvé toutes les résolutions liées au projet d'entrée du groupe STS au capital de Risc Group.

Dans sa partie ordinaire, l'assemblée générale a approuvé la nomination comme administrateurs de MM. Calvignac, Fort et Cremades, dirigeants et actionnaires du groupe STS.

Dans sa partie extraordinaire, l'assemblée générale a :

- approuvé la réduction du capital non motivée par des pertes, ramenant le nominal de l'action Risc Group de 0,5 € à 0,2 € par imputation sur les primes d'émission ;
- approuvé l'émission d'un maximum de 15.502.165 BSA attribués aux actionnaires sur la base de 5 BSA pour 24 actions anciennes, chaque BSA donnant droit à la souscription d'une action nouvelle au prix de 0,30 € l'action, soit avec une prime de 0,10 € par action ;
- approuvé l'augmentation de capital réservée au groupe STS par création de 31.000.000 actions nouvelles au prix unitaire de 0,35 € l'action, soit avec une prime d'émission de 0,15 € par action.

1.3 Changement du mode de direction générale et nouveau PDG

Le Conseil d'administration s'est réuni le 18 décembre 2009 après l'assemblée générale et a :

- acté les démissions de MM. Guillot et Lecou de leurs fonctions respectives de Président et de Directeur Général ;
- décidé de regrouper les fonctions de Présidence du conseil d'administration et de direction générale,
- décidé de nommer Monsieur Bernard Calvignac, Président directeur général de Risc Group.

1.4 Réalisation effective des opérations décidées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009

Conformément aux termes des résolutions approuvées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009, la réalisation effective de l'attribution des bons de souscription d'actions (BSA) aux actionnaires et l'augmentation de capital réservée à *STS Group* devaient avoir lieu après l'expiration du délai réglementaire d'opposition des créanciers à la réduction de capital décidée dans le cadre de la neuvième résolution.

Aucune opposition à cette réduction de capital n'ayant été formulée, le Conseil d'administration, dans sa séance du 14 janvier 2010, a décidé d'attribuer les BSA aux actionnaires inscrits en compte à cette date. Les BSA sont admis à la cote sur Euronext Paris depuis le 15 janvier 2010 et pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 15 janvier 2011 inclus.

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 janvier 2010 pour constater la souscription de *STS Group* à l'augmentation de capital qui lui était réservée, pour un montant de 10.850.000 €. Compte tenu de la réduction de capital préalable, le capital social de *Risc Group* s'élevait au 15 janvier 2010 à 21.082.078 €, divisé en 105.410.390 actions de 0,20 € de valeur nominale chacune.

1.5 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA

240.849 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 15 au 29 janvier 2010. En conséquence, le conseil d'administration du 9 février 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 48.169,80 € par l'émission de 240.849 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,20 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société au 9 février 2010 a donc été porté à 21.130.247,80 €, composé de 105.651.239 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

432.585 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er février au 31 mars 2010. En conséquence, le conseil d'administration du 7 avril 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 86.517 € par l'émission de 432.585 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société est donc au 30 juin 2010 de 21.216.764,80 €, composé de 106.083.824 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

1.6 Plan de sauvegarde de l'Emploi sur les sociétés françaises du groupe

A la lecture de l'activité et des résultats enregistrés sur le premier semestre 2009-2010, décevants et en deçà des prévisions, le conseil d'administration a bloqué tous les projets d'investissements non nécessaires à l'activité et lancé un plan de révision drastique de ses coûts afin de restaurer ses équilibres financiers au niveau du groupe.

En France, le plan de restauration des équilibres financiers a entraîné la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui a été approuvé par le conseil d'administration du 9 février 2010.

Le Comité d'Entreprise de Risc Group du 14 avril 2010 a, au terme des différentes réunions de travail qui se sont tenues durant les deux mois précédents, donné un avis favorable au projet de réorganisation et au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui lui avaient été présentés le 9 février 2010.

Le plan approuvé le 14 avril 2010 a arrêté la suppression de 166 postes, avec l'ouverture de 45 postes au reclassement dont 33 créations de poste, soit un solde net de 121 suppressions d'emploi. Ce plan est, malgré les efforts consentis, important et douloureux mais doit assurer le redressement économique et financier de Risc Group.

Dans un contexte de grande difficulté, les élus et la direction ont su définir les fondements d'un accord à la fois respectueux pour les collaborateurs qui verront leur emploi supprimé et prometteur pour les collaborateurs qui assureront, par leur engagement renouvelé, le devenir du groupe.

Les charges et les provisions liées à ce PSE sont entièrement comptabilisées sur le second semestre de l'exercice 2009-2010 pour un montant de 4,8 M€ (voir **notes 4.9, 5.1 et 5.4**).

Le résultat au 30 juin 2010 inclut également -2,5 M€ de provisions liées à la décision de fermeture de certaines agences commerciales (en province et à Paris), ou d'abandon de surfaces louées et plus utilisées et à l'arrêt de certaines activités (voir **notes 4.9 et 5.4**).

1.7 Dépréciation des participations financières et des comptes courants et clients liés à ces participations

Les participations financières ont fait l'objet d'un test d'évaluation au 30 juin 2010 conformément aux principes comptables appliqués au sein de la société (voir **notes 3.3 et 5.3**).

Le groupe a tenu compte des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2009/2010, du contexte économique encore très dégradé et de la restructuration lancée sur l'exercice pour le calcul des valeurs d'utilité.

Il résulte de ces calculs la constatation au compte de résultat d'une dépréciation des titres de participation pour un montant total de -8,8 M€ (voir **notes 4.2 et 5.3**), d'une dépréciation des comptes clients de -9,6 M€ (voir **notes 4.4 et 5.1**), et d'une dépréciation des comptes courants de -4,2 M€ (voir **notes 4.5 et 5.3**), sans effet de trésorerie.

2 - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2010

2.1 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA et d'émission d'actions gratuites

1.115.628 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er juillet au 30 septembre 2010.

En conséquence, les conseils d'administration du 28 juillet 2010 et du 13 octobre 2010 ont constaté des augmentations de capital d'un montant total de 223.125,60 € par l'émission de 1.115.628 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le 28 juillet 2010, en application du plan d'actions gratuites du 28 juillet 2008, ont été créées 160.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 32.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 160.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 28 juillet 2012.

Après ces deux opérations, le capital de la société s'élève au 30 septembre 2010 à 21.471.890,40 €, divisé en 107.359.452 actions entièrement libérées.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation et aux conventions comptables généralement admises en respectant les principes de prudence et de permanence des méthodes (CRC 99-03 du 23 avril 1999).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ont été modifiées par le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 et applicable depuis le 1^{er} janvier 2005. Ces nouvelles règles suppriment la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler et permettent de porter ces coûts soit en immobilisations, soit en stocks, s'ils répondent aux critères d'activation, soit en charges dans le cas contraire.

La société applique le règlement CRC 2002-10 depuis les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005. L'application de ce règlement n'a pas eu d'effet sur les amortissements ou les dépréciations d'actifs.

Les principales méthodes sont les suivantes :

3.1 - Immobilisation incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les valeurs d'acquisition des études et conceptions de logiciels correspondent à des charges internes (ex : rémunérations de personnel) et à des dépenses externes de prestataires de service. Risc Group développe sa gamme de logiciels de sauvegarde dénommée Backupia.

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des immobilisations incorporelles est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

Amortissement

Le point de départ de l'amortissement est soit la date d'acquisition du logiciel, soit la date de validation des tests par le service technique, qui déclenche les installations chez le client.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels	1 ou 4 ans en linéaire (8 ans pour le cas particulier de la licence STS)
Frais de R&D	4 et 5 ans en linéaire

3.2 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les durées utilisées sont les suivantes :

Agencements & installations	3, 5, 8 et 10 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans en linéaire

Baies de stockage	3 ans en linéaire
Mobilier	3, 5 et 10 ans en linéaire
Matériel de transport	1, 3 et 5 ans en linéaire

3.3 – Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés à leur valeur d'acquisition (incluant les frais d'acquisition). A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

3.4 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti). Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.5 – Créances

Valorisation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation

Une dépréciation est éventuellement constatée, en fonction du risque de non recouvrabilité.

3.6 – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition éventuels ne sont pas incorporés au coût d'entrée des titres. A la fin de l'exercice, une évaluation est effectuée en comparant la valeur d'origine au cours du marché. Lorsque l'évaluation fait apparaître la nécessité de constater une dépréciation, celle-ci est constatée par voie de provision. Au 30 juin 2010, il n'y a pas de plus value latente sur le portefeuille détenu.

3.7 – Provisions pour risques et charges

Les litiges ou les risques spécifiques identifiés à la clôture des comptes font l'objet d'une provision établie conformément à la règle de comptabilisation des passifs.

3.8 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Les régimes à prestation définie font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour évaluer l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques : date de départ à la retraite, taux de progression des salaires (2%), taux de rotation du personnel (de 9,5% à 0,1 % en fonction de l'âge des salariés) et financières : taux d'actualisation (4,5%) et d'inflation.

3.9 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.10 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ventes réalisées par Risc Group enregistrées en chiffres d'affaires sont de trois natures :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (36, 48 ou 60 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

4 – NOTES SUR LE BILAN**4.1 - immobilisations incorporelles et corporelles**

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

<i>Valeurs brutes</i>	30/06/2009	acquisitions	cessions	30/06/2010
Logiciels acquis	754 121	1 529 548	329 285	1 954 384
Frais de R&D	3 224 457	457 202	754 011	2 927 648
Immob. Incorporelles en cours	523 599	59 122	582 719	2
Fonds de commerce	12 362 472	342 482	0	12 704 954
Immob. incorporelles	16 864 649	2 388 354	1 666 015	17 586 988
Agencements, installations	1 223 079	44 050	89 862	1 177 267
Mat. bureau & informatique	1 519 088	18 510	245 701	1 291 897
Immob. corporelles	2 742 167	62 560	335 563	2 469 164

<i>Amortissements</i>	30/06/2009	dotations	reprises	30/06/2010
Logiciels acquis	405 622	203 563	134 396	474 789
Frais de R&D	2 516 258	423 073	282 363	2 656 968
Fonds de commerce	459 589	356 361		815 950
Immob. incorporelles	3 381 469	982 997	416 759	3 947 707
Agencements, installations	245 671	183 375	89 726	339 320
Mat bureau & informatique	861 401	211 036	226 178	846 259
Immob. corporelles	1 107 072	394 411	315 904	1 185 579

<i>Valeurs nettes</i>	30/06/2009	30/06/2010
Immob. incorporelles	13 483 180	13 639 281
Immob. corporelles	1 635 095	1 283 585
	15 118 275	14 922 866

La variation sur la période du poste « *Logiciel acquis* » provient de l'acquisition par *Risc Group* auprès de *STS Group*, son nouvel actionnaire de référence d'une licence du logiciel de confiance numérique développé par STS. Le prix payé de 1,5 M€ inclut la maintenance du logiciel et en conséquence ne fera pas l'objet de facturation postérieure au titre des mises à jour à venir du logiciel.

Ce logiciel de confiance numérique sera intégré dans la suite logicielle commercialisée par *Risc Group* sur sa *Risc Box* dès le prochain exercice.

Cette licence est amortie sur une durée de 8 ans.

Les « *frais de R&D* » correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme *Backupia* et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie établie par la nouvelle direction, les projets encore en cours de développement au 30/06/10 ont été complètement abandonnés et mis au rebut (582 K€).

De même, certains frais capitalisés au bilan sur des logiciels développés en interne et certains logiciels acquis ont été mis au rebut (754 K€ et 329 K€) sur la période, suite à la décision prise par la nouvelle direction de ne plus les utiliser.

Ces frais de développement sont amortis sur une durée de 4 ans (pour les anciens projets en fin d'amortissement).

Le poste « fonds de commerce » comprend un mali technique de fusion pour un montant de 11,5M€ suite à la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) de *Risc Security* dans *Risc Group* au 01/04/2007, le fonds de commerce acquis de la société *Linone* (le concept de la Risc Box acquis pour 382 K€), et le fonds acquis en 2006 auprès de *Normaction* (816 K€) sur ses clients sécurité.

La valeur d'utilité du solde des frais de recherche et développement et des fonds de commerce (qui correspond à l'activité TPE du groupe) au 30 juin 2010 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés découlant du budget 2010-2011 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2011-2012. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 11,32% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Le fonds de commerce « *Normaction* » déjà déprécié de 460 K€ au 30/06/09 a été complètement déprécié au 30 juin 2010, le renouvellement des contrats en question ayant été très en deçà des prévisions sur l'exercice.

Au niveau des immobilisations corporelles, la variation à la baisse des valeurs brutes est liée aux mises au rebut d'agencements et de matériel, suite à la décision de fermetures d'agences commerciales dans le cadre de la restructuration du groupe.

4.2 – Participations & Autres Immobilisations financières

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

Valeurs brutes	30/06/2009	augmentations	diminutions	30/06/2010
Titres de participations	51 999 851	581		52 000 432
Autres immobilisations fin.	473 326	277 464	46 303	704 487
Immob. financières	52 473 177	278 045	46 303	52 704919

Dépréciations	30/06/2009	dotations	reprises	30/06/2010
Titres de participations	10 507 159	8 532 470		19 039 629
Autres immobilisations fin.	0	265 000		265 000
Immob. financières	10 507 159	8 797 470	0	19 304 929

Le détail des « Titres de participation » est repris dans le tableau ci-dessous.

	30/06/2009	augmentations	diminutions	30/06/2010
BESDI	1 000 000			1 000 000
eFlag	7 623			7 623
Risc Allemagne	152 000			152 000
Risc Belgique	1 750 000			1 750 000
Risc Italie	200 000			200 000
Risc Espagne	30 000			30 000
Backup Avenue	6 945 184			6 945 184
Risc Group IT Solutions	34 778 274			34 778 274
Risc Suisse	60 248			60 248
Normaction	3 111 923			3 111 923
Risc Gr. IT Sol UK (ex Clunk Click)	3 964 599	580		3 965 179
G3net	0	1		1
	51 999 851	581	0	52 000 432

(voir le tableau des filiales et participations à la **note 6.10**)

Le détail des provisions pour dépréciation des « Titres de participation » est le suivant :

	30/06/2009	augmentations	diminutions	30/06/2010
BESDI	150 490	407 545		558 035
Risc Allemagne	0	114 000		114 000
Risc Belgique	0	1 312 500		1 312 500
Risc Italie	150 000	50 000		200 000
Backup Avenue	0	1 984 124		1 984 124
Risc Group IT Solutions	8 436 000			8 436 000
Risc Suisse	0	46 800		46 800
Normaction	1 770 669	1 341 254		3 111 923
Risc Gr. IT Sol UK (ex Clunk Click)	0	3 276 247		3 276 247
	10 507 159	8 532 470	0	19 039 629

Aucune acquisition de titres n'a été réalisée sur la période, à l'exception des titres de la société G3net, rachetés pour 1€ par *Risc Group* à sa filiale *Risc Group IT Solutions*, dans le cadre de la restructuration juridique du groupe.

La valeur d'utilité des « Titres de participation » au 30 juin 2010 a été contrôlée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test »). En raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2009/2010, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité du groupe, les tests réalisés en décembre 2009, puis à l'occasion de l'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group* et de la restructuration en découlant, ont entraîné la constatation des provisions pour dépréciation dans le tableau ci-dessus.

Les calculs pour ce test de perte de valeur ont été établis sur la base de prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse par la direction pour tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 11,32% (contre 9,80% l'an passé) et de 1%.

Les dépréciations les plus significatives sont constatées sur :

- *Risc Group IT Solutions UK (ex Clunk Click)* (3,3 M€) : la nouvelle direction a décidé de stopper une des deux activités développées par *Risc Group IT Solutions UK*, en raison de ses résultats insuffisants et aléatoires sur l'exercice 2009-2010 et de concentrer la société sur son activité de vente de sauvegarde en mode indirect ; il en a résulté des prévisions de résultats moins importantes sur les trois exercices prochains.
- *Backup Avenue* (2 M€) : un important contrat client a été dénoncé et a réduit d'autant les perspectives de résultats à 3 ans ;
- *Normaction* (1,3 M€) : la participation a été dépréciée à 100 % suite au dépôt par *Normaction* d'une déclaration de cessation de paiement le 1er octobre 2010
- *BESDI* (0,4 M€) : le potentiel de renouvellement de contrats sur les parcs clients de cette activité ayant été en deçà des objectifs, la nouvelle direction a préféré aligner les perspectives de chiffre d'affaires sur des positions plus prudentes ;
- *Risc Belgique, Risc Allemagne, Risc Espagne, Risc Suisse* : les participations ont été dépréciées à 75% suite aux résultats négatifs enregistrés sur l'exercice et aux restructurations en ayant découlé
- *Risc Italie* : la participation a été dépréciée à 100% suite à la mise en sommeil de la filiale (plus de salariés au 30 juin 2010).

Les « autres immobilisations financières » sont essentiellement liées aux dépôts de garanties afférents aux locaux loués pour le siège du groupe à Boulogne Billancourt et pour les agences commerciales en Province (échéances à plus d'un an).

4.3 – Stocks

	30/06/2010	30/06/2009
Marchandises	475 120	430 027
Provision p/ dépréciation	-27 529	-107 822
Stocks nets	447 591	322 205

Le stock de marchandises est composé de licences TSM IBM, de boîtiers Risc box et de boîtiers Firewall.

4.4 - Clients & comptes rattachés

	30/06/2010	30/06/2009
Clients	1 935 850	3 323 052
Clients Groupe	10 776 068	7 915 700
Factures à établir	274 114	334 469
Factures à établir Groupe	208 552	438 176
Clients douteux		
Clients bruts	13 194 584	12 011 397
Prov. p/dépréciations clients	-608 026	-778 951
Prov. p/dépréciations clients groupe	-9 769 608	-215 000
Clients nets	2 816 950	11 017 446

La diminution du poste « *clients* » est directement liée à la baisse d'activité sur mai et juin 2010 affectée par le contexte économique et le plan de sauvegarde des emplois.

Les « *clients groupe* » incluent toutes les facturations aux filiales du groupe des services techniques, marketing, et administratifs réalisés par *Risc Group* pour ses filiales.

La provision de 9,8 M€ constatée sur les clients groupe au 30 juin 2010 est justifiée par les restructurations opérationnelles drastiques opérées dans toutes les filiales du groupe, qui ne pourront en conséquence pas rembourser leur société mère et devront être restructurées juridiquement au niveau de leur bilan local.

4.5– Autres créances

	30/06/2010	30/06/2009
Avoirs à recevoir	225 488	209 682
Avances et acomptes	30 162	12 891
Org.sociaux et ind. SS à recevoir	11 843	0
Etat - Impôt sur les bénéfices	8 500	180 935
Etat - Produit à recevoir		0
TVA	488 253	1 181 216
Comptes courants groupe	7 125 671	3 842 983
Débiteurs divers	88 156	444 789
Autres créances Brut	7 978 073	5 872 496
Prov. Dépr. Cptes courants gpe	-4 377 950	-703 271
Autres créances	3 600 123	5 169 225

L'augmentation des comptes courants groupe sur la période est justifiée par les avances de trésorerie assurées par la société mère à ses filiales pour financer les restructurations au niveau local. Les comptes courants des filiales qui ne seront pas en mesure de rembourser leur société mère ont été provisionnés en conséquence au 30 juin 2010 (voir **note 5.3**).

Au 30 juin 2010, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

4.6 - Comptes de régularisation

	30/06/2010	30/06/2009
Charges constatées d'avance	562 545	545 493
	562 545	545 493

Les charges constatées d'avance incluent les loyers immobiliers et charges locatives du 3^{ème} trimestre civil 2010 (293 K€), des charges d'assurance (66 K€), des charges de maintenance de logiciels (41K€), des loyers liés au financement des baies de stockage également pour le 3^{ème} trimestre 2010 (51 K€).

4.7 – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	30/06/2010	30/06/2009
Valeurs mobilières de placement	2 295 303	2 039 696
Disponibilités	220 097	1 210 475
	2 515 400	10 201 710

4.8- Capital social et apitaux propres

Le capital de la société a évolué comme suit depuis le 1^{er} juillet 2009 :

date	nature de l'opération	nbre actions	nominal	capital	prime d'émiss.
30/06/2009		74 300 390	0,5	37 150 195,0	96 084 357,4
09/11/2009	création de 110.000 actions gratuites	110 000	0,5	55 000,0	-55 000,0
14/01/2010	réduction du nominal réso, 9 AGE du 181209			-22 323 117,0	22 323 117,0
15/01/2010	augmentation de capital réservée à STS réso. 10 AGE du 181209	31 000 000	0,2	6 200 000,0	3 725 497,0
09/02/2010	souscription de BSA	240 849	0,2	48 169,8	24 084,9
07/04/2010	souscription de BSA	432 585	0,2	86 517,0	43 258,5
30/06/2010		106 083 824		21 216 764,8	122 145 314,8

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote (à l'exception des déclarations de franchissements de seuils de 2% et des sanctions attachées en cas de non-déclaration) ou aux transferts d'actions. Il n'existe aucun titre comportant un droit de contrôle spécial.

Au 30 juin 2010, Risc Group détient 49.015 de ses propres actions via un contrat de liquidité.

4.9 - Provisions pour risques et charges

	30/06/2010	30/06/2009
Provision pour risques	7 015 135	460 422
Provision pour charges	126 475	58 750
	7 141 610	519 172

Les provisions pour charges sont exclusivement constituées des provisions pour indemnités de départ à la retraite. La variation à la hausse sur la période provient de la diminution du taux de turn-over dans le calcul de la provision, suite à la réduction significative des effectifs entre le mois de juin 2009 et le mois de juin 2010.

Le détail des provisions pour risques est donné dans le tableau ci-dessous :

Litiges prudhommaux	599 950	220 401
Litiges clients	372 226	183 414
Restruct. / fermetures agences	1 385 497	56 607
Restitution anticipée de véhicules	246 837	0
Activité arrêtée	875 000	0
Provision charges liées au PSE	3 535 625	0
Total	7 015 135	460 422

La provision pour restructuration et fermeture d'agence comprend la charge des baux dénoncés et les provisions passées sur les surfaces encore sous contrat de bail mais pas occupées (1.385 K€).

Suite à la réduction des effectifs commerciaux, les véhicules de société ont été rendus par anticipation et une provision a été constituée au 30 juin 2010 pour couvrir les indemnités de résiliations anticipées et les coûts de remise en état (246 K€).

Le développement de l'activité de vidéosurveillance en vente directe a été stoppé et une provision a été constituée pour prévenir les litiges techniques potentiels sur le parc client historique (875 K€). Le service reste assuré par les équipes techniques et la plateforme de vidéo surveillance va être « up gradée » et relancée pour améliorer les performances du service actuel, qui restent insuffisantes. Le groupe envisage de relancer cette activité en mode de vente indirecte.

La provision PSE est constituée des soldes de tout compte non encore réglés au 30 juin 2010 (1,6 M€) et de la provision comptabilisée au titre des aides accordées aux salariés sortants dans le cadre du plan (1,9 M€).

4.10 - Emprunts et dettes financières

	30/06/2010	30/06/2009
Positions bancaires court terme	65 603	0
Emprunts	0	70 797
intérêts courus	0	2 500
Emprunts/dettes fin. Ets Cdt	65 603	73 297

Les « lignes court terme » correspondent à des positions comptables ponctuelles au 30 juin 2010.

	30/06/2010	30/06/2009
Comptes courants filiales	3 438 236	0
Compte courant STS	2 150 000	0
Divers	239	48 052
Emprunts/dettes fin. div.	5 588 475	48 052

Au 30 juin 2010, les emprunts et dettes financières diverses sont constituées de 3,4 M€ de comptes courants créditeurs vis-à-vis des filiales du groupe, dans le cadre des conventions de trésorerie signées entre les sociétés du groupe et d'une avance en compte courant de 2,1 M€ assurée par STS Group, l'actionnaire de référence de Risc Group.

4.11 – Fournisseurs – Charges à payer

	30/06/2010	30/06/2009
Fournisseurs	1 971 654	2 184 607
Fournisseurs groupe	161 357	551 879
Fourn.- Fact. non parvenues	2 388 411	2 538 895
Fourn. groupe - Fact. non parv,	38 394	
	4 559 817	5 275 381

Le solde des fournisseurs groupe est représentée par des prestations de sous-traitance intra groupe réalisées principalement par les filiales *Backup Avenue* et *eFlag*.
Au 30 juin 2010, l'ensemble du poste « fournisseurs » est à moins d'un an.

4.12 - Dettes fiscales et sociales - Charges à payer

	30/06/2010	30/06/2009
Personnel	66 327	1 207 875
Personnel - charges à payer	1 252 432	1 134 163
Organismes sociaux	954 372	952 233
Org. Soc. - charges à payer	659 726	904 470
TVA	81 860	943 689
Etat - Impôt sur les sociétés	0	0
Etat - charges à payer	148 043	244 059
Dettes fiscales et sociales	3 162 759	5 386 489

Au 30 juin 2010, l'ensemble du poste « DFS » est à moins d'un an.

4.13 - Autres dettes & Produits constatés d'avance

	30/06/2010	30/06/2009
Clients – avoirs à établir	1 896 884	909 008
Clients créditeurs	36 409	490 909
Divers	0	251 086
Autres dettes	1 933 293	1 651 003
PCA (activité monDSI)	647 768	803 457

Les 1,9 M€ « d'avoirs à établir » sont liés à des avoirs non encore établis par Risc Group à ses partenaires leasers (1,3 M€) et à des avoirs à établir aux sociétés du groupe (0,5 M€).

Les « clients créditeurs » incluaient au 30 juin 2009 une dette vis-à-vis d'une filiale régularisée sur l'exercice en cours (326 K€).

Le poste « divers » au 30 juin 2009 incluait une dette de 220 K€ sur un complément de prix à payer sur l'acquisition de *Clunk Click* en Angleterre.

Le poste « PCA » provient intégralement de l'activité *monDSI* et est lié au mode de reconnaissance du revenu sur la durée des contrats (24 / 36 mois).

4.14 – Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La société *Risc Group* est société mère dans le cadre d'un régime d'intégration fiscale dont l'option a été renouvelée le 1^{er} juillet 2008. Au 30/06/2010, si la société RISC GROUP avait été imposée séparément, le déficit fiscal aurait été de 31 143K€ et les déficits reportables auraient été de 87 749K€.

Dénomination des sociétés	N° Siret	Bénéfice	Déficit	Plus et moins-values à LT à 0%	Résultat de la société comme si elle était imposée séparément
Filiale déjà membre du groupe au 01/07/2008					
RISC GROUP	37906739000016		29 099 640	(6 140 801)	(31 143 309)
E FLAG	39332626900049		387 571		(387 571)
BESDI	44209395100048		988 828		(988 828)
BACKUP AVENUE	43390532000054	2 567 460			2 567 460
ITEMOS	44201900600018	111 145			111 145
Sous Total		2 678 605	30 476 039	(6 140 801)	(29 841 103)
Résultat d'ensemble			27 797 433		

Sur l'exercice clos au 30 juin 2010, le déficit fiscal du groupe est de 27 797 K€ provenant à hauteur de (29 100) K€ de *Risc Group*, de (989) K€ de *BESDI*, (387) K€ de *eFlag*, + 2.567 K€ de *Backup Avenue*, et +111 K€ de *Itemos*.

Au 30 juin 2010, le déficit reportable total du groupe s'élève à 78 016 K€ contre 50.218 K€ au 30 juin 2009.

Au 30 juin 2010, si la société *Risc Group* avait été imposée séparément, le déficit fiscal aurait été de 31 143 K€ et les déficits reportables auraient été de 87 749K€.

Sur l'exercice, *Risc Group* n'a pas comptabilisé de crédit d'impôt recherche (contre un montant de 125 K€ à fin juin 2009).

5 –NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 - Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation

	30/06/2010	30/06/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	22 388	32 741
Autres produits d'exploitation	1 566	1 518
Achats	3 273	6 537
Charges externes	12 439	14 577
Impôts et Taxes	774	937
Salaires	10 592	11 744
Charges sociales	3 955	4 616
Dotations aux amortissements	992	842
Dotations aux provisions	12 510	1 594
Autres charges	323	367
RESULTAT D'EXPLOITATION	-20 904	-6 954

L'activité commerciale est en régression de 30%, en raison du contexte économique défavorable à l'activité INBOX mais aussi au contexte social délicat liée au lancement du PSE en février 2010 (voir **note 1.6**).

Il faut néanmoins souligner que le résultat d'exploitation enregistre -1,2 M€ de charges salariales liés aux soldes de tous comptes payés au 30 juin 2010 et que la charge des salariés quittant le groupe dans le cadre du PSE représente 2,8 M€ dans les charges salariales comptabilisées au 30 juin 2010.

Les dotations aux provisions incluent -9,5 M€ de provisions comptabilisées sur les comptes clients filiales du groupe qui ne seront pas en mesure de rembourser leur mère suite aux restructurations ou aux mises en sommeil réalisées (voir **note 4.4**) et 1,8 M€ de provisions comptabilisées sur des dénonciations de baux de lignes téléphone et de résiliation de contrats de location de voitures liées aux fermetures d'agences commerciales et à la réduction de personnel.

Les effectifs de Risc Group sont passés de 288 au 30 juin 2009 à 219 au 30 juin 2010 et à 114 au 30 septembre 2010 (voir **note 6.1**).

5.2. – Salaires et charges sociales

	30/06/2010	30/06/2009
Salaires bruts	10 592 067	11 743 666
Charges sociales	3 955 480	4 615 906
Total	14 547 547	16 359 572

5.3 - Résultat financier

	30/06/2010	30/06/2009
Intérêts & produits assimilés	34 171	87 677
Reprises prov. éléments financiers	510 445	0
Autres produits financiers	10 021	145 625
Produits financiers	554 637	233 302

Intérêts bancaires & assimilés	39 067	20 921
Intérêts sur obligations	0	50 070
Dot. aux amortis / primes rembt OC	0	23 844
Dot. aux provisions élémnts financiers	12 982 864	11 062 604
Abandon de créances	730 000	1 687 608
Divers	155	1 204
Charges financières	13 752 086	12 846 251

Résultat financier	-13 197 449	-12 612 949
---------------------------	--------------------	--------------------

Les « *intérêts et produits assimilés* » correspondent essentiellement au dividende versé par *Normaction* sur son exercice 2008 (28 K€).

Les « *dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers* » incluent les provisions constatées sur la période sur les titres de participation pour 8,8 M€ (voir **note 4.2**).

Le solde correspond à la provision constatée sur les comptes courants des filiales (4,2 M€ - voir **note 4.5**).

« *L'abandon de créance* » de 730 K€ a été réalisé en septembre 2009 au profit de la filiale italienne en raison de la nécessité juridique de reconstituer les capitaux propres de la société (319 K€ étaient déjà, provisionnés au 30 juin 2009 et sont repris sur cet exercice sur la ligne « *Reprise de provisions éléments financiers* ».

5.4 - Résultat exceptionnel

	30/06/2010	30/06/2009
Produits de cessions d'actifs corporels	10 696	261 056
Divers	19 550	0
Reprises sur prov. élts exceptionn.	141 138	410 038
Produits exceptionnels	171 384	671 093

	30/06/2010	30/06/2009
Pénalités de retard	15 708	9 091
Litiges commerciaux & prud'homaux	474 251	16 000
VNC immob. incorp & corp. cédées	14 465	263 862
Divers	94 063	43 872
Dotation aux amort. exceptionnels	701 786	
Dotation aux provisions pour risques	4 410 624	188 460
Charges exceptionnelles	5 710 897	521 285

Résultat exceptionnel	-5 539 513	149 808
------------------------------	-------------------	----------------

La « *reprise de provision* » de 141 K€ correspond à des litiges prud'homaux et commerciaux terminés sur la période.

Les « *dotations aux amortissements exceptionnels* » correspondent aux immobilisations incorporelles et corporelles mises au rebut (voir **note 4.1**).

Les « *dotations aux provisions pour risques* » incluent les provisions passées dans le cadre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (voir **notes 1.6 et 4.9**) pour 3,5 M€ et la provision passée au titre de l'arrêt du développement de l'activité de vidéosurveillance (voir **note 4.9**).

5.5 - Charge d'impôt

NA.

Voir **note 4.14**.

6 – AUTRES INFORMATIONS

6.1 – Ventilation de l'effectif

	30/09/10	30/06/10	30/06/09
Holding	2	3	4
MonDSI	5	4	5
Technologie	38	69	53
Métiers support	18	35	34
Call Center	0	27	35
Commerce	51	81	157
Total	114	219	288

Au 30 juin 2010, il faut noter que les licenciements liés au PSE ne sont pas tous réalisés, L'effectif de la société après le PSE est de 114 au 30 septembre 2010.

6.2 – Organes de direction

M. Bernard Calvignac, PDG du groupe depuis le 18 décembre 2009 (voir **note 1.3**), ne touche aucune rémunération et aucun jeton de présence.

M. Pierre Fort, administrateur de Risc Group depuis le 18 décembre 2009 et PDG de Risc Group IT Solutions depuis le 14 janvier 2010, ne touche aucune rémunération et aucun jeton de présence.

M. Gérard Guillot a reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ pour son mandat de Président du 1^{er} juillet 2009 au 18 décembre 2009. Il a été mandaté par le conseil d'administration en février 2010 pour une mission spécifique sur la négociation du plan de sauvegarde de l'emploi et a facturé à ce titre une prestation de services de 42 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} février 2010 au 30 juin 2010. Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 15 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.

Madame Cerasa, administrateur indépendant, a bénéficié d'une dotation de 7,5 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur.

Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié et administrateur jusqu'au 15 janvier 2010 de Risc Group a reçu sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 15 janvier 2010, une rémunération brute de 91.280 €.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

6.3 – Crédit bail et locations

Crédit bail

Au 30 juin 2010, les soldes restant à rembourser sur les contrats en cours sont les suivants :

<i>en K€</i>	engagement	à moins	de un à	à plus de
date de début du contrat	au 30/06/10	d'un an	cinq ans	cinq ans
25/06/2008	126	126	0	
25/04/2009	148	85	63	

Contrats de location simple

Au 30 juin 2010, le montant des engagements de *Risc Group* sur ses contrats de location simple s'élève :

- pour les locations de véhicules sous contrat de location longue durée 36 mois à 498 K€ à moins d'un an et à 89K€ à plus d'un an ;
- pour les locations immobilières à 875K€ à moins d'un an et à 1.405 K€ à plus d'un an.

Risc Group loue les locaux de son siège social à Boulogne Billancourt pour un montant annuel de 550 K€ sur la base d'un bail 6/9 qui a pris effet en juin 2007.

6.4- Plans d'options de souscription d'actions

Les deux plans d'options de souscription d'actions actifs au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000*	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000*	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000*	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006	13/10/2008
	07/10/2007	
	07/10/2008	
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0*	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/10	1 312 501*	0
Options de souscriptions annulées sur la période		0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 499	2 025 000

* post regroupement par 10 des actions

Aucune option de souscription n'a été exercée au cours de l'exercice 2009/2010.

Aucun nouveau plan d'options de souscription d'actions n'a été lancé sur l'exercice 2009/2010.

Au 30 juin 2010, il reste 137.499 options de souscriptions d'actions qui sont exerçables à un prix de 0,9 € (exerçables jusqu'au 6 octobre 2011) sur le plan n°5 d'octobre 2005.

Le plan lancé en octobre 2008 ne concerne que des managers du groupe et aucun mandataire social. Les options attribuées dans le cadre de ce plan seront ouvertes à hauteur de 100% à l'expiration d'une durée de 48 mois à compter de la date d'attribution.

Dans l'hypothèse où la totalité des 2.162.499 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 1,99% sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

6.5- Plan d'actions gratuites

Emission d'actions gratuites sur l'exercice

Au titre du plan du 8 novembre 2007, 110.000 actions nouvelles ont été émises le 9 novembre 2009 (voir **note 4.8**). Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, expirant le 8 novembre 2011.

Attribution d'actions gratuites sur l'exercice

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été réalisée sur la période.

Tous les plans d'actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d'acquisition de 2 ans sous condition de présence, puis une période complémentaire de détention de 2 ans.

Le résumé des plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administration.	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	1	2	135
date d'attribution théorique	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

Dans l'hypothèse où la totalité des 645.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 0,6 % sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

6.6 - Bons de souscription d'actions (BSA)

Dans le cadre de l'entrée du groupe STS au capital de *Risc Group*, l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a approuvé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée de 12 mois (voir **notes 1.1 et 1.2**).

Le conseil d'administration, dans sa séance du 14 janvier 2010, a attribué les BSA aux actionnaires inscrits en compte à cette date. 15.435.985 BSA sont donc admis à la cote sur Euronext Paris depuis le 15 janvier 2010 et pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 15 janvier 2011 inclus.

Au 30 juin 2010, 673.434 BSA ont été exercés entraînant la création d'un nombre équivalent d'actions (voir **notes 1.5 et 2.1**).

Dans l'hypothèse où la totalité des 14.762.551 BSA pouvant être exercés au 30 juin 2010 seraient émis, l'effet dilutif serait d'environ 12,9 % sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

6.7 – Actions propres

Au 30 juin 2010, *Risc Group* détient 49.015 de ses propres actions dans le cadre d'un contrat de liquidité.

6.8 – Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre de l'acquisition d'*Ornis* (devenue *Risc Group IT Solutions* depuis) en septembre 2007, *Risc Group* s'est engagé à acquérir les plans d'actions gratuites attribuées en mars 2007 pour les salariés encore présents en mars 2009.

A ce titre, *Risc Group* a un engagement d'achats d'actions pour un montant de 261 K€ en mars 2011.

Risc Group garantit à hauteur de 270 K€ sa filiale espagnole dans le cadre des engagements de location de voiture de cette dernière.

Engagements reçus

Risc Group a reçu le soutien financier de son actionnaire de référence la société *STS Group* (voir **notes 1.1 et 1.2**)

Selon la norme en vigueur, aucun engagement hors bilan significatif n'est omis dans la présente annexe.

6.9 – Société consolidante

Suite à l'entrée du groupe *STS* au sein du capital de son capital en janvier 2010 (voir **note 1.1**), *Risc Group* est consolidée dans le groupe *STS*.

6.10– Tableau des filiales et participations

Société	VB titres	VN Titres	QP capital détenu	Capital	Réserves & RàN	Résultat dernier ex.	Chiffre d'aff. dernier ex.	Dividendes encaissés	Prêts cons. non remb.	Cautions et avals	Observations
<i><u>Pôle Inbox</u></i>											
E Flag (ex Xsupport)	7 622	7 622	100,00%	9 000	-587 120	-385 469 - 4 788	479 968	0	562 755		prêt provisionné
Risc Belgique	1 750 000	437 500	100,00%	1 750 000	-2 679 595	852	6 350 252	0	0		
Risc Allemagne	152 000	38 000	98,00%	160 000	-1 905 138	-2 229 832	1 269 407	0	898 446		prêt provisionné
Risc Espagne	30 000	30 000	100,00%	30 000	340 517	-2 577 510	2 508 021	0	250 000	270 000	prêt provisionné
Risc Italie	200 000	0	100,00%	50 000	132 443	-914 014	na	0	361 001	50 000	prêt provisionné
Risc Suisse	60 248	13.448	100,00%	62 190	12 428	-1 124 179	691 670	0	265 000		prêt provisionné
BESDI	1 000 000	441.965	100,00%	37 000	-400 527	-1 462 456	899 454	0	1 448 924		prêt provisionné
<i><u>Pôle IT Solutions</u></i>											
Backup Avenue	6 945 184	4 961 060	100,00%	366 617	2 735 639	1 710 227	4 559 002	0			
Risc Group IT Solutions (ex Ornis)	34 778 274	26 342 274	100,00%	2 117 446	878 054	-1 181 737	26 584 158	0	1 545 893		
Risc Group IT Solutions UK (ex Clunk click)	3 965 178	688 931	100,00%	1	247 414	-47 323	2 165 388	0	200 000		
<i><u>Participation minoritaire</u></i>											
Normaction	3 111 923	0	21,06%	4 256 635	5 569 870	-3 371 024	17 037 692	28 573	0		procédure de redress judiciaire

Il est à rappeler que la société Risc Group est la société mère consolidante des filiales figurant sur ce tableau.

6.11– Tableau des entreprises liées

Les créances et les dettes au 30 juin 2010 entre chaque société du groupe sont représentées dans le tableau ci-dessous.

En K€ POSTES	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Sté à un lien de participation
Participations	32 961	
Créances clients et comptes rattachés	644	41
Autres créances	2 748	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65	
Emprunts et dettes financières divers	3 438	2 150

6.12 – Tableau des flux de trésorerie sur l'exercice

en K€	30/06/2010	30/06/2009
Trésorerie à l'ouverture	3 128	9 153
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	-38 742	-18 972
Amortissements et provisions	28 778	11 914
Plus-values de cession , nettes d'impôt		
Capacité d'autofinancement	-9 964	-7 058
Variation du besoin en fonds de roulement (note 2)	-6 015	5 332
A - Flux de trésorerie liés à l'activité	-15 979	-1 726
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (note 3)	-416	-754
Dettes sur immobilisations		
Incidence des acquisitions de participation (note 4)	0	-1 430
Cession d'immobilisations nettes d'impôt		
B - Flux de trésorerie lié aux investissements	-416	-2 184
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires		
Augmentation de capital	10 127	
Emission d'emprunts	2 150	
Remboursement d'emprunts		-2 115
C - Flux de trésorerie lié au financement	12 277	-2 115
Variation de trésorerie nette (A + B + C)	-4 118	-6 025
Trésorerie à la clôture (note 1)	-990	3 128

Notes sur le tableau des flux de trésorerie

1 - Composantes de la trésorerie	30/06/2010	30/06/2009
Disponibilités	2 515	3 250
Emprunts et dettes financières CT	-3 504	-121
Trésorerie à la clôture du tableau de financement	-989	3 129

2 - Variation du besoin en fonds de roulement	30/06/2010	30/06/2009
Besoins : (-)		
Variation des stocks	-45	-79
Variation des comptes clients	-1 028	5 522
Variation des autres créances	-2 129	-1 474
Variation des fournisseurs	-716	1 290
Variation des autres dettes	-2 097	73
Variation du besoin en fonds de roulement	-6 015	5 332

3 - Acquisitions d'immobilisations	30/06/2010	30/06/2009
Besoins : (-)		
Immobilisations incorporelles	-722	-599
Immobilisations corporelles	273	12
Immobilisations financières (hors participations)	33	-167
Acquisitions d'immobilisations	-416	-754

4 - Incidence des acquisitions de participations	30/06/2010	30/06/2009
Prix d'acquisition (a)	0	-1 430
Dont décaissé (b)	0	-1 430
Dettes contractées (c = a - b)	0	0
trésorerie acquise (d)	0	0
Incidence des variations de périmètre (e = d - b)	0	-1 430



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010</p>
--

2 – Comptes consolidés du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

A – Bilan consolidé au 30 juin 2010

B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

**C – Tableau de variation des capitaux propres
du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010**

**D – Tableau des flux de trésorerie sur la période
du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010**

E – Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2010

1. Faits marquants de la période
2. Faits postérieurs au 30 juin 2010
3. Principes comptables
4. Evolution du périmètre et méthodes de consolidation
5. Notes sur le bilan consolidé au 30 juin 2010
6. Information sectorielle et notes sur le compte de résultat consolidé au 30 juin 2010
7. Autres informations

Risc Group
Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

A – Bilans consolidés au 30/06/10 et au 30/06/09

ACTIF	30/06/2010	30/06/2009	PASSIF	30/06/2010	30/06/2009
	Chiffres en € NET	NET		NET	NET
ACTIF NON COURANT			PASSIF NON COURANT		
Ecarts d'acquisition	33 293 541	41 410 579	Capital	21 216 765	37 150 195
Autres immos incorporelles	2 571 465	3 301 014	Primes d'émission	122 403 966	96 343 008
Immobilisations incorporelles	35 865 006	44 711 593	Réserves consolidées	-83 786 995	-54 091 459
			Résultat de l'exercice	-35 059 962	-29 940 430
Immobilisations corporelles	5 469 863	6 811 607	Capitaux propres - Groupe	24 773 774	49 461 314
Participations financières	0	0	Intérêts minoritaires	-95 240	-50 534
Part. stés mises en équivalence	0	1 308 628	Capitaux propres	24 678 534	49 410 780
Autres actifs financiers	7 136 361	937 342	Provisions non courantes	183 317	146 750
Immobilisations financières	7 136 361	2 245 970	Emprunt obligataire	0	0
Actifs en cession ou arrêt d'activité.	108 513	0	Autres dettes fin. non courantes	6 086 678	2 634 624
Impôt différé actif	0	0	Dettes à plus d'un an	6 086 678	2 634 624
ACTIF COURANT			Passifs en cession ou arrêt d'act,	802 244	0
Stocks	910 078	989 603	Impôt différé passif	0	0
Clients & comptes rattachés	7 572 649	10 848 630	PASSIF COURANT		
Autres actifs courants	3 950 247	5 435 889	Provisions courantes	10 572 863	652 120
			Fournisseurs & comptes rattachés	11 088 584	10 299 456
Disponibilités & quasi disponibilités	9 582 442	11 003 407	Autres passifs courants	13 380 419	18 023 761
			Autres dettes fin, courantes	3 802 518	879 208
TOTAL ACTIF	70 595 158	82 046 699	TOTAL PASSIF	70 595 158	82 046 699

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

**B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010
et du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE en EUROS	30/06/2010 12 mois	30/06/2009 12 mois
PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES	64 828 656	83 637 448
Achats	-17 025 523	-20 927 214
Charges externes	-21 504 239	-25 005 431
Charges de personnel	-27 521 079	-35 350 931
Rémunération en actions (IFRS 2)	-329 316	-508 882
Impôts et Taxes	-1 468 793	-1 560 074
Amortissements	-3 237 157	-2 334 178
Provisions	-1 436 482	-1 791 868
Autres produits et charges d'exploitation	237 344	0
Résultat opérationnel courant	-7 456 590	-3 841 130
Autres charges opérationnelles	-12 819 376	-704 066
Résultat des activités arrêtées (IFRS 5)	-1 951 684	0
Résultat des sociétés mises en équivalence	-34 535	-32 627
Perte de valeur	-9 377 967	-13 142 299
RESULTAT OPERATIONNEL	-31 640 152	-17 720 122
Produits financiers	337 174	510 587
Coûts de l'endettement financier brut	-3 774 979	-5 203 362
Effets d'actualisation	0	0
Autres Produits et charges financiers	0	0
RESULTAT FINANCIER	-3 437 805	-4 692 775
Charge d'impôt	-26 710	-45 397
Annulation retraitement IAS 39	0	-7 451 030
RESULTAT NET	-35 104 667	-29 909 324
Intérêts minoritaires	44 706	-31 107
RESULTAT NET part du groupe	-35 059 962	-29 940 431
nbre d'actions	106 083 824	74 410 390
Résultat par action	-0,330	-0,402
Résultat dilué par action	-0,323	-0,390

Risc Group**Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010****C – Tableau de variation des capitaux propres**

en K€	Capital	Primes	Rés. conso	Ecart conv.	Résultat	Cap. propres
au 30/06/09	37 150	96 343	-54 090	-2	-29 940	49 461
résultat 30/06/09			-29 940		29 940	0
aug capital actions grat.	55	-55				0
réduction de capital	-22 323	22 323				0
aug capital numéraire	6 200	3 725				9 925
aug capital BSA	135	67				202
ecart conversion				-84		-84
IFRS 2			329			329
résultat 30/06/10 (12 m.)					-35 060	-35 060
au 30/06/10	21 217	122 404	-83 701	-86	-35 060	24 774

Notes sur la variation des capitaux propres :

1) La création de 110.000 actions gratuites en novembre 2009 a été réalisée par imputation sur la prime d'émission pour un montant de 55 K€.

2) La réduction de capital votée par l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a consisté à ramener le nominal de l'action de 0,50 € à 0,20 € par imputation sur la prime d'émission (voir **notes 1.2** et **1.4**).

3) L'augmentation de capital réservée au groupe STS pour un montant de 10.850 K€, par émission de 31.000.000 actions nouvelles à 0,35 €, et votée par l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a augmenté le capital de 6.200 K€ et la prime d'émission de 4.650 K€ (voir **note 1.4**) sur laquelle ont été imputés 925 K€ de frais liés à cette augmentation de capital, soit un montant net de 3.725 K€.

4) L'exercice de 673.434 bons de souscription d'actions, émis le 14 janvier 2010 et exercés entre le 14 janvier et le 30 juin 2010, a généré une augmentation du capital de 135 K€ et de la prime d'émission de 67 K€ (voir **note 1.6**).

5) L'impact positif IFRS2 (+329 K€) est la contrepartie de l'ajustement passé au compte de résultat consolidé sur les rémunérations en actions (voir **note 5.1**).

6) Le résultat de -35.060 K€ sur les 12 mois clos au 30/06/10 inclut les charges non récurrentes constatées sur la période pour un montant de -14.771 K€ et la perte de valeur de -9.378 K€ liée aux pertes de valeurs sur les écarts d'acquisition (voir **note 6.2**).

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

D – Tableau des flux de trésorerie

en K€	30/06/2009 12 mois	30/06/2010 12 mois
Trésorerie à l'ouverture	18 094	10 125
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	-29 940	-35 060
extourne rémunération en actions IFRS 2	509	329
extourne annulation du retraitement IAS 39	7 451	0
dot.& reprises / amort et prov. d'exploitation	2 361	14 567
Variation des impôts différés	0	0
résultat des stés en équivalence	32	34
Amortissement des écarts d'acquisitions	13 143	9 373
Plus-values de cession , nettes d'impôt	0	0
Capacité d'autofinancement	-6 444	-10 757
Variation du besoin en fonds de roulement (note D2)	6 341	-313
A - Flux de trésorerie liés à l'activité	-103	-11 053
<u>Flux de trésorerie liés aux opér. d'investissement</u>		
Acquisitions d'immobilisations (note D3)	-3 685	-6 856
Incidence des variations de périmètre (note D4)	-1 899	0
Cession d'immobilisations nettes d'impôt	0	0
B - Flux de trésorerie lié aux investissements	-5 584	-6 856
<u>Flux de trésorerie liés aux opér. de financement</u>		
Augmentation de capital	0	10 127
Emission d'emprunts	828	5 013
Remboursement d'emprunts	-3 110	-1 561
C - Flux de trésorerie lié au financement	-2 282	13 579
Variation de trésorerie nette (A + B + C)	-7 969	-4 347
Trésorerie à la clôture (note D1)	10 125	5 779

Sur la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le groupe affiche une variation de trésorerie négative de -4,3 M€ qui se détaille comme suit :

- -11,1 M€ de flux de trésorerie liés à l'activité ;
- -6,8 M€ de flux de trésorerie liés aux investissements ;
- +13,6 M€ de flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le groupe a généré une capacité d'autofinancement de -10,8 M€ sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, directement liée à l'activité générée sur la période (voir **note 6**) alors que la variation de besoin en fonds de roulement affiche un besoin de +0,3 M€, la diminution des postes clients étant compensée par la diminution des postes d'autres dettes.

Les investissements réalisés sur la période s'élevaient à -6,8 M€ et concernent essentiellement les investissements de *Risc Group IT Solutions* dans les plateformes de confiance numérique (voir **note 1.11**).

Les flux de financement incluent l'augmentation de capital réservée à *STS group* réalisée en janvier 2010 pour un montant net de 9,9 M€ (voir **notes C et 1.4**), les augmentations de capital liées aux BSA émis en janvier 2010 (voir **notes C et 1.6**) et l'emprunt contracté pour financer l'investissement dans les plateformes de confiance numérique (voir **notes 1.10 et 5.10/5.14**)

Notes complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie

D1 – Composantes de la trésorerie	30/06/2009	30/06/2010
Disponibilités (a)	11 003	9 582
PCA : Lié à IFRS5 UBIX corrigé par le BFR		
Positions bancaires CT	0	-91
Financement Locam - 1 an	0	-2 011
Dettes sur locations financières CT	-107	-773
Part à - d'1 an du MT	-762	-908
Financements divers CT	-10	-20
Emprunts et dettes financières CT (b)	-879	-3 803
Trésorerie à la clôture du tableau de financement	10 124	5 779

D2 - Variation du besoin en fonds de roulement	30/06/2009	30/06/2010
Besoins : (-)		
Variation des stocks	-367	-33
Variation des comptes clients	4 564	2 680
Variation des autres créances	2	1 695
Variation des fournisseurs	1 293	857
Variation des autres dettes	849	-5 508
Variation du besoin en fonds de roulement	6 341	-319

D3 - Acquisitions d'immobilisations	30/06/2009	30/06/2010
Besoins : (-)		
Immobilisations incorporelles	-1 574	-313
Immobilisations corporelles	-1 802	-346
Immobilisations financières (hors participations)	-309	-6 197
Acquisitions d'immobilisations	-3 685	-6 856

D4 - Incidence des variations de périmètre	30/06/2009	30/06/2010
Prix d'acquisition (a)	1 899	0
Dont décaissé (b)	1 899	0
Dettes contractées (c = a - b)	0	0
trésorerie acquise (d)	0	0
Incidence des variations de périmètre (e = d - b)	-1 899	0

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

E – Annexe aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2010

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 octobre 2010.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 STS Group, nouvel actionnaire de référence de Risc Group

Risc Group a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération prévue consistait en :

- une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,850 M€ (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détient environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et détiendrait 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2011.

1.2 Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 18 décembre 2009

L'assemblée générale des actionnaires de la société s'est tenue en seconde convocation le 18 décembre 2009 et a approuvé toutes les résolutions liées au projet d'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group*.

Dans sa partie ordinaire, l'assemblée générale a approuvé la nomination comme administrateurs de MM. Calvignac, Fort et Cremades, dirigeants et actionnaires du groupe *STS*.

Dans sa partie extraordinaire, l'assemblée générale a :

- approuvé la réduction du capital non motivée par des pertes, ramenant le nominal de l'action *Risc Group* de 0,5 € à 0,2 € par imputation sur les primes d'émission ;
- approuvé l'émission d'un maximum de 15.502.165 BSA attribués aux actionnaires sur la base de 5 BSA pour 24 actions anciennes, chaque BSA donnant droit à la souscription d'une action nouvelle au prix de 0,30 € l'action, soit avec une prime de 0,10 € par action ;
- approuvé l'augmentation de capital réservée au groupe *STS* par création de 31.000.000 actions nouvelles au prix unitaire de 0,35 € l'action, soit avec une prime d'émission de 0,15 € par action.

1.3 Changement du mode de direction générale et nomination d'un nouveau PDG

Le Conseil d'administration s'est réuni le 18 décembre 2009 après l'assemblée générale et a :

- acté les démissions de MM. Guillot et Lecou de leurs fonctions respectives de Président et de Directeur Général ;
- décidé de regrouper les fonctions de Présidence du conseil d'administration et de direction générale,
- décidé de nommer Monsieur Bernard Calvignac, Président directeur général de Risc Group.

Voir **note 7.4.**

1.4 Réalisation effective des opérations décidées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009

Conformément aux termes des résolutions approuvées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009, la réalisation effective de l'attribution des bons de souscription d'actions (BSA) aux actionnaires et l'augmentation de capital réservée à *STS Group* devaient avoir lieu après l'expiration du délai réglementaire d'opposition des créanciers à la réduction de capital décidée dans le cadre de la neuvième résolution.

Aucune opposition à cette réduction de capital n'ayant été formulée, le Conseil d'administration, dans sa séance du 14 janvier 2010, a décidé d'attribuer les BSA aux actionnaires inscrits en compte à cette date. Les BSA sont admis à la cote sur Euronext Paris depuis le 15 janvier 2010 et pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 15 janvier 2011 inclus.

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 janvier 2010 pour constater la souscription de *STS Group* à l'augmentation de capital qui lui était réservée, pour un montant de 10.850.000 €.

Compte tenu de la réduction de capital préalable, le capital social de *Risc Group* s'élevait au 15 janvier 2010 à 21.082.078 €, divisé en 105.410.390 actions de 0,20 € de valeur nominale chacune.

1.5 Modification du conseil d'administration

Conformément aux accords signés avec le groupe *STS*, MM. Raymond Sfeir, Pierre Camino et Jean-Pierre Lecou, administrateurs de *Risc Group*, ont démissionné de leurs fonctions les 14 et 15 janvier 2010. A la demande de M. Bernard Calvignac, nouveau Président Directeur Général de *Risc Group*, M. Gérard Guillot a conservé ses fonctions d'administrateur afin de faciliter la transition.

Le Conseil d'administration a en outre coopté Madame Jocelyne Cérasa en qualité d'administrateur indépendant. Madame Cérasa a plus de vingt ans d'expérience de direction générale et de business développement dans le secteur du logiciel et de l'informatique.

M. Henri Cremades, nommé administrateur par l'assemblée générale de *Risc Group* du 18 décembre 2009 a démissionné de son mandat le 11 mars 2010, après avoir terminé sa mission de définition de la nouvelle stratégie du groupe.

Voir **note 7.4.**

1.6 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA

240.849 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 15 au 29 janvier 2010.

En conséquence, le conseil d'administration du 9 février 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 48.169,80 € par l'émission de 240.849 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,20 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société au 9 février 2010 a donc été porté à 21.130.247,80 €, composé de 105.651.239 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

432.585 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er février au 31 mars 2010. En conséquence, le conseil d'administration du 7 avril 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 86.517 € par l'émission de 432.585 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société est donc au 30 juin 2010 de 21.216.764,80 €, composé de 106.083.824 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

1.7 Plan de restauration des équilibres financiers du groupe et Plan de sauvegarde de l'Emploi sur les sociétés françaises du groupe

A la lecture de l'activité et des résultats enregistrés sur le premier semestre 2009-2010, décevants et en deçà des prévisions, le conseil d'administration a bloqué tous les projets d'investissements non nécessaires à l'activité et lancé un plan de révision drastique de ses coûts afin de restaurer ses équilibres financiers au niveau du groupe.

A l'étranger, la restructuration des filiales de la division *Inbox*, déficitaires depuis plus de 12 mois, a été lancée dès le mois d'octobre 2009 (à l'exception de la Belgique), avec comme objectif le retour à l'équilibre de toutes les structures.

En France, le plan de restauration des équilibres financiers a entraîné la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui a été approuvé par le conseil d'administration du 9 février 2010.

Le Comité d'Entreprise de Risc Group du 14 avril 2010 a, au terme des différentes réunions de travail qui se sont tenues durant les deux mois précédents, donné un avis favorable au projet de réorganisation et au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui lui avaient été présentés le 9 février 2010.

Le plan approuvé le 14 avril 2010 a arrêté la suppression de 166 postes, avec l'ouverture de 45 postes au reclassement dont 33 créations de poste, soit un solde net de 121 suppressions d'emploi.

Ce plan est, malgré les efforts consentis, important et douloureux mais doit assurer le redressement économique et financier de Risc Group.

Dans un contexte de grande difficulté, les élus et la direction ont su définir les fondements d'un accord à la fois respectueux pour les collaborateurs qui verront leur emploi supprimé et prometteur pour les collaborateurs qui assureront, par leur engagement renouvelé, le devenir du groupe.

L'ensemble des charges et provisions liées au plan de restauration des équilibres financiers du groupe est entièrement comptabilisée au compte de résultat clos au 30 juin 2010 et représentent une charge globale et non récurrente de -14,8 M€ (dont -1,9 M€ de charges liées à l'arrêt d'activité - voir **note 6.3**).

1.8 Dépréciation des écarts d'acquisitions

Conformément à la norme IFRS 3 « regroupement d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Il résulte des calculs effectués sur la période close au 30 juin 2010 la constatation au compte de résultat consolidé d'une perte de valeur totale de -9,4 M€, sans effet de trésorerie (voir **notes 5.1, 5.3 et 6.3**)

1.9 Repositionnement stratégique du groupe

Après une revue générale et approfondie de toutes les filiales, la nouvelle équipe dirigeante de *Risc Group* a arrêté début février 2010 les grandes lignes de sa nouvelle stratégie.

L'activité de *Risc Group* va être spécialisée par métier au travers de quatre grands pôles :

- *Risc Group* va devenir éditeur du logiciel de sauvegarde BACKUPIA, dont une nouvelle version sera commercialisée dans le courant de cette année 2010, tout en continuant d'assurer des fonctions de support pour le compte de ses filiales.
- *Risc Group IT Solutions (ex Ornis)* va faire évoluer son métier historique d'hébergeur vers le « *Vertical Cloud Computing* » en reprenant progressivement la gestion en mode SAAS des participations détenues par *STS Group* dans ses plateformes de confiance numériques, opérationnelles à ce jour dans une dizaine de pays. L'offre de sécurité numérique commercialisée par *Risc Group* viendra compléter l'offre de confiance numérique déjà proposée par ces plateformes, et fera de *Risc Group IT Solutions* le premier opérateur mondial de ce secteur.
Fort d'un chiffre d'affaires annuel récurrent de près de 30M€, *Risc Group IT Solutions* a obtenu le 25 mars 2010 son inscription au Marché Libre de NYSE Euronext.
- L'activité *Inbox*, qui commercialise selon un modèle de vente direct, des solutions de sécurité et de sauvegarde numériques, va continuer son activité avec des effectifs réduits et un objectif de rentabilité et de croissance maîtrisée (ce pôle étant le principal foyer de pertes et également le plus touché par le PSE). Ce pôle pourra être filialisé dans le courant de l'exercice 2010/2011.
- La filiale *Backup Avenue* va regrouper les activités de *monDSI* (activité historique de *Risc Group* dans le domaine du SAAS) et de *Risc Group IT Solutions UK* en Angleterre (ex *Clunk Click*) afin de développer son offre SAAS de confiance et de sécurité numérique dans son réseau de partenaires, et devenir le réseau de vente indirecte du groupe.

1.10 Investissement de *Risc Group IT Solutions* dans les plateformes de confiance numérique du groupe STS

Conformément au repositionnement stratégique décrit à la **note 1.9** ci-dessus, *Risc Group IT Solutions* a fait l'acquisition début juin 2010 de participations dans six des plateformes de confiance numérique créées par le groupe *STS* en 2009.

Ces participations, ainsi que toutes les autres participations de *STS* dans ces plateformes, ont été cédées fin juin 2010 à la société *IPS Nevada*, société américaine avec laquelle ont été signés des contrats de cessions pour chacune des participations, assortis d'un crédit vendeur sur 3 ans.

Au niveau opérationnel, *Risc Group IT Solutions* a conclu avec chacune des plateformes un contrat de maintenance sur la base d'une redevance de 3% du chiffre d'affaires réalisé par la plateforme.

Au 30 juin 2010, la créance nette de *Risc Group IT Solutions* envers *IPS Nevada* s'élève à 6,4 M€ (voir **note 5.3**). Elle est remboursable à 3 ans et porte intérêt à 7,5%. Cette créance est garantie par un nantissement sur l'ensemble des titres des participations cédées.

Ce nantissement a fait l'objet d'un avis émis par un expert indépendant, qui a validé sa juste valeur par une analyse des plans d'affaires des différentes plateformes.

Risc Group IT Solutions a financé l'acquisition des participations dans les plateformes par un emprunt de 6 M€ sur 36 mois (voir **note 5.10**).

2 - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2010

2.1 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA et d'émission d'actions gratuites

1.115.628 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er juillet au 30 septembre 2010.

En conséquence, les conseils d'administration du 28 juillet 2010 et du 13 octobre 2010 ont constaté des augmentations de capital d'un montant total de 223.125,60 € par l'émission de 1.115.628 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le 28 juillet 2010, en application du plan d'actions gratuites du 28 juillet 2008, ont été créées 160.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 32.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 160.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 28 juillet 2012.

Après ces deux opérations, le capital de la société s'élève au 30 septembre 2010 à 21.471.890,40 €, divisé en 107.359.452 actions entièrement libérées.

2.2 Transmission universelle du patrimoine de la filiale ITEMOS à sa société mère BESDI

Dans le cadre de la simplification en cours de l'organigramme juridique du groupe, la société *ITEMOS* détenue à 100% par *BESDI*, elle-même détenue à 100% par *Risc Group*, a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au bénéfice de *BESDI* en juillet 2010.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de *Risc Group* sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS applicables au 30 juin 2010 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

3.1 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles *Risc Group* exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de votes d'une entité ou lorsque l'une des 4 conditions suivantes est remplie :

- détention de plus de la moitié des droits de votes en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- direction de la politique financière et opérationnelle de l'entreprise en vertu d'un contrat ;
- pouvoir de nomination ou de révocation de la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- réunion de la majorité des droits de votes dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Risc Group a une participation dans *Normaction*, dans laquelle elle a une influence notable qui nécessite une consolidation par mise en équivalence (voir **note 5.3**).

Toutes les transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées au niveau du bilan et du compte de résultat consolidés.

3.2 – Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Lors de la prise de contrôle, cette valeur est la juste valeur établie par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts. En dehors des prises de contrôle, il n'y a pas de réévaluation des actifs et des passifs acquis.

Test de perte de valeur et définition des Unités Génératrices de trésorerie

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté (une Unité génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs) soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel *Risc Group* apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de regroupement de ses activités au sein d'un secteur d'activité ou de la zone géographique.

Valeur recouvrable

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par *Risc Group* correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT ou des groupes d'UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group* de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 3 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de deux ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat opérationnel.

3.3 – Coûts d'emprunts

Risc Group ne capitalise pas les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

3.4 – Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas 4 ans.

3.5 – Autres immobilisations incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées en conformité avec les critères de l'IAS 38. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Amortissement

Les taux utilisés sont les suivants :

Logiciels	1, 2 ou 4 ans en linéaire (8 ans pour la licence STS)
-----------	---

3.6 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indicateurs de conditions transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par *Risc Group* à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession. Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements & installations	3, 5, 8 et 10 ans en linéaire
Matériel de transport	1, 3 et 5 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans en linéaire
Baies de stockage	3 et 4 ans en linéaire
Mobilier	3, 5 et 10 ans en linéaire

3.7 – Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé (autres que les écarts d'acquisition)

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group*.

3.8 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti).

Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.9 – Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Ils sont dépréciés si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

3.10 – Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont éventuellement compensés par entité fiscale, si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

3.11 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le Groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Restructuration

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

3.12 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Engagements de retraite

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies, font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques (date de départ à la retraite, taux de progression des salaires et de rotation du personnel,...) et financières (taux d'actualisation financière et d'inflation) définies aux bornes de chacune des entités concernées et en considérant leur contexte macro-économique local.

Rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'action, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions *Risc Group* accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

3.13 – Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les passifs financiers sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

3.14 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.15 – Produit des activités ordinaires

Concernant le secteur TPE, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Risc Group* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (36, 48 ou 60 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

Concernant le secteur PME, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Risc Group IT Solutions et Backup Avenue* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » en tant que service sur la durée des contrats.

3.16 – Détermination du résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires du Groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

4 – EVOLUTION DU PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2010 est résumé dans le tableau ci-dessous.

SOCIETE	Pourcentage intérêt	Pourcentage Contrôle	Méthode de consolidation
RISC Group (SA) - SIREN 379 067 390 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	NA	NA	Société mère
E FLAG (SARL) - SIREN 393 326 269 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Allemagne Martin-Behaim-Strasse.4 63263 Neu-Isenburg - Allemagne	98%	100%	Intégr. globale
Risc Group Belgique 140 rue de Stalle 1180 Bruxelles - Belgique	100%	100%	Intégr. globale
UBIX 63 rue de Stalle 1180 Bruxelles - Belgique	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Italia Via Roma, 108 20060 Cassina de Pedri (MI) - Italie	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Espagne Calle Muntaner 479 08021 Barcelona - Espagne	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Suisse Route de Champs Colin, 11 1260 NYON - Suisse	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group UK C/o Jeffrey Green Russel - Waverley house 7/12 Noel Street - LondonW1F 8GQ - Angleterre	100%	100%	Intégr. globale
BESDI (SAS) - SIREN 442 093 951 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
ITEMOS (SAS) - SIREN 442 019 006 33 rue de Bellissen 69340 Francheville - France	100%	100%	Intégr. globale
BACKUP AVENUE (SAS) - SIREN 433 905 320 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
RISC GROUP IT SOLUTIONS (SA) - SIREN 377 762 752 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
G3NET - SIREN 450 922 984 132 boulevard de Verdun 92400 Courbevoie - France	100%	100%	Intégr. globale
EXTACO 158 Lenina Avenue 69057 Zaporizhzhia - Ukraine	100%	100%	Intégr. globale
CLUNK CLICK Church Walks Business centre - Llandudno Comwy - LL30 2HL – Angleterre	100%	100%	Intégr. globale

NORMACTION - SIREN 414 276 691 38/42 rue Galliéni 92600 Asnières sur Seine	21,06%	21,06%	voir note ci-dessous
---	---------------	---------------	-----------------------------

Il n'y a eu aucune variation de périmètre de consolidation sur l'exercice 2009/2010.

Il est à noter que la société ITEMOS a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à sa société mère BESDI en juillet 2010, dans le cadre de la simplification en cours de l'organigramme juridique du groupe (voir **note 2.2**).

Sociétés consolidées en équivalence :

Normaction détenue à hauteur de 21,06% a été consolidée en équivalence au 31/12/09 mais suite à la déclaration de cessation de paiement déposée par la société en octobre 2010, le solde de participation détenue (1.093 K€) a été provisionné à 100 % au 30 juin 2010 et constatée en perte de valeur (voir **note 5.3**).

5 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

5.1 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition comptabilisés au 30 juin 2010 sont la conséquence des acquisitions réalisées sur les trois exercices précédents.

Ces acquisitions sont regroupées au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ou UGT) définies en fonction des secteurs d'activité ou des secteurs géographiques définis par le groupe pour le suivi de ses activités (voir **note 3.2**).

L'UGT Belgique reprend l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* (région Flandre) en novembre 2006 et *Ubix* en novembre 2008.

L'UGT TPE Direct reprend la partie France de l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* en novembre 2006 et l'acquisition de *Linone* en mai 2007.

L'UGT TPE Indirect regroupe les acquisitions *BESDI* (septembre 2006), *Sitti* (janvier 2007) et *Itemos* (juillet 2007).

L'UGT PME regroupe les acquisitions *Backup Avenue* (juillet 2007) le groupe *Risc Group IT Solutions* (septembre 2007) et *Extaco* (filiale ukrainienne de *RG IT Solutions* acquise en juillet 2008).

L'UGT Angleterre reprend la société *Risc Group IT Solutions UK* (ex-*Clunk Click* acquise juin 2008).

Valeurs brutes	30/06/2009	var. période	30/06/2010
UGT Belgique	2 302 255	0	2 302 255
UGT TPE Direct	1 208 589	0	1 208 589
UGT TPE Indirect	2 919 913	0	2 919 913
UGT PME	42 487 703	-17 341	42 470 362
UGT Angleterre	3 863 749	580	3 864 329
Ecart d'acquisition	52 782 209	-16 761	52 765 448

Dépréciations	30/06/2009	var. période	30/06/2010
UGT Belgique	-482 967	-831 844	-1 314 811
UGT TPE Direct	-459 589	-356 361	-815 950
UGT TPE Indirect	-899 490	-1 655 298	-2 554 788
UGT PME	-9 529 585	-1 984 124	-11 513 709
UGT Angleterre	0	-3 276 347	-3 276 347
Ecart d'acquisition	-11 371 631	-8 103 974	-19 475 605

Valeurs nettes	30/06/2009	var. période	30/06/2010
UGT Belgique	1 819 288	-831 844	987 444
UGT TPE Direct	749 000	-356 361	392 639
UGT TPE Indirect	2 020 423	-1 655 298	365 125
UGT PME	32 958 118	-2 001 465	30 956 653
UGT Angleterre	3 863 749	-3 275 767	587 982
Ecart d'acquisition	41 410 578	-8 120 735	33 289 843

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an (**note 3.2**).

En raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2009/2010, du contexte économique encore très dégradé et de la restructuration engagée sur l'ensemble du groupe, les tests réalisés en décembre 2009 puis à l'occasion de l'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group* ont entraîné la constatation des pertes de valeurs détaillées dans le tableau ci-dessus.

Les calculs pour ce test de perte de valeur ont été établis sur la base de prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse par la direction pour tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe.

Les dépréciations les plus significatives sont constatées sur :

- l'UGT Angleterre (3,3 M€) : la nouvelle direction a décidé de stopper une des deux activités développées par *Risc Group IT Solutions UK*, en raison de ses résultats insuffisants et aléatoires sur l'exercice 2009-2010 et de concentrer la société sur son activité de vente de sauvegarde en mode indirect ; il en a résulté des prévisions de résultats moins importantes sur les trois exercices prochains.
- l'UGT PME (2 M€) : la provision concerne uniquement la filiale *Backup Avenue* en raison d'un important contrat client qui a été dénoncé et qui a réduit d'autant les perspectives de résultats à 3 ans ;
- L'UGT TPE indirect (1,6 M€) : le potentiel de renouvellement de contrats sur les parcs clients de cette activité ayant été en deçà des objectifs, la nouvelle direction a préféré aligner les perspectives de chiffre d'affaires sur des positions plus prudentes.

Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 11,32% (contre 9,80% l'an passé) et de 1%.

Les tests de sensibilité de ces deux paramètres sont de 0,4 M€ pour une variation de 0,1 sur le WACC et de 1,4 M€ pour une variation de 0,5 sur le taux de croissance.

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>Valeurs brutes</i>	01/07/2009	augment.	diminutions	30/06/2010
Logiciels acquis	3 286 844	1 673 356	930 853	4 029 347
Logiciels développement interne	4 531 163	457 202	754 011	4 234 354
Brevets et marques	0	0	0	0
Fonds commercial	108 599	0	0	108 599
Immo. incorporelles en cours	523 599	59 120	582 719	0
Retraitement loc financières	259 146	0	0	259 146
Immobilisations incorporelles	8 709 351	2 189 678	2 267 583	8 631 446
Immo.corporelles en cours	0	0	0	0
Agencements/Installations	2 674 706	151 104	619 199	2 206 611
Matériel de transport	67 389	2 788	7 155	63 022
Mat. bureau, info. & mobilier	7 607 324	1 796 111	3 509 490	5 893 946
Retraitement loc financières	2 655 909	707 800	223 843	3 139 866
Immobilisations corporelles	13 005 329	2 657 802	4 359 686	11 303 445

<i>Amortissements</i>	01/07/2009	augment.	diminutions	31/12/2009
Logiciels	1 816 856	808 673	546 798	2 078 731
Logiciels dévelopt interne	3 404 322	600 146	282 363	3 722 105
Brevets et marques	0	0	0	0
Retraitement loc financières	187 161	71 985	0	259 146
Immobilisations incorporelles	5 408 339	1 480 804	829 161	6 059 982
Agencements/Installations	739 669	323 097	504 334	558 432
Matériel de transport	11 194	16 028	1 773	25 449
Mat. bureau, info. & mobilier	4 314 590	1 295 510	2 146 542	3 463 559
Retraitement loc financières	1 128 276	881 708	223 842	1 786 142
Immobilisations corporelles	6 193 729	2 516 343	2 876 490	5 833 582

<i>Valeurs nettes</i>	01/07/2009	augment.	diminutions	30/06/2010
Immobilisations incorporelles	3 301 013	708 874	1 438 422	2 571 464
Immobilisations corporelles	6 811 600	141 459	1 483 196	5 469 863

Commentaires sur les immobilisations incorporelles :

Les variations à la hausse de « *logiciels acquis* » sur la période concernent essentiellement l'acquisition par *Risc Group* auprès de *STS Group*, son nouvel actionnaire de référence (voir **notes 1.1 et 1.2**) d'une licence du logiciel de confiance numérique développé par *STS*. Le prix payé de 1,5 M€ inclut la maintenance du logiciel et en conséquence ne fera pas l'objet de facturation postérieure au titre des mises à jour à venir du logiciel.

Ce logiciel de confiance numérique sera intégré dans la suite logicielle commercialisée par *Risc Group* sur sa *Risc Box* dès le prochain exercice.

Cette licence est amortie sur une durée de 8 ans.

Les variations à la baisse de cette ligne correspondent à des mises au rebut de logiciels plus utilisés au sein du groupe ou pour lesquels il a été décidé d'arrêter l'exploitation chez *Risc Group* (-329 K€) et chez *Risc Group IT Solutions* (-493 K€).

La ligne « *Logiciels développement interne* » correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme *Backupia* et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients, ainsi qu'aux dépenses de recherche et développement de *Risc Group IT solutions*.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie établie par la nouvelle direction, les projets encore en cours de développement au 30/06/10 ont été complètement abandonnés et mis au rebut chez *Risc Group* et chez *Risc Group IT Solutions* (-582 K€).

De même, certains frais capitalisés au bilan sur des logiciels développés en interne ont été mis au rebut (-754 K€) sur la période, suite à la décision prise par la nouvelle direction de ne plus les utiliser.

Ces frais de développement sont amortis sur une durée de 4 ans.

La valeur d'utilité des frais de développement au 30 juin 2010 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « *impairment test* »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés (cf **note 3.2**) découlant du budget 2010-2011 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2011-2012. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 11,32% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Commentaires sur les immobilisations corporelles :

La diminution du poste « *Agencements* » est liée aux fermetures d'agences commerciales au niveau du pôle *Inbox* sur toutes les filiales européennes.

L'augmentation du poste « *Matériel de bureau & informatique* » sur la période est concentré sur *Risc Group IT Solutions* (+1.572 K€) et à ses nécessaires investissements en matériel d'hébergement. Une revue exhaustive de l'ensemble des moyens informatiques de cette filiale par la nouvelle direction a par ailleurs entraîné une mise au rebut importante de matériels en fin de vie (-2.890 K€ de valeur brutes et -1.666 K€ d'amortissements).

Les locations financières de baies de stockage sont retraitées conformément à la norme IAS 17 (voir **note 3.6**) pour faire apparaître en immobilisations au bilan les valeurs brute et nette des contrats en cours au 30 juin 2009.

La variation sur la période correspond aux baies de stockage contractées sur le semestre pour les augmentations et aux baies de stockage complètement amorties et payée pour les diminutions.

La contrepartie se trouve en dettes financières – voir **notes 5.8 & 5.10**.

5.3 - Autres actifs financiers

	30/06/2009	var. période	Dépréciation	30/06/2010
Valeurs brutes				
Titres mis en équivalence	1 308 628		-1 308 628	0
Actifs disponibles à la vente	0	0	0	0
Autres actifs financiers	937 342	6 199 019		7 136 361
Autres actifs financiers	2 245 970	6 199 019		7 136 361

Risc Group détient 21,1% de la société *Normaction* et à ce titre a consolidé la société en équivalence jusqu'au 31 décembre 2009 (34 K€ de résultat consolidé sur le premier semestre). Suite au dépôt par *Normaction* d'une déclaration de cessation de paiement le 1^{er} octobre 2010, la participation dans *Normaction* a été provisionnée à 100% dans les comptes au 30/06/10 (contrepartie en perte de valeur au compte de résultat consolidé).

Les « *Autres actifs financiers* » correspondent essentiellement aux dépôts & cautionnements versés par les sociétés du groupe au titre des locaux qu'elle loue et à la créance de *Risc Group IT Solutions* sur *IPS Nevada* pour un montant de 6,4 M€ (voir **note 1.10**). Le solde de la variation à la baisse provient de restitutions ou d'annulation de dépôts dans le cadre de la résiliation de baux commerciaux (fermetures d'agences en France et en Europe sur le réseau INBOX).

Cette créance est remboursable à 3 ans et porte intérêt à 7,5%.

Elle est garantie par un nantissement sur les titres des sociétés détenues par *IPS Nevada*.

Un expert indépendant a contrôlé cette garantie au moyen d'un calcul de flux de trésorerie actualisés des plans d'affaires des sociétés détenus par *IPS Nevada*.

5.4 - Stocks

Le stock est exclusivement composé de marchandises.

	30/06/2009	IFRS5	var. période	30/06/2010
Valeur brute marchandises	1 225 671	-35 880	-39 147	1 222 404
Provision pour dépréciation	-236 068		-76 258	-312 326
Stocks	989 603	-35 880	-115 405	910 078

Le stock est constitué essentiellement chez *Risc Group* de licences TSM IBM (incluses dans la *Risc box*) et de routeurs chez *Risc Group IT Solutions*, destinés à être installés chez les clients dans le cadre des contrats d'infogérance.

5.5 - Clients & comptes rattachés

	30/06/2009	IFRS 5	Var . Période	30/06/2010
Clients Bruts	12 906 954	-47 809	-2 682 676	10 176 469
Clients - Factures à établir	789 030		-297 898	491 133
Provision pour dépréciation	-2 847 355		-247 601	-3 094 956
Clients & comptes rattachés	10 848 630	-47 809	-3 228 174	7 572 646

Les postes « *Clients Brut & Factures à établir* » correspondent aux contrats en cours de cession chez les leasers, à du déploiement de l'activité IT Solutions non finalisé auprès des clients et à de la consommation TOIP non encore facturée.

Chez *Risc Group ITS*, le montant du poste clients correspond globalement au montant des loyers du prochain trimestre, qui sont facturés contractuellement selon le principe du terme à échoir.

Les créances à plus de 60 jours sont intégralement provisionnées

5.6 - Autres actifs courants

	30/06/2009	var. période	30/06/2010
Avances et acomptes verse sur commande	155 157	-33 625	121 532
Remises et avoirs à recevoir	416 413	-281 580	134 833
Personnel et comptes rattachés	12 891	17 271	30 162
Organismes sociaux	4 624	-392	4 232
Etat - Impôt sur les bénéfices	313 149	-236 377	76 772
Etat - Produits à recevoir	405	19 938	20 343
TVA	2 124 797	-970 698	1 154 099
Débiteurs divers	454 476	-81 622	372 854
Charges constatées d'avance	1 940 215	95 014	2 035 229
Divers	13 762	-13 762	0
Autres actifs courants	5 435 889	-1 485 834	3 950 055

Au 30 juin 2010, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

La variation à la baisse de la TVA est directement liée à la baisse de l'activité *INBOX*.

Les « *charges constatées d'avance* » correspondent aux facturations du trimestre juillet/août/septembre 2010 sur les loyers des « data centers » et sur les frais de réseaux des infrastructures, aux charges d'assurance et aux maintenances de certains logiciels.

5.7 - Disponibilités & quasi disponibilités

Les disponibilités & quasi disponibilités au bilan s'élèvent à 9,6 M€, dont 6,1 M€ de valeurs mobilières de placement.

5.8 – Capital social et capitaux propres

Le capital de la société *Risc Group* au 30 juin 2010 est composé de 106.083.824 actions à 0,2 € de nominal pour un total de 21.216.764,80 €.

Il a évolué comme suit depuis le 1^{er} juillet 2009 :

date	nature de l'opération	nbre actions	nominal	capital	prime d'émiss.
30/06/2009		74 300 390	0,5	37 150 195,0	96 343 008,0
09/11/2009	création de 110.000 actions gratuites	110 000	0,5	55 000,0	-55 000,0
14/01/2010	réduction du nominal réso, 9 AGE du 181209			-22 323 117,0	22 323 117,0
15/01/2010	augmentation de capital réservée à STS réso. 10 AGE du 181209	31 000 000	0,2	6 200 000,0	4 650 000,0
09/02/2010	souscription de BSA	240 849	0,2	48 169,8	24 084,9
07/04/2010	souscription de BSA	432 585	0,2	86 517,0	43 258,5
30/06/2010		106 083 824		21 216 764,8	123 328 468,4

Au 30 juin 2010, *Risc Group* détient 49.015 de ses propres actions via le contrat de liquidité signé en mars 2009 avec la société Euroland.

Voir la variation des capitaux propres consolidés sur la période en **section C**.

5.9 - Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions pour engagement de retraite envers les salariés du groupe pour un montant total de 183 K€, calculées conformément à la norme IAS 19 (voir **note 3.12**).

5.10 - Dettes à plus d'un an

	30/06/2010	30/06/2009
Emprunt moyen terme	485 086	1 783 644
Financement plateformes à plus1 d' an	2 429 890	0
Dettes fin. s/retraitement loc.fin. plus d'1 an	601 702	849 607
Compte courant actionnaire	2 570 000	0
Divers	0	1 372
Dettes financières à plus d'un an	6 086 678	2 634 623

La ligne « *emprunt moyen terme* » de 0,5 M€ reprend les échéances à rembourser à plus de 12 mois sur des emprunts contractés en 2008/2009 par *Risc Group IT Solutions* pour financer des investissements en licences et en serveurs (emprunts sur 36 mois).

La ligne « *Financement de plateformes* » correspond à l'emprunt contracté par *Risc Group IT Solutions* pour financer l'investissement réalisé dans les plateformes de confiance numérique achetées au groupe *STS* (voir **notes 1.10 et 5.3**) en juin 2010 pour un montant net de 6,4 M€. Cet emprunt contracté en avril 2010 court sur 36 mois pour un solde total à rembourser de 4,4 M€ au 30 juin 2010 : 2,4 M€ à plus d'un an et 2 M€ à moins d'un an (voir **note 5.14**).

Les « *retraitements sur locations financières* » correspondent à l'application de la norme IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage pour l'activité *Inbox* et de ses serveurs pour l'activité *IT Solutions*. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles (**note 5.2**).

Le compte courant correspond à des avances en comptes courants de la société *STS Group* à *Risc Group* et à *Risc Group IT Solutions*.

5.11 - Provisions courantes

Les provisions courantes augmentent sensiblement sur la période, notamment en raison du plan de restauration des équilibres financiers lancé sur l'exercice (voir **note 1.7**)

Le détail et la variation de ces provisions sur la période est résumée sur le tableau ci-dessous.

Rubriques	Solde d'ouverture 30/06/09	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 30/06/10
Risques Prud'homaux	366 460	879 251	23 500	137 260	1 084 950
Litiges clients	243 199	385 946	42 797	88 177	498 171
Provision déménagement/restructuration	30 548	7 367 592	0	30 548	7 367 592
Provisions restitution anticipée véhicules	0	331 363	0	0	331 363
Provisions activités arrêtées & litiges liés	11 913	1 278 873	0	0	1 290 786
Total des provisions	652 119	10 243 025	66 297	255 985	10 572 863

5.12 - Fournisseurs

	30/06/2009	IFRS 5	Var . Période	30/06/2010
Fournisseurs	6 111 953	-67 558	-324 156	5 720 239
Fournisseurs d'immobilisations	60 000		-60 000	0
Fournisseurs - factures à recevoir	4 127 503		1 240 842	5 368 345
Fournisseurs & charges à payer	10 299 456	-67 558	856 686	11 088 584

Au 30 juin 2010, l'ensemble des dettes fournisseurs est à moins d'un an.

5.13 - Autres passifs courants

	30/06/2009	Var . Période	30/06/2010
Personnel	1 131 661	-1 054 198	77 463
Personnel - charges à payer	3 084 626	-883 857	2 200 768
Organismes sociaux	1 827 906	-378 988	1 448 918
Organismes sociaux - charges à payer	1 371 044	-279 659	1 091 386
TVA	3 113 473	-1 492 289	1 621 184
Etat - Impôt sur les sociétés	46 424	-51 021	-4 597
Etat - charges à payer	530 215	-244 755	285 461
Clients avances sur commande	4 029	-4 029	0
Provision pour AAE pour rachats	239 977	1 015 904	1 255 881
Clients avoirs à établir	1 725 986	-631 088	1 094 897
Créditeurs divers	852 084	-479 720	372 364
Produits constatés d'avance	4 074 180	-149 031	3 925 149
Divers	22 155	-10 608	11 547
Autres passifs courants	18 023 761	-4 643 339	13 380 421

Le poste « *Clients créditeurs - avoirs à établir* » correspond à des positions créditrices à compenser avec les clients *leasers* à l'actif.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » est lié chez *Risc Group* à l'activité *monDSI* dont une partie du chiffre d'affaires (35%) est reconnu sur la durée des contrats (24 à 36 mois) pour un montant de 0,6 M€ et chez *Risc Group It Solutions* à son mode de facturation par trimestre à échoir pour un montant de 3,3 M€.

5.14 - Autres dettes financières courantes

	30/06/2010	30/06/2009
Positions bancaires créditrices	90 840	107 339
Dette fin.s/retraitement loc.fin.- d'1an	773 402	761 847
Part à moins d'un an du Crédit MT	907 610	0
Financement plateformes -d'1 an	2 010 833	0
Financements divers	19 832	10 021
Dette fin. à moins d'un an	3 802 517	879 207

Les « *positions bancaires créditrices* » correspondent à des positions comptables ponctuelles à fin juin 2010.

Les « *dettes sur retraitement des locations financières* » correspondent à la partie à moins d'un an des loyers restant dus sur les contrats de financement des baies de stockage (voir **note 5.2** sur les immobilisations corporelles et **note 5.10** ci dessus) en application de la norme IAS 17.

« *Part à moins d'un an du crédit moyen terme* » : voir **note 5.10** ci-dessus.

« *Financement plateformes à moins d'un an* » : voir **note 5.10** ci-dessus.

6 – INFORMATION SECTORIELLE ET NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 - Information sectorielle

La segmentation adoptée pour la présentation de l'information sectorielle est issue du reporting interne destiné à la direction générale du groupe.

Risc Group développe son activité sur deux modèles économiques différents, organisés autour de deux pôles permettant d'adresser le marché en fonction de la typologie des clients :

- les filiales *Inbox* développent un modèle de vente directe et indirecte sur le marché des TPE-PME et représentent 48% de l'activité au 30 juin 2010, net des opérations inter-compagnies (contre 63% au 30 juin 2009) ;
- les filiales *IT Solutions* développent un modèle de services récurrents sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 52% de l'activité au 30 juin 2009 (contre 37% au 30 juin 2009).

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009.

<i>en K€</i>	Inbox direct	Inbox indirect	ITS	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/10 12 mois
Produit des activités ordinaires	35 224	1 191	34 532	1 527	-7 645	64 829
Achats	-9 313	-625	-11 217	0	4 129	-17 026
Charges externes	-13 651	-139	-7 465	-1 607	1 357	-21 505
Charges de personnel	-18 676	-218	-8 446	-453	1	-27 792
Charges de personnel en actions	-299	-20	-10	0	0	-329
Impôts et Taxes	-738	-25	-621	-85	0	-1 469
Charges intercos	-1 983	-138	-1 247	0	3 368	0
Amortissements	-677	-2	-1 375	-438	-746	-3 238
Provisions	-11 166	-433	-130	-244	10 537	-1 436
Autres pdts & charges d'exploitation	295	-92	46	109	150	509
Résultat opérationnel courant	-20 984	-501	4 067	-1 191	11 152	-7 457
Autres charges opérationnelles	-9 884	-272	-2 663	0	0	-12 819
Résultat des cessions d'actifs	-1 952	0	0	0	0	-1 952
Résultat des stés en éq.			0		-34	-34
Perte de valeur	-873	-591	0		-7 913	-9 378
Résultat opérationnel	-33 693	-1 364	1 404	-1 191	3 205	-31 640

<i>en K€</i>	Inbox direct	Inbox indirect	ITS	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	60 767	2 235	31 037	1 706	-12 108	83 638
Achats	-16 380	-787	-9 857	0	6 096	-20 927
Charges externes	-18 284	-305	-7 199	-2 022	2 805	-25 005
Charges de personnel	-25 935	-590	-8 644	-402	220	-35 351
Charges de personnel en actions	-435	-60	-13	0	0	-508
Impôts et Taxes	-873	-26	-536	-130	5	-1 560
Charges intercos	-1 907	-263	-1 052	0	3 222	0
Amortissements	-1 384	-17	-989	-199	254	-2 335
Provisions	-1 074	-51	-388	-279	0	-1 792
Autres pdts & charges opérat.	-708	56	-252	218	-19	-704
Résultat des stés en équivalence					-33	-33
Perte de valeur	-759	-749	-1 094		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	-6 970	-555	1 013	-1 108	-10 099	-17 720

Un second niveau de segmentation est suivi par la direction du groupe au niveau géographique. Cette segmentation de second niveau est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009.

<i>en K€</i>	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	ITS UK	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/10 12 mois
Produit des activités ordinaires	23 771	1 426	7 395	-149	3 099	837	36	32 367	2 165	1 527	-7 645	64 829
Achats	-5 448	-786	-2 323	-67	-934	-363	-17	-10 134	-1 083	0	4 129	-17 026
Charges externes	-7 990	-714	-2 406	-309	-1 731	-560	-81	-7 092	-374	-1 607	1 357	-21 505
Charges de personnel	-12 862	-929	-2 544	-181	-1 727	-572	-79	-7 862	-585	-453	1	-27 792
Charges de personnel en actions	-244	0	-45	0	-30	0	0	-10	0	0	0	-329
Impôts et Taxes	-698	0	-65	2	-2	0	0	-621	0	-85	0	-1 469
Charges intercos	-1 124	-219	-364	-9	-315	-89	0	-1 228	-18	0	3 368	0
Amortissements	-619	-19	31	-5	-67	3	-4	-1 258	-117	-438	-746	-3 238
Provisions	-10 828	-494	-517	-102	138	208	-3	-123	-6	-244	10 537	-1 436
Autres pdts & charges d'exploitation	324	-17	-95	0	-8	0	0	75	-29	109	150	509
Résultat opérationnel courant	-15 718	-1 751	-933	-820	-1 577	-536	-149	4 114	-47	-1 191	11 152	-7 457
Autres charges opérationnelles	-8 023	-345	-669	-94	-478	-547	0	-2 663	0	0	0	-12 819
Résultat des cessions d'actifs	-901	0	-1 051	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 952
Résultat des stés en éq.							0		0		-34	-34
Perte de valeur	-591		-873				0	0	0		-7 913	-9 378
Résultat opérationnel	-25 233	-2 096	-3 526	-914	-2 055	-1 083	-149	1 451	-47	-1 191	3 205	-31 640

<i>en K€</i>	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	36 506	4 537	11 083	1 127	5 781	1 784	2 185	31 037	1 706	-12 108	83 638
Achats	-10 022	-1 671	-3 401	-127	-662	-223	-1 061	-9 857	0	6 096	-20 927
Charges externes	-10 650	-1 620	-3 330	-532	-1 502	-487	-468	-7 199	-2 022	2 805	-25 005
Charges de personnel	-15 864	-2 033	-4 322	-639	-2 273	-783	-610	-8 644	-402	220	-35 351
Charges de personnel en actions	-363	0	-93	0	-39	0	0	-13	0	0	-508
Impôts et Taxes	-829	0	-57	-12	-1	-1	0	-536	-130	5	-1 560
Charges intercos	-723	-377	-563	0	-422	-55	-30	-1 052	0	3 222	0
Amortissements	-1 059	-25	-173	-12	-20	-18	-93	-989	-199	254	-2 335
Provisions	-748	-99	-144	-18	-62	-11	-42	-388	-279	0	-1 792
Autres pdts & charges opération.	47	-60	-570	-59	-9	0	0	-252	218	-19	-704
Résultat des stés en équivalence										-33	-33
Perte de valeur	-749		-759					-1 094		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	-4 455	-1 349	-2 328	-271	791	205	-118	1 013	-1 108	-10 099	-17 720

6.2. – Commentaires sur l' Activité

Globalement, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 64,8 M€ sur les 12 mois clos au 30 juin 2010 contre un chiffre d'affaires de 83,6 M€ sur les 12 mois au 30 juin 2009, soit une variation à la baisse de -23%.

Cette diminution de l'activité est concentrée sur l'activité INBOX qui a fait l'objet d'une restructuration importante en France et à l'étranger sur l'exercice 2009/2010 (-39%).

L'activité *IT Solutions* conserve sur la période une croissance positive de 5%.

Pôle Inbox (TPE)

L'activité du pôle INBOX a été affectée sur la période par la restructuration des filiales étrangères et le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) lancé en France (voir **note 1.7**). Ce PSE a affecté essentiellement l'activité INBOX en France avec notamment la fermeture d'agences commerciales non rentables en province et la réduction d'effectifs dans tous les départements de l'entreprise.

Pôle IT Solutions

La croissance du pôle *IT Solutions* reste positive et constante en France, malgré une activité commerciale qui est restée affectée par le contexte économique. Mais le pôle a pu bénéficier dans un tel contexte des vertus de son modèle économique, qui lui apporte la récurrence de ses revenus.

A l'international, la filiale anglaise a arrêté sur le dernier trimestre de l'exercice son activité de négoce à valeur ajoutée pour se concentrer sur son activité historique et récurrente de sauvegarde en ligne qui diminue le risque de l'activité et apporte une marge d'exploitation supérieure en pourcentage, même si elle diminue le potentiel de développement.

6.3. – Commentaires sur le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2010 (12 mois) affiche une perte de -31,6 M€ contre une perte de -17,7 M€ au 30 juin 2009.

Cette perte opérationnelle inclut trois catégories de charges non récurrentes qui se détaillent comme suit :

- a) des charges liées au PSE en France, aux restructurations opérées en France et à l'étranger (provisions comptabilisées sur les loyers d'agences fermées ou de surfaces abandonnées), à des mises au rebut de frais de recherche et développement ou de licences logicielles abandonnées, comptabilisées pour un montant de -12,8 M€ au compte de résultat sur la ligne « autres charges opérationnelles conformément à l'application des normes IAS 37 et IAS 1.

<i>en K€</i>	Total	France Inbox	France ITS et fil.	Etranger
Provisions s/agences fermées	3 224	1 854	0	1 370
Charges PSE 300610	1 871	1 296	575	0
Provisions PSE 300610	4 518	3 536	983	0
Prud'hommes	726	361	265	100
Mises au rebut	1 816	702	1 114	0
Provisions diverses	663	0	0	663
	12 819	7 749	2 937	2 134

- b) des pertes constatées sur des activités arrêtées isolées sur une ligne spécifique au compte de résultat, en application de la norme IFRS 5 pour un montant de -1,9 M€ ;
- c) des pertes de valeur constatée pour un montant de -9,3 M€ sur les écarts d'acquisition (voir **notes 5.1 et 5.3**) et -0,3 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 sur les plans d'actions gratuites et d'attributions d'options de souscription d'actions en vigueur au sein du groupe.
Ces deux charges n'ont pas d'effets en trésorerie.

Retraité de ces trois éléments non récurrents, le résultat opérationnel courant affiche une perte de -7,5 M€ au 30 juin 2010 contre une perte de -3,8 M€ au 30 juin 2009.

Il faut également souligner que sur le second semestre les charges salariales des collaborateurs concernés par le plan de sauvegarde de l'emploi en France représentent un montant de -3,3 M€ (depuis l'annonce du PSE en mars 2010 jusqu'au 30 juin 2010).

6.4 - Résultat financier

	30/06/2009	Var . Période	30/06/2010
Intérêts et produits assimilés	739	16 648	17 387
Escomptes obtenus	33 304	-32 340	964
Produits financiers de placement	402 034	-374 501	27 533
Reprise provision financière	0	326 850	326 850
Divers	73 299	107 403	180 702
Produits financiers	509 376	44 060	553 436
Intérêts et charges assimilés	185 638	-25 582	160 056
Intérêts leasers (IAS 18/39)	4 788 960	-1 119 628	3 669 332
Int sur obligations	123 068	-123 068	0
Prov, sur immo financières	2 174	60 889	63 063
Dot amort primes rbt OC	23 844	-23 844	0
Retrait. Locations financières	49 892	14	49 906
Divers	28 576	20 308	48 884
Charges financières	5 202 152	-1 210 911	3 991 241
Résultat financier	-4 692 776	1 254 971	-3 437 805

Les « *intérêts leasers* » représentent l'application de la norme IAS 18, qui revient à constater en charges financières le coût de financement des contrats clients auprès des partenaires leasers. Cette écriture n'a pas d'effet de trésorerie et vient équilibrer l'ajustement passé sur le chiffre d'affaires (+4,1 M€) et en charges externes (-0,4 M€).

6.5 - Charge d'impôt

En France, *Risc Group*, *BESDI*, *eFlag*, *Backup Avenue* et *Itemos* sont en intégration fiscale. De même, en Angleterre, *Clunk Click* et *Risc UK* sont intégrées fiscalement sur l'exercice.

Les seules charges d'impôts constatées au compte de résultat de l'exercice sont limitées aux impôts sur les sociétés à payer par la filiale *Risc Group* en Espagne.

Les déficits reportables du groupe sont au 30 juin 2010 de
 - 78,1 M€ pour *Risc Group*,
 - 11,8 M€ pour *Risc Group ITS (ex-Ornis)*.

Aucun impôt différé actif n'est constaté sur ces déficits reportables.

7 – AUTRES INFORMATIONS

7.1 - Effectifs

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2010	TPE / PME	PME / GC	30/06/2009
France	222	91	313	300	113	413
Belgique	44		44	66		66
Allemagne	5		5	41		41
Espagne	29		29	78		78
Suisse	7		7	12		12
Italie	0		0	10		10
Angleterre	13		13	14		14
Ukraine	26		26	19		19
	346	91	437	540	113	653

Le plan de restauration des équilibres financiers lancé sur l'exercice (voir **note 1.7**) a eu pour conséquence une réduction significative des effectifs sur la période.

Pour information, l'effectif du groupe à fin septembre 2010 est de 296 personnes, les sorties de collaborateurs en France dans le cadre du PSE étant en majorité réalisées sur le mois de juillet 2010.

7.2 - Frais de développement

Aucun frais de développement n'a été comptabilisé sur la période suite aux nouvelles orientations stratégiques en cours de mise en œuvre par la nouvelle équipe dirigeante

7.3 - Rémunérations en actions et assimilés

7.3.1 - Options de souscription d'actions

Les deux plans d'options de souscription d'actions actifs au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006 07/10/2007 07/10/2008	13/10/2008
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/10	1 312 501	0
Options de souscriptions annulées sur la période	0	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 499	2 025 000

Aucune option de souscription n'a été exercée au cours de l'exercice 2009/2010.

Aucun nouveau plan d'options de souscription d'actions n'a été lancé sur l'exercice 2009/2010.

Au 30 juin 2010, il reste 137.499 options de souscriptions d'actions qui sont exerçables à un prix de 0,9 € (exerçables jusqu'au 6 octobre 2011) sur le plan n°5 d'octobre 2005.

Le plan n°6 lancé en octobre 2008 ne concerne que des managers du groupe et aucun mandataire social.

Les options attribuées dans le cadre de ce plan seront ouvertes à hauteur de 100% à l'expiration d'une durée de 48 mois à compter de la date d'attribution.

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'option et qui est étalée sur les 48 mois de la période de non exercice des options.

Au 30 juin 2010, la charge enregistrée au compte de résultat au *pro rata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 44 K€

Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

7.3.2 - Actions gratuites

Emission d'actions gratuites sur l'exercice

Au titre du plan du 8 novembre 2007, 110.000 actions nouvelles ont été émises le 9 novembre 2009 (voir **note C**). Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, expirant le 8 novembre 2011.

Attribution d'actions gratuites sur l'exercice

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été réalisée sur la période.

Tous les plans d'actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d'acquisition de 2 ans sous condition de présence, puis une période complémentaire de détention de 2 ans.

Le résumé des plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administration.	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	1	2	135
date d'attribution théorique	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'action et qui est étalée sur les 2 ans de la durée d'acquisition des plans.

Cette juste valeur est déterminée à partir du cours de l'action aux dates d'attribution, pondérées par une décote pour tenir compte du blocage des actions sur 4 ans et du turn-over.

Au 30 juin 2010, la charge enregistrée au compte de résultat au *pro rata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 285 K€.

Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

7.3.3 - Bons de souscription d'actions (BSA)

Dans le cadre de l'entrée du groupe STS au capital de Risc Group, l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a approuvé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée de 12 mois.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 14 janvier 2010, a attribué les BSA aux actionnaires inscrits en compte à cette date. 15.435.985 BSA ont donc été admis à la cote sur Euronext Paris le 15 janvier 2010 et pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 15 janvier 2011 inclus.

Au 30 juin 2010, 673.434 BSA ont été exercés entraînant la création d'un nombre équivalent d'actions (voir **notes 1.6 et 2.1**).

7.3.4 - Dilution potentielle

Dans l'hypothèse où la totalité des 2.162.499 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 1,99% sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

Dans l'hypothèse où la totalité des 645.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 0,6 % sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

Dans l'hypothèse où la totalité des 14 762 551 bons de souscription d'actions au 30 juin 2010 pouvant être exercés serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 12,9% sur la base du nombre d'actions de 106.083.824 composant le capital au 30 juin 2010.

7.4 - Organes de direction et parties liées

M. Bernard Calvignac, PDG du groupe depuis le 18 décembre 2010 ne touche aucune rémunération et aucun jeton de présence.

M. Pierre Fort, administrateur de Risc Group depuis le 18 décembre 2009 et PDG de Risc Group IT Solutions depuis le 14 janvier 2010, ne touche aucune rémunération et aucun jeton de présence.

M. Gérard Guillot a reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ pour son mandat de Président du 1^{er} juillet 2009 au 18 décembre 2009. Il a été mandaté par le conseil d'administration en février 2010 pour une mission spécifique sur la négociation du plan de sauvegarde de l'emploi et a facturé à ce titre une prestation de services de 42 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} février 2010 au 30 juin 2010. Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 15 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.

Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié et administrateur jusqu'au 15 janvier 2010 de Risc Group a reçu sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 15 janvier 2010, une rémunération brute de 91.280 €.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

7.5 - Crédit bail et locations

7.5.1 - Contrats de location simple

Risc Group loue les locaux de siège social à Boulogne sur la base d'un bail 6/9 signé en juin 2007 pour un loyer annuel de 550 K€.

Les engagements du groupe au 30 juin 2010 liés aux contrats de location sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Société	en K€	engagement au 30/06/10	à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
Risc Group					
loyers immobiliers		2 280	875	1405	
loyers parc auto		587	498	89	
Risc Allemagne					
loyers immobiliers		218	73	145	
loyers parc auto		0	0	0	
Risc Belgique					
loyers immobiliers		621	154	467	
loyers parc auto		452	216	236	
Risc Espagne					
loyers immobiliers		744	228	516	
loyers parc auto		145	91	54	
Risc Suisse					
loyers immobiliers		102	40	62	
loyers parc auto		55	55	0	
Risc Group IT Solutions					
loyers immobiliers & data centers		1155	409	746	
Loyers parc auto		185	125	60	
Total loyers immobiliers		5120	1 779	3 341	
Total loyers parc auto		1 424	985	439	
Total général		6 544	2 764	3 780	

7.5.2 - Contrats de location financement

Risc Group, Risc Grpup IT Solutions et Backup Avenue utilisent des contrats de location financement sur 36 mois pour financer leurs investissements en baies de stockage et en serveurs. Ces contrats de location financement sont retraités conformément à la norme IAS 17 (voir **note 3.6**) et comptabilisés en immobilisations avec une contrepartie en dettes financières (voir **notes 5.2, 5.10 et 5.14**).

Les engagements au 30 juin 2010 liés à ces contrats de location financement sont résumés dans le tableau ci-dessous.

en K€	engagement	à moins	de un à	à plus de
date de début du contrat	au 30/06/10	d'un an	cinq ans	cinq ans
<i>Risc Group</i>				
25/06/2008	126	126	0	
25/04/2009	148	85	63	
<i>Risc Group IT Solutions</i>				
25/06/2008	117	117	0	
01/04/2009	66	38	28	
29/06/2009	347	173	173	
01/01/2010	578	231	347	
<i>Backup Avenue</i>				
01/03/2008	30	30	0	
01/03/09	33	20	13	
Total	1 445	820	625	

7.6 - Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre de l'acquisition de *Risc Group IT Solutions* depuis) en septembre 2007, *Risc Group* s'est engagé à acquérir les plans d'actions gratuites attribuées en mars 2007 pour les salariés encore présents en mars 2009.

A ce titre, *Risc Group* a un engagement d'achats d'actions pour un montant de 218 K€ en mars 2011.

Engagements reçus

Risc Group a reçu le soutien financier de son actionnaire de référence la société *STS Group* (voir **notes 1.1 et 1.2**)

Selon la norme en vigueur, aucun engagement hors bilan significatif n'est omis dans la présente annexe.



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010</p>
--

3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2009/2010
(du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010)

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Casteja – 92100 Boulogne Billancourt

RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT DE GESTION

SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE DE 12 MOIS

du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice de 12 mois clos le 30 juin 2010 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés dudit exercice.

Le présent rapport est complété par le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, par le rapport spécial sur les opérations liées à l'émission et/ou à l'exercice d'options de souscription au cours de l'exercice, par le rapport spécial sur les attributions d'actions gratuites et par le rapport du Président sur le contrôle interne.

Les rapports des commissaires aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Sommaire du rapport de gestion :

- 1 – Faits marquants de la période
- 2 – Evénements postérieurs au 30 juin 2010
- 3 – Présentation des états financiers
- 4 – Comptes consolidés au 30 juin 2010
- 5 – Evolution de l'effectif
- 6 – Activité des filiales
- 7 – Activité en matière de Recherche & Développement
- 8 – Evolution prévisibles et perspectives
- 9 – Comptes sociaux de Risc Group au 30 juin 2010
- 10 - Facteurs de risques
- 11 – Actionnariat
- 12 – Opérations de la société sur ses propres actions
- 13 – Plans d'options de souscriptions d'actions et d'actions gratuites
- 14 – Participation des salariés au capital de la société
- 15 – Information sur les mandataires sociaux
- 16 – Rappel sur les dividendes antérieurement distribués
- 17 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices
- 18 – Tableau récapitulatif des délégations en cours
- 19 – Informations environnementales

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 STS Group, nouvel actionnaire de référence de Risc Group

Risc Group a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération prévue consistait en :

- une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,850 M€ (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détient environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois.

1.2 Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 18 décembre 2009

L'assemblée générale des actionnaires de la société s'est tenue en seconde convocation le 18 décembre 2009 et a approuvé toutes les résolutions liées au projet d'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group*.

Dans sa partie ordinaire, l'assemblée générale a approuvé la nomination comme administrateurs de MM. Calvignac, Fort et Cremades, dirigeants et actionnaires du groupe *STS*.

Dans sa partie extraordinaire, l'assemblée générale a :

- approuvé la réduction du capital non motivée par des pertes, ramenant le nominal de l'action *Risc Group* de 0,5 € à 0,2 € par imputation sur les primes d'émission ;
- approuvé l'émission d'un maximum de 15.502.165 BSA attribués aux actionnaires sur la base de 5 BSA pour 24 actions anciennes, chaque BSA donnant droit à la souscription d'une action nouvelle au prix de 0,30 € l'action, soit avec une prime de 0,10 € par action ;
- approuvé l'augmentation de capital réservée au groupe *STS* par création de 31.000.000 actions nouvelles au prix unitaire de 0,35 € l'action, soit avec une prime d'émission de 0,15 € par action

1.3 Changement du mode de direction générale et nouveau PDG

Le Conseil d'administration s'est réuni le 18 décembre 2009 après l'assemblée générale et a :

- acté les démissions de MM. Guillot et Lecou de leurs fonctions respectives de Président et de Directeur Général ;
- décidé de regrouper les fonctions de Présidence du conseil d'administration et de direction générale,
- décidé de nommer Monsieur Bernard Calvignac, Président directeur général de *Risc Group*.

Voir point 15.

1.4 Réalisation effective des opérations décidées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009

Conformément aux termes des résolutions approuvées par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2009, la réalisation effective de l'attribution des bons de souscription d'actions (BSA) aux actionnaires et l'augmentation de capital réservée à *STS Group* devaient avoir lieu après l'expiration du délai réglementaire d'opposition des créanciers à la réduction de capital décidée dans le cadre de la neuvième résolution.

Aucune opposition à cette réduction de capital n'ayant été formulée, le Conseil d'administration, dans sa séance du 14 janvier 2010, a décidé d'attribuer les BSA aux actionnaires inscrits en compte à cette date. Les BSA sont admis à la cote sur Euronext Paris depuis le 15 janvier 2010 et pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 15 janvier 2011 inclus.

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 janvier 2010 pour constater la souscription de *STS Group* à l'augmentation de capital qui lui était réservée, pour un montant de 10.850.000 €.

Compte tenu de la réduction de capital préalable, le capital social de *Risc Group* s'élevait au 15 janvier 2010 à 21.082.078 €, divisé en 105.410.390 actions de 0,20 € de valeur nominale chacune.

1.5 Modification du conseil d'administration et de la direction générale déléguée

Conformément à ce qui avait été annoncé, MM. Raymond Sfeir, Pierre Camino et Jean-Pierre Lecou, administrateurs de *Risc Group*, ont démissionné de leurs fonctions les 14 et 15 janvier 2010. A la demande de M. Bernard Calvignac, nouveau Président Directeur Général de *Risc Group*, M. Gérard Guillot conserve ses fonctions d'administrateur afin de faciliter la transition.

Le Conseil d'administration a en outre coopté Madame Jocelyne Cérasa en qualité d'administrateur indépendant. Madame Cérasa a plus de vingt ans d'expérience de direction générale et de business développement dans le secteur du logiciel et de l'informatique.

M. Henri Cremades, nommé administrateur par l'assemblée générale de *Risc Group* du 18 décembre 2009 a démissionné de son mandat le 11 mars 2010, après avoir terminé sa mission de définition de la nouvelle stratégie du groupe.

Voir **Point 15**.

1.6 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA

240.849 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 15 au 29 janvier 2010.

En conséquence, le conseil d'administration du 9 février 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 48.169,80 € par l'émission de 240.849 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,20 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société au 9 février 2010 a donc été porté à 21.130.247,80 €, composé de 105.651.239 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

432.585 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er février au 31 mars 2010.

En conséquence, le conseil d'administration du 7 avril 2010 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 86.517 € par l'émission de 432.585 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le capital social de la société est donc au 30 juin 2010 de 21.216.764,80 €, composé de 106.083.824 actions souscrites, libérées et toutes de même catégorie.

1.7 Plan de restauration des équilibres financiers et plan de sauvegarde de l'emploi sur les sociétés françaises du groupe

A la lecture de l'activité et des résultats enregistrés sur le premier semestre 2009-2010, décevants et en deçà des prévisions, le conseil d'administration a bloqué tous les projets d'investissements non nécessaires à l'activité et lancé un plan de révision drastique de ses coûts afin de restaurer ses équilibres financiers au niveau du groupe.

La restructuration des filiales étrangères de la division *Inbox*, déficitaires depuis plus de 12 mois, a été lancée dès le mois d'octobre 2009 (à l'exception de la Belgique), avec comme objectif le retour à l'équilibre de toutes les structures (voir **points 4.1 et 6**).

En France, le plan de restauration des équilibres financiers a entraîné la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui a été approuvé par le conseil d'administration du 9 février 2010.

Le Comité d'Entreprise de Risc Group du 14 avril 2010 a, au terme des différentes réunions de travail qui se sont tenues durant les deux mois précédents, donné un avis favorable au projet de réorganisation et au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui lui avaient été présentés le 9 février 2010.

Le plan arrêté le 14 avril 2010 prévoit la suppression de 166 postes, avec l'ouverture de 45 postes au reclassement dont 33 créations de poste, soit un solde net de 121 suppressions d'emploi.

Ce plan reste, malgré les efforts consentis, important et douloureux mais doit assurer le redressement économique et financier de Risc Group.

Dans un contexte de grande difficulté, les élus et la direction ont su définir les fondements d'un accord à la fois respectueux pour les collaborateurs qui verront leur emploi supprimé et prometteur pour les collaborateurs qui assureront, par leur engagement renouvelé, le devenir du groupe.

L'ensemble des charges et provisions liées au plan de restauration des équilibres financiers du groupe est entièrement comptabilisée dans les comptes du groupe au 30 juin 2010 et représentent une charge globale et non récurrente de 14,8 M€, dont 1,9 M€ de charges liées à l'arrêt d'activité (voir **point 4.1.3**).

1.8 Dépréciation des écarts d'acquisitions

Conformément à la norme IFRS 3 « regroupement d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Il résulte des calculs effectués sur la période close au 30 juin 2010 la constatation au compte de résultat consolidé d'une perte de valeur de -9,3 M€, sans effet de trésorerie (voir **points 4.1.3 et 4.3.4a**)

1.9 Repositionnement stratégique du groupe

Après une revue générale et approfondie de toutes les filiales, la nouvelle équipe dirigeante de *Risc Group* a arrêté début février 2010 les grandes lignes de sa nouvelle stratégie.

L'activité de *Risc Group* va être spécialisée par métier au travers de quatre grands pôles :

- *Risc Group* va devenir éditeur du logiciel de sauvegarde BACKUPIA, dont une nouvelle version sera commercialisée dans le courant de cette année 2010, tout en continuant d'assurer des fonctions de support pour le compte de ses filiales.
- *Risc Group IT Solutions (ex Ornix)* va faire évoluer son métier vers le « *Vertical Cloud Computing* » en reprenant progressivement la gestion en mode SAAS des participations détenues par *STS Group* dans ses plateformes de confiance numériques, opérationnelles à ce jour dans une dizaine de pays. L'offre de sécurité numérique commercialisée par *Risc*

Group viendra compléter l'offre de confiance numérique déjà proposée par ces plateformes, et fera de *Risc Group IT Solutions* le premier opérateur mondial de ce secteur. Fort de son chiffre d'affaires annuel récurrent de 26 M€, *Risc Group IT Solutions* a obtenu le 25 mars 2010 son inscription au Marché Libre de NYSE Euronext.

- L'activité *Inbox*, qui commercialise selon un modèle de vente direct, des solutions de sécurité et de sauvegarde numériques, va continuer son activité avec des effectifs réduits et un objectif de rentabilité et de croissance maîtrisée (ce pôle étant le principal foyer de pertes et également le plus touché par le PSE). Ce pôle *Inbox* pourra être filialisé dans le cadre de la réorganisation du groupe..
- La filiale *Backup Avenue* va regrouper les activités de *monDSI* (activité historique de *Risc Group* dans le domaine du SAAS) et de *Risc Group IT Solutions UK* en Angleterre (ex *Clunk Click*) afin de développer son offre SAAS de confiance et de sécurité numérique dans son réseau de partenaires, fort d'une centaine de distributeurs.

1.10 Investissement de Risc Group IT Solutions dans les plateformes de confiance numérique du groupe STS

Conformément au repositionnement stratégique décrit au point 1.9 ci-dessus, *Risc Group IT Solutions* a fait l'acquisition début juin 2010 de participations dans les plateformes de confiance numérique créées par le groupe *STS* en 2009.

Ces participations, ainsi que toutes les autres participations de *STS* dans ces plateformes, ont été cédées fin juin 2010 à la société *IPS Nevada*, société américaine avec laquelle ont été signés des contrats de cessions pour chacune des participations avec un crédit vendeur sur 3 ans.

Au niveau opérationnel, *Risc Group IT Solutions* a conclu avec chacune des plateformes un contrat de maintenance sur la base d'une redevance de 3% du chiffre d'affaires réalisé par la plateforme.

Au 30 juin 2010, la créance nette de *Risc Group IT Solutions* envers *IPS Nevada* s'élève à 6,4 M€. Elle est remboursable à 3 ans et porte intérêt à 7,5%. Cette créance est garantie par un nantissement sur les titres des participations cédées. Ce nantissement a fait l'objet d'un avis par un expert indépendant, qui a validé sa valeur par une analyse des plans d'affaires des différentes plateformes.

Risc Group IT Solutions a financé l'acquisition des participations dans les plateformes par un emprunt de 6 M€ sur 36 mois.

Voir **point 4.2.4c**.

2 - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2010

2.1 Augmentations de capital résultant de l'exercice de BSA et d'émission d'actions gratuites

1.115.628 bons de souscriptions d'actions émis le 14 janvier 2010 ont été présentés pour souscription de nouvelles actions à un prix de 0,30 € par action, dans la période du 1er juillet au 30 septembre 2010.

En conséquence, le conseil d'administration du 28 juillet 2010 et du 13 octobre 2010 ont constaté des augmentations de capital d'un montant total de 223.125,60 € par l'émission de 1.115.628 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,2 €, le solde étant affecté en prime d'émission.

Le 28 juillet 2010, en application du plan d'actions gratuites du 28 juillet 2008, ont été créées 160.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 32.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 160.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 28 juillet 2012.

Après ces deux opérations, le capital de la société s'élève au 30 septembre 2010 à 21.471.890,40 €, divisé en 107.359.452 actions entièrement libérées.

2.2 Signature d'un accord mondial avec Microsoft

Suite à l'annonce d'Office 365, la future génération de services hébergés de *Microsoft*, *STS-Group* et sa filiale *Risc Group IT Solutions* ont conclu avec *Microsoft* un accord de revente de ces technologies, devenant ainsi le 2^{ème} partenaire français agréé à revendre directement ces services.

Le contrat de revente concerne la commercialisation dans 40 pays de l'offre *Microsoft* en mode SaaS aux côtés de l'offre de confiance numérique de *STS-Group*. Le réseau de plateformes de confiance numérique de *STS-Group* ainsi que l'expérience d'hébergeur de *Risc Group IT Solutions* sont les deux paramètres qui ont présidé au choix de *Microsoft*.

3 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés au 30 juin 2010 sont établis selon les normes comptables internationales IAS / IFRS applicables au 30 juin 2010, telles qu'approuvées par l'Union Européenne (Voir annexe aux comptes consolidés).

4 - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

4-1 Chiffre d'affaires et compte de résultat consolidés

L'activité et le résultat de l'exercice de 12 mois du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 sont reflétés dans les tableaux ci-dessous (en K€) avec en comparatif l'exercice de 12 mois clos au 30 juin 2009.

<i>en K€</i>	30/06/10	30/06/10	31/12/09	30/06/09	30/06/09	31/12/08
	12 mois	S2	S1	12 mois	S2	6 mois
Produit des activités ordinaires	64 829	32 098	32 731	83 637	43 389	40 249
Achats	-17 026	-9 117	-7 908	-20 927	-11 538	-9 389
Charges externes	-21 504	-10 989	-10 515	-25 005	-12 194	-12 811
Charges de personnel	-27 521	-12 656	-14 865	-35 351	-18 804	-16 547
Rémunération en actions (IFRS 2)	-329	-133	-196	-509	-218	-291
Impôts et Taxes	-1 469	-624	-845	-1 560	-776	-784
Amortissements	-3 237	-1 461	-1 776	-2 334	-995	-1 340
Provisions	-1 436	-1 032	-404	-1 792	-1 086	-706
Autres pdts & charges d'exploitation	237	463	-225	0	108	-108
Résultat opérationnel courant	-7 457	-3 452	-4 005	-3 841	-2 115	-1 726
Autres charges opérationnelles	-12 819	-8 530	-4 289	-704	-704	0
Résultat des activités arrêtées (IFRS 5)	-1 952	-1 167	-785	0	0	0
Rés .stés mises en équivalence	-35	0	-35	-33	-33	0
Perte de valeur	-9 378	-6 229	-3 149	-13 142	-12 049	-1 094
Résultat opérationnel	-31 640	-19 377	-12 263	-17 720	-14 900	-2 820
Résultat financier	-3 438	-1 264	-2 174	-4 693	-2 146	-2 547
Charge d'impôt	-27	-12	-15	-45	-4	-41
Annulation retraitement IAS 39				-7 451	na	-7 451
Minoritaires	45	5	39	-31	0	-31
Résultat Net part du groupe	-35 060	-20 647	-14 413	-29 940	-17 050	-12 891

La charge de « Rémunération en actions » constatée au titre de l'application de la norme IFRS2 n'a pas d'effet de trésorerie et a sa contrepartie en capitaux propres consolidés.

« Perte de valeur » : voir **points 1.8 et 4.2.4** (sans effet de trésorerie).

4.1.1 Les modifications du périmètre de consolidation sur la période

Il n'ya eu aucune variation de périmètre de consolidation sur l'exercice.

Sociétés consolidées en équivalence :

Normaction détenue à hauteur de 21,06% a été consolidée en équivalence au 31 décembre 2009 (impact de -34 K€ dans le compte de résultat) et une provision de 244 K€ a été constatée sur la valeur des titres pour tenir compte de la baisse de la valeur de l'action en bourse à cette date. La participation a été provisionnée à 100% au 30 juin 2010 suite au dépôt de bilan de la société déclaré début octobre 2010.

4.1.2 Activité :

en M€	S1	S2	12 mois	S1	S2	12 mois
	08/09	08/09	30/06/09	09/10	09/10	30/06/10
France	14,0	13,5	27,5	9,7	8,5	18,1
International	10,9	13,0	23,9	6,6	6,3	12,9
Pôle Inbox	24,9	26,5	51,4	16,2	14,8	31,0
France	14,6	15,5	30,1	15,5	16,1	31,6
International	0,7	1,4	2,1	1,0	1,1	2,2
Pôle IT Solutions	15,3	16,9	32,2	16,5	17,3	33,8
Total	40,2	43,4	83,6	32,7	32	64,8

Le pôle *Inbox* regroupe les ventes aux TPE (de 5 à 100 postes informatiques) et développe son activité en France et en Europe.

Le pôle *IT Solutions* regroupe les ventes aux PME (plus de 100 postes informatiques) développées par *Risc Group IT Solutions (ex Ornis)*, *Backup Avenue*, *monDSI* en France et *Risc Group IT Solutions UK (ex Clunk Click)* en Angleterre.

Globalement, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 64,8 M€ sur les 12 mois clos au 30 juin 2010 contre un chiffre d'affaires de 83,6 M€ sur les 12 mois au 30 juin 2009, soit une variation à la baisse de -23%.

Cette diminution de l'activité est concentrée sur l'activité INBOX qui a fait l'objet d'une restructuration importante en France et à l'étranger sur l'exercice 2009/2010 (-39%).

L'activité *IT Solutions* conserve sur la période une croissance positive de 5%.

Pôle Inbox (TPE)

L'activité du pôle INBOX a été affectée sur la période par la restructuration des filiales étrangères et le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) lancé en France (voir **point 1.7**). Ce PSE a affecté essentiellement l'activité INBOX en France avec notamment la fermeture d'agences commerciales non rentables en province et la réduction d'effectifs dans tous les départements de l'entreprise.

Pôle IT Solutions

La croissance du pôle *IT Solutions* reste positive et constante en France, malgré une activité commerciale qui est restée affectée par le contexte économique. Mais le pôle a pu bénéficier dans un tel contexte des vertus de son modèle économique, qui lui apporte la récurrence de ses revenus.

A l'international, la filiale anglaise a arrêté sur le dernier trimestre de l'exercice son activité de négoce à valeur ajoutée pour se concentrer sur son activité historique et récurrente de sauvegarde en ligne qui diminue le risque de l'activité et apporte une marge d'exploitation supérieure en pourcentage, même si elle diminue le potentiel de développement..

4.1.3 Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2010 (12 mois) affiche une perte de -31,6 M€ contre une perte de -17,7 M€ au 30 juin 2009.

Cette perte opérationnelle inclut trois catégories de charges non récurrentes qui se détaillent comme suit :

- b) des charges liées au PSE en France, aux restructurations opérées en France et à l'étranger (provisions comptabilisées sur les loyers d'agences fermées ou de surfaces abandonnées), à des mises au rebut de frais de recherche et développement ou de licences logicielles abandonnées, comptabilisées pour un montant de **-12,8 M€** au compte de résultat sur la ligne « autres charges opérationnelles conformément à l'application des normes IAS 37 et IAS 1.

<i>en K€</i>	Total	France Inbox	France ITS et fil.	Etranger
Provisions s/agences fermées	3 224	1 854	0	1 370
Charges PSE 300610	1 871	1 296	575	0
Provisions PSE 300610	4 518	3 536	983	0
Prud'hommes	726	361	265	100
Mises au rebut	1 816	702	1 114	0
Provisions diverses	663	0	0	663
	12 819	7 749	2 937	2 134

- b) des pertes constatées sur des activités arrêtées isolées sur une ligne spécifique au compte de résultat, en application de la norme IFRS 5 pour un montant de -1,9 M€ ;
- c) des pertes de valeur constatée pour un montant de -9,3 M€ sur les écarts d'acquisition (voir **point 4.3.4a**) et -0,3 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 sur les plans d'actions gratuites et d'attributions d'options de souscription d'actions en vigueur au sein du groupe.
Ces deux charges n'ont pas d'effets en trésorerie.

Retraité de ces trois éléments non récurrents, le résultat opérationnel courant affiche une perte de -7,5 M€ au 30 juin 2010 contre une perte de -3,8 M€ au 30 juin 2009.

Le résultat opérationnel retraité du second semestre est présente une perte de -3,5 M€ contre une perte de -4 M€ sur le premier semestre.

Il faut également souligner sur le second semestre que les charges salariales des collaborateurs concernés par le plan de sauvegarde de l'emploi en France représentent un montant de -3,3 M€ (depuis l'annonce du PSE en mars 2010 jusqu'au 30 juin 2010).

4.1.4 Résultat financier :

Le résultat financier s'établit à -3,4 M€ et inclut principalement -3,7 M€ d'ajustement lié à l'application de la norme IAS 18 à l'activité du pôle *Inbox*, qui revient à constater en charges financières le coût du financement de la cession des contrats clients par le groupe à ses partenaires leasers.

Cette écriture n'a pas d'effet de trésorerie et vient équilibrer l'ajustement passé sur le chiffre d'affaires (+4,1 M€) et en charges externes (-0,4 M€).

4.1.5 Impôt

A noter que le groupe affiche des déficits fiscaux significatifs en France (78,1 M€ chez *Risc Group* et 11,8 M€ chez *Risc Group IT Solutions*) ainsi que sur ses filiales étrangères mais aucun impôt différé actif n'a été constaté au 30 juin 2010.

4-2 Bilan consolidé et structure financière

Les bilans consolidés au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009 sont présentés ci-dessous.

en K€	30/06/2010	30/06/2009		30/06/2010	30/06/2009
Actif non courant			Passif non courant		
Ecarts d'acquisition	33 294	41 411	Capital	21 217	37 150
Immob. Incorporelles	2 570	3 301	Primes	122 404	96 343
Immob Corporelles	5 470	6 812	Réserves consolidées	-83 787	-54 091
Immob. Financières	7 136	937	Résultat	-35 060	-29 940
Titres en équivalence	0	1 309	Capitaux Propres Gpe	24 774	49 461
Actifs en cession/arrêt d'act.	110	0	minoritaires	-95	-51
Impôt différé actif	0	0	Provisions non courantes	183	147
Actif courant			Dettes fin. non courantes	6 087	2 635
Stocks	910	990	Passifs en cession/arrêt d'act.	802	0
Clients	7 573	10 849	Passif courant		
Autres actifs courants	3 951	5 436	Provisions courantes	10 573	652
Disponibilités	9 582	11 003	Fournisseurs	11 089	10 299
			Autres passifs courants	13 381	18 024
			Autres dettes financières	3 803	879
TOTAL ACTIF	70 596	82 047	TOTAL PASSIF	70 596	82 047

4.2.1 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur la période est résumée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Capital	Primes	Rés. conso	Ecart conv.	Résultat	Cap. propres
au 30/06/09	37 150	96 343	-54 090	-2	-29 940	49 461
résultat 30/06/09			-29 940		29 940	0
aug capital actions grat.	55	-55				0
réduction de capital	-22 323	22 323				0
aug capital numéraire	6 200	3 725				9 925
aug capital BSA	135	67				202
ecart conversion				-84		-84
IFRS 2			329			329
résultat 30/06/10					-35 060	-35 060
au 30/06/10	21 217	122 404	-83 701	-86	-35 060	24 774

La création de 110.000 actions gratuites en novembre 2009 a été réalisée par imputation sur la prime d'émission pour un montant de 55.000 € (voir **point 13.2**).

La réduction de capital votée par l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a consisté à ramener le nominal de l'action de 0,50 € à 0,20 € par imputation sur la prime d'émission (voir **point 1.2**).

L'augmentation de capital réservée au groupe STS pour un montant de 10.850 K€, par émission de 31.000.000 actions à 0,35 €, et votée par l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a augmenté le capital de 6.200 K€ et la prime d'émission de 4.650 K€ (voir **point 1.4**) sur laquelle ont imputés 925 K€ de frais liés à cette augmentation de capital, pour un montant net de 3.725 K€.

L'exercice de 673.434 bons de souscription d'action émis le 14 janvier 2010 a généré une augmentation de capital de 135 K€ et de la prime d'émission de 67 K€.(voir **point 1.6**).

L'impact positif IFRS2 (+329 K€) est la contrepartie de l'ajustement passé au compte de résultat consolidé sur les rémunérations en actions (voir **point 4.1**).

Le résultat de -35.060 K€ sur les 12 mois clos au 30/06/10 inclut les charges non récurrentes constatées sur la période pour des montants de -12.819 K€ et -1.952 K€ ainsi que la perte de valeur de -9.378 K€ lié aux pertes de valeurs sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.7, 1.8 et 4.1.3**).

4.2.2 Dettes financières

en K€	30/06/2010	30/06/2009
Crédit moyen terme (ITS)	485	1 784
Financement plateformes + d'un an	2 430	1
Dettes fin. s/retrait. loc.fin. + d'un an	602	
Compte courant actionnaire	2 570	
Divers	0	850
Dettes financières non courantes	6 087	2 635

Positions court terme	91	107
Dettes fin. s/retrait. loc.fin. - d'un an	773	762
Part à moins d'un an du Crédit MT	908	
Financement plateformes - d'un an	2 011	
Divers	20	10
Autres dettes fin. courantes	3 803	879

La dette financière totale du groupe s'élève donc à 9,9 M€ au 30 juin 2010.

La principale variation de la période est concentrée sur *Risc Group IT Solutions* suite à l'investissement réalisé dans les plateformes de confiance numérique achetées au groupe STS (voir **point 1.11**) en juin 2010. Cette opération a été financée par un emprunt de 6 M€ sur 36 mois pour un solde à rembourser de 4.441 K€ au 30 juin 2010 (dont 2 M€ sur les 12 prochains mois). Les plateformes ont été cédées à la société IPS Nevada (société ne faisant pas partie du groupe) le 30 juin 2010 pour un montant de 6,4 M€ qui se retrouve à l'actif du bilan consolidé (voir **point 4.2.4c**).

Les retraitements sur locations financières correspondent à l'application de la norme IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage pour l'activité *Inbox* et de ses serveurs pour l'activité *IT Solutions*. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles.

4.2.3 Flux de trésorerie sur la période

Sur la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le groupe affiche une variation de trésorerie négative de -4,3 M€ qui se détaille comme suit :

- -11,1 M€ de flux de trésorerie liés à l'activité ;
- -6,8 M€ de flux de trésorerie liés aux investissements,
- +13,6 M€ de flux de trésorerie liés aux opérations de financements.

Le groupe a généré une capacité d'autofinancement de -10,8 M€ sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, directement liée à l'activité générée sur la période (voir **point 4.1**) alors que la variation de besoin en fonds de roulement est limitée à un besoin de -0,3 M€, la diminution des postes clients étant compensée par la diminution des postes d'autres dettes.

Les investissements réalisés sur la période s'élèvent à -6,8 M€ et concernent essentiellement les investissements de *Risc Group IT Solutions* dans les plateformes de confiance numérique (voir **point 1.11** et **4.2.4c** ci-après)

Les flux de financement incluent l'augmentation de capital réservée à *STS group* réalisée en janvier 2010 pour un montant net de 9,9 M€ (voir **point 1.4**), les augmentations de capital liées aux BSA émis en janvier 2010 (voir **point 1.6**) et l'emprunt contracté pour financer l'investissement dans les plateformes de confiance numérique.

Le groupe dispose au 30 juin 2010 d'une trésorerie de 9,6 M€ pour une dette financière globale de 9,9 M€, dont 6,1 M€ à plus d'un an. Le groupe est également appuyé par son actionnaire de référence *STS* qui a signé une lettre de soutien financier à *Risc Group*.

4.2.4 Autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2010

Les principaux commentaires à apporter sur les autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2010 sont les suivants.

a) écarts d'acquisition

Valeurs nettes	30/06/2009	var. période	30/06/2010
UGT Belgique	1 819	-832	987
UGT TPE Direct	749	-356	393
UGT TPE Indirect	2 020	-1 655	365
UGT PME	32 958	-2 001	30 957
UGT Angleterre	3 864	-3 276	588
Ecarts d'acquisition	41 411	-8 121	33 290

Aucune variation n'a été constatée sur la période au niveau des valeurs brutes.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

En raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2009/2010, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité du groupe, les tests réalisés en décembre 2009 et à l'occasion de l'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group* ont entraîné la constatation des pertes de valeurs détaillées dans le tableau ci-dessus.

Les calculs pour ce test ont été établis sur la base de prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse par la direction pour tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe.

Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 11,32% (contre 9,80% l'an passé) et de 1%.

Les tests de sensibilité de ces deux paramètres sont de 0,4 M€ pour une variation de 0,1 sur le WACC et de 1,4 M€ pour une variation de 0,5 sur le taux de croissance.

b) immobilisations incorporelles et corporelles

Les variations à la hausse de « logiciels acquis » sur la période concernent essentiellement l'acquisition par *Risc Group* auprès de *STS Group*, son nouvel actionnaire de référence (voir **notes 1.1** et **1.2**) d'une licence du logiciel de confiance numérique développé par *STS*. Le prix payé de 1,5 M€ inclut la maintenance du logiciel et en conséquence ne fera pas l'objet de facturation postérieure au titre des mises à jour à venir du logiciel.

Ce logiciel de confiance numérique sera intégré dans la suite logicielle commercialisée par *Risc Group* sur sa *Risc Box* dès le prochain exercice.

Cette licence est amortie sur une durée de 8 ans.

Les variations à la baisse de cette ligne correspondent à des mises au rebut de logiciels plus utilisés au sein du groupe ou pour lesquels il a été décidé d'arrêter l'exploitation chez *Risc Group* (-329 K€) et chez *Risc Group IT Solutions* (-493 K€).

La ligne « *Logiciels développement interne* » correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme *Backupia* et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients, ainsi qu'aux dépenses de recherche et développement de *Risc Group IT solutions*.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie établie par la nouvelle direction, les projets encore en cours de développement au 30/06/10 ont été complètement abandonnés et mis au rebut chez *Risc Group* et chez *Risc Group IT Solutions* (-582 K€).

De même, certains frais capitalisés au bilan sur des logiciels développés en interne ont été mis au rebut (-754 K€) sur la période, suite à la décision prise par la nouvelle direction de ne plus les utiliser.

La diminution du poste « *Agencements* » est liée aux fermetures d'agences commerciales au niveau du pôle Inbox sur toutes les filiales européennes.

L'augmentation du poste « *Matériel de bureau & informatique* » sur la période est concentré sur *Risc Group IT Solutions* (+1.572 K€) et à ses nécessaires investissements en matériel d'hébergement. Une revue exhaustive de l'ensemble des moyens informatiques de cette filiale par la nouvelle direction a par ailleurs entraîné une mise au rebut importante de matériels en fin de vie (-2.890 K€ de valeur brutes et -1.666 K€ d'amortissements).

c) immobilisations financières / titres mis en équivalence

Risc Group détient 21,1% de la société *Normaction* et à ce titre a consolidé la société en équivalence jusqu'au 31 décembre 2009 (34 K€ de résultat consolidé sur le premier semestre). Suite au dépôt par *Normaction* d'une déclaration de cessation de paiement le 1^{er} octobre 2010, la participation dans *Normaction* a été provisionnée à 100% dans les comptes au 30/06/10 (contrepartie en perte de valeur au compte de résultat consolidé).

Les « *Autres actifs financiers* » correspondent essentiellement aux dépôts & cautionnements versés par les sociétés du groupe au titre des locaux qu'elle loue et la créance de *Risc Group IT Solutions* sur IPS Nevada pour un montant de 6,4 M€ (voir **point 1.10**).

Cette créance est remboursable à 3 ans et porte intérêt à 7,5%.

Elle est garantie par un nantissement sur les titres des sociétés détenues par IPS Nevada.

Un expert indépendant a contrôlé cette garantie au moyen d'un calcul de flux de trésorerie actualisés des plans d'affaires des sociétés détenus par IPS Nevada.

d) provisions courantes

Les provisions courantes augmentent sensiblement sur la période, en raison du plan de restauration des équilibres financiers lancé sur l'exercice (voir **points 1.7 et 4.1.3**)

Rubriques	Solde d'ouverture 30/06/09	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 30/06/10
Risques Prud'homaux	366	879	24	137	1 085
Litiges clients	243	386	43	88	498
Provision déménagement/restructuration	31	7 368	0	31	7 368
Provisions restitution anticipée véhicules	0	331	0	0	331
Provisions activités arrêtées & litiges liés	12	1 279	0	0	1 291
Total des provisions	652	10 243	66	256	10 573

e) autres passifs courants

Les autres passifs courants diminuent sensiblement en raison de la baisse des dettes fiscales et sociales (moins de TVA et moins de personnel en juin 2010 par rapport à juin 2009).

5 - EVOLUTION DE L'FFECTIF

L'évolution de l'effectif du groupe et sa répartition par pays sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2010	TPE / PME	PME / GC	30/06/2009
France	222	91	313	300	113	413
Belgique	44		44	66		66
Allemagne	5		5	41		41
Espagne	29		29	78		78
Suisse	7		7	12		12
Italie	0		0	10		10
Angleterre	13		13	14		14
Ukraine	26		26	19		19
	346	91	437	540	113	653

Les plans de restructuration lancés sur l'exercice en France et à l'étranger ont entraîné une réduction significative des effectifs (voir **point 1.7**) sur toutes les sociétés du groupe.

La répartition des effectifs par fonction et par pays est résumée dans le tableau ci-dessous.

	Direction	Commerce	Technique	Admin.	Call center	30/06/2010
France	4	120	112	50	27	313
Belgique	1	28	10	5		44
Allemagne		2	2	1		5
Espagne	1	15	5	7	1	29
Suisse		4	2	1		7
Italie						0
Angleterre		5	5	3		13
Ukraine			23	3		26
	6	174	159	70	28	437

	Direction	Commerce	Technique	Admin.	Call center	30/06/2009
France	6	155	144	69	39	413
Belgique	2	46	10	8		66
Allemagne	1	24	7	9		41
Espagne	1	60	6	11		78
Suisse	1	8	2	1		12
Italie	1	6	1	2		10
Angleterre	1	4	5	4		14
Ukraine			14	5		19
	13	303	189	109	39	653

Pour information, l'effectif du groupe est de 296 personnes au 30 septembre 2010, les sorties de collaborateurs en France dans le cadre du PSE étant en majorité réalisées sur le mois de juillet 2010 (total de 192 en France contre 313 au 30 juin 2010).

6 – ACTIVITE DES FILIALES

Risc Group développe son activité sur deux modèles économiques différents, organisés autour de deux pôles permettant d'adresser le marché en fonction de la typologie des clients :

- les filiales *Inbox* développent un modèle de vente directe sur le marché des TPE-PME et représentent 48% de l'activité au 30 juin 2010, net des opérations inter-compagnies (contre 63% au 30 juin 2009) ;
- les filiales *IT Solutions* développent un modèle de services récurrents sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 52% de l'activité au 30 juin 2010 (contre 37% au 30 juin 2009).

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009.

<i>en K€</i>	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	ITS UK	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/10 12 mois
Produit des activités ordinaires	23 771	1 426	7 395	-149	3 099	837	36	32 367	2 165	1 527	-7 645	64 829
Résultat opérationnel courant	-15 718	-1 751	-933	-820	-1 577	-536	-149	4 114	-47	-1 191	11 152	-7 457
Autres charges opérationnelles	-8 023	-345	-669	-94	-478	-547	0	-2 663	0	0	0	-12 819
Résultat des cessions d'actifs	-901	0	-1 051	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 952
Résultat des stés en éq.							0		0		-34	-34
Perte de valeur	-591		-873				0	0	0		-7 913	-9 378
Résultat opérationnel	-25 233	-2 096	-3 526	-914	-2 055	-1 083	-149	1 451	-47	-1 191	3 205	-31 640
Résultat financier	-13 712	-139	-1 079	0	-536	-41	0	240	0	-1 657	13 487	-3 438
Résultat Net part du groupe	-38 085	-2 235	-4 605	-914	-2 608	-1 124	-149	820	-47	-2 848	16 736	-35 060

<i>en K€</i>	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	36 506	4 537	11 083	1 127	5 781	1 784	2 185	31 037	1 706	-12 108	83 638
Résultat des stés en équival.										-33	-33
Perte de valeur	-749		-759					-1 093		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	- 4 455	-1 349	-2 328	-271	791	205	-118	1 013	-1 108	-12 668	- 17 720
Résultat financier	-14 991	1 315	-1 057	-100	-699	-209	2	-16	50	11 011	-4 694
Annulation retraitement IAS 39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-7 451	-7 451
Charge d'impôt minoritaires	100	0	4	0	-33	-1	-16	-116	17	0	-45
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-31	-31
Résultat Net part du groupe	-19 347	-34	- 3 380	-371	59	-4	-133	881	-1 041	- 6 570	-29 941

Hors les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.3** et **4.2.4**), cette analyse sectorielle montre que la perte opérationnelle de l'exercice est concentrée sur l'activité *Inbox* en raison de niveaux de ventes inférieurs aux attentes. Les résultats des filiales INBOX incluent également sur l'exercice l'ensemble des charges liées au plan de restauration des équilibres financiers (voir **point 1.7**)

En France :

Pôle Inbox

Le pôle *Inbox* regroupe l'activité de vente historique aux TPE en mode direct (*Inbox France*) et en mode indirect (*BESDI*).

Les deux sociétés *Risc Group* et *Besdi* ont affiché des ventes très en retrait, nécessitant un plan de restructuration important qui s'est traduit par des charges exceptionnelles de 5,6 M€ et une réduction importante des effectifs. (voir **point 9** sur les comptes annuels de *Risc Group*)

Pôle IT Solutions

Ce pôle regroupe les sociétés *Risc Group IT Solutions* (ex-*Ornis*) et *Backup Avenue* (*BUA*), ainsi que *monDSI*, l'activité historique du groupe dans les grands comptes. Le pôle a bénéficié sur la période de son modèle récurrent, qui lui permet d'afficher une rentabilité opérationnelle globale de 4,6%.

Néanmoins, ces trois structures ont également été touchées par le plan de restructuration du groupe, *IT Solutions* affichant des résultats inférieurs aux attentes et *BUA* ayant perdu un client important affectant ses prévisions d'activité. A ce titre, elles affichent des charges non récurrentes d'environ 2,5 M€ dans les comptes au 30 juin 2010. A noter que dans la nouvelle stratégie du groupe, sur le prochain exercice, *BUA* va regrouper l'ensemble de l'activité indirecte du groupe (voir **point 1.9**).

A l'international :

Pôle Inbox

L'activité à l'international est essentiellement concentrée sur le pôle *Inbox*.

Affichant des résultats très décevants dès le premier semestre de l'exercice, toutes les filiales ont été restructurées dès le mois de décembre 2009.

Allemagne

Devant les pertes récurrentes affichées depuis 18 mois, l'activité de conquête de nouveaux clients a été arrêtée et toutes les agences commerciales ont été fermées, seul le siège e Francfort étant maintenu. Les effectifs de la filiale sont passés de 42 à fin juin 2009 à 5 à fin juin 2010, l'activité étant concentrée sur le parc clients et le renouvellement des contrats.

Belgique

La Belgique a affiché des pertes conséquentes sur la période avec -3,5 M€ de perte opérationnelle mais a été affectée par l'activité déficitaire de vidéo surveillance (arrêtée depuis) et a réussi à maintenir un niveau d'activité intéressant (7 M€ de CA). Après avoir également réduit ses charges et ses effectifs, son potentiel sur l'exercice 2010/2011 doit confirmer son retournement.

Espagne

L'Espagne a pour la première fois affiché des pertes conséquentes, avec un contexte économique local très défavorable. Deux agences ont été fermées afin de concentrer l'activité sur le duopole Madrid Barcelone

Suisse

La filiale suisse, lancée en janvier 2008 près de Genève n'a pas réussi à décoller sur l'exercice. Le démarrage de l'activité en suisse alémanique a été stoppé et les effectifs réduits à 6 personnes pour se concentrer sur la région romande.

Italie

L'Italie relancée en juin 2008 n'a pas atteint le niveau de ventes attendu et a été mise en sommeil. Elle n'a plus de salarié au 30 juin 2010.

Angleterre

La filiale *Risc Inbox UK* n'a pas réussi à démarrer son activité de manière satisfaisante et a été mise en sommeil. Elle n'a plus de salariés au 30 juin 2010.

Pôle IT Solutions

Angleterre

La nouvelle direction a décidé de concentrer l'activité de *Risc Group IT solutions UK* sur son activité indirecte historique de sauvegarde en ligne et de stopper l'activité de négoce démarrée 18 mois plus tôt. Cette décision diminue les prévisions de résultat à venir en valeur absolue (ce qui a entraîné une révision de la juste valeur de la société) mais n'obère pas la capacité bénéficiaire de la société et surtout limité les risques de perte et de besoin en fonds de roulement.

7 – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Risc Group développe sa propre gamme de logiciels de sauvegarde en ligne (gamme Backupia) et son propre gestionnaire de base de données pour le suivi de ses contrats clients ; de même, *Backup Avenue* et *Risc Group IT Solutions* développent également des logiciels en interne pour leurs produits respectifs de sauvegarde et d'hébergement/infogérance/ToIP.

Toutefois, suite à l'entrée du groupe STS au capital de la société et à la nouvelle stratégie en découlant (voir **points 1.1 et 1.9**), le groupe n'a toutefois pas activé de frais de développement sur de nouveaux projets sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010. Les logiciels et portails développés n'entrant plus dans la nouvelle orientation ont été mis au rebut au 30 juin 2010 (voir **points 4.2.4b**)

8 - EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES

L'exercice budgétaire pour le prochain exercice 2010/2011 montre un retour durable aux profits dans un contexte de décroissance du chiffre d'affaires (décroissance concentrée sur l'activité *INBOX*). L'objectif donné aux managers du groupe est clairement axé sur la rentabilité au détriment de la croissance.

Plusieurs atouts vont venir contribuer à cet objectif.

Sur le pôle INBOX :

Le lancement sur le mois de novembre 2010 d'une nouvelle ligne de produit va constituer le relais de croissance attendu par les équipes commerciales. Le produit « confiance services », issu des logiciels de confiance numérique de *STS* va venir proposer aux TPE la possibilité de bénéficier d'un coffre fort électronique et de réaliser des envois recommandés électroniques. Le récent arrêt du conseil d'état a en effet ouvert le monopole des recommandés électroniques et *Risc Group*, aux côtés de *STS*, sera l'un des premiers opérateurs sur ce marché.

Le pôle pourra également bénéficier d'une amélioration de ses conditions de financement sur le deuxième semestre du prochain exercice grâce à *Deal IT*, la filiale de financement de *STS Group*.

Sur le pôle IT Solutions :

L'accent va être apporté sur le développement de la société dans le domaine du « vertical cloud computing » au travers des plateformes de confiance numérique dans lesquelles un investissement important a été réalisé et sans lequel l'accord récemment signé avec Microsoft autorisant la commercialisation dans 40 pays de l'offre *Microsoft* en mode SAAS (Software as a Service) n'aurait pu avoir lieu (voir **point 2.2**).

Parallèlement, la remise à niveau technique du pôle est achevée ce qui va permettre à *Risc Group IT Solutions* de relancer efficacement son activité historique d'hébergement et d'infogérance, appuyé par une meilleure qualité de service.

Sur le nouveau pôle Backup Avenue :

Ce pôle va concentrer l'activité indirecte du groupe, jusque là éclatée sur plusieurs structures, pour une meilleure efficacité et axer ses ventes sur des produits « maison » apportant une marge plus significative.

9 – COMPTES ANNUELS DE RISC GROUP AU 30 JUIN 2010**9.1 Compte de résultat au 30 juin 2010**

	30/06/2010	30/06/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	22 388	32 741
Autres produits d'exploitation	1 566	1 518
Achats	3 273	6 537
Charges externes	12 439	14 577
Impôts et Taxes	774	937
Salaires	10 592	11 744
Charges sociales	3 955	4 616
Dotations aux amortissements	992	842
Dotations aux provisions	12 510	1 594
Autres charges	323	367
RESULTAT D'EXPLOITATION	-20 904	-6 954
Produits financiers	555	233
Charges financières	13 752	12 846
RESULTAT FINANCIER	-13 197	-12 613
Produits exceptionnels	171	671
Charges exceptionnelles	5 711	521
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 540	150
RESULTAT avant IS & PARTICIPATION	-39 641	-19 417
IS courant	899	445
RESULTAT NET	-38 742	-18 972

Activité et résultat opérationnel

L'activité commerciale est en régression de 30%, en raison du contexte économique défavorable à l'activité INBOX mais aussi au contexte social délicat liée au lancement du PSE en février 2010 (voir **point 1.7**).

Il faut néanmoins souligner que le résultat d'exploitation enregistre -1,2 M€ de charges salariales liés aux soldes de tous comptes payés au 30 juin 2010 et que la charge des salariés quittant le groupe dans le cadre du PSE représente 2,8 M€ dans les charges salariales au 30 juin 2010.

Les dotations aux provisions incluent 9,5 M€ de provisions comptabilisées sur les comptes clients filiales du groupe qui ne seront pas en mesure de rembourser leur mère suite aux restructurations ou aux mises en sommeil réalisées et 1,8 M€ de provisions comptabilisées sur des dénonciations de baux de lignes téléphone et de résiliation de contrats de location de voitures liées aux fermetures d'agences commerciales et à la réduction de personnel. Les effectifs de Risc Group sont passés de 288 au 30 juin 2009 à 219 au 30 juin 2010 et à 114 au 30 septembre 2010.

Résultat financier

Les charges financières incluent 8,5 M€ de provisions pour dépréciation de titres et 4,2 M€ de provisions pour dépréciation des comptes courants sur les filiales du groupe .

Ces provisions sur titres ont été constatées sur la base des « *impairment tests* » réalisés en consolidation sur les écarts d'acquisition (voir **point 4.2.4**) et tous les comptes courants des filiales restructurées ont été provisionnés à 100%.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel inclut les provisions liées au PSE pour un montant de 3,5 M€ et la provision liée à l'arrêt du développement de l'activité de vidéosurveillance pour un montant de 0,9 M€, ainsi que 0,7 M€ d'amortissement exceptionnels liées aux immobilisations mises au rebut et 0,5 M€ de provisions liées aux litiges commerciaux et prudhommaux.

Impôt

Le produit constaté en impôts vient compenser les charges d'impôts constatées sur les filiales françaises intégrées fiscalement (*BESDI, Backup Avenue et Itemos*).

9.2 Bilan au 30 juin 2010

<i>en K€</i>	30/06/2010	30/06/2009		30/06/2010	30/06/2009
Immob. Incorporelles	13 639	13 483	Capital	21 217	37 150
Immob Corporelles	1 284	1 635	Primes	122 145	96 084
Immob. Financières	33 400	41 966	Réserves & RàN	-69 447	-50 475
Actif immobilisé	48 323	57 084	Résultat	-38 742	-18 972
Stocks	448	322	Capitaux Propres	35 173	63 787
Clients	2 817	11 017	Provisions p. risques & ch.	7 142	519
Autres créances	3 606	5 324	Dettes financières	5 654	121
Comptes de régul.	563	545	Dettes fournisseurs	4 560	5 275
Prime de rbt des OC	0	0	Dettes fiscales et sociales	3 163	5 386
Disponibilités	2 515	3 250	Autres dettes & régul.	2 581	2 454
Actif circulant	9 949	20 460			
TOTAL ACTIF	58 272	77 544	TOTAL PASSIF	58 272	77 544

Actif

Les *immobilisations incorporelles* sont essentiellement constituées par le fonds de commerce de l'activité *Inbox* en France (11,5 M€) et la licence du logiciel de confiance numérique acquise auprès de STS pour 1,5 M€. Le fonds de commerce racheté à *Normaction* en 2006 pour 0,8 M€ a été déprécié à 100%. Les frais de recherche et développement capitalisés sur des logiciels plus utilisés ou jugés hors stratégie ont été mis au rebut.

Les *immobilisations corporelles* diminuent suite aux mises au rebut d'agencements et de matériel dans les agences commerciales fermées.

La variation des *immobilisations financières* se justifie par les dépréciations passées sur les participations (voir **point 9.1 résultat financier** ci-dessus).

Le poste *clients* diminue significativement en raison des provisions passées sur les comptes clients des filiales du groupe (voir **point 9.1 résultat d'exploitation** ci-dessus).

De même, le poste *autres créances* diminue en raison des provisions passées sur les comptes courants des filiales du groupe (voir **point 9.1 résultat financier** ci-dessus).

Passif

Les variations du *capital et des primes d'émission* proviennent de la réduction de capital votée par l'AGE du 18 décembre 2009 puis de l'augmentation de capital réservée à STS et des augmentations de capital liées à l'exercice de BSA (voir **points 1.1, 1.2 et 1.6**).

Les provisions pour risques augmentent en raison des provisions constatées sur le PSE (3,5 M€), sur les restructurations d'agences et de loyers véhicules/téléphone (1,4 M€), et sur l'activité de vidéosurveillance historique (0,8 M€), le solde étant constitué des provisions pour risques prudhommaux et litiges commerciaux.

Les *dettes financières* augmentent sur la période et sont dus à STS (2,1 M€) et aux filiales du groupe (3,3 M€) dans le cadre des conventions de trésorerie.

En application de l'article D.441-4 du code de commerce, le tableau ci-dessous présente à la date du 30 juin 2010 la décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance. Toutefois, s'agissant de la première année d'application, aucun comparatif avec l'exercice précédent n'est présenté pour cet exercice.

Échéances (J = date de clôture)	Dettes échues à la clôture	Échéances à J+15	Échéances entre J+16 et J+45	Échéances entre J+46 et J+60	Échéances au-delà de J+60	Hors échéances	Total Dettes fournisseurs
Fournisseurs (401+403)	1 470 775	193 467	831 699	24 582	421 027	662 234	2 133 010
Fournisseurs immobilisations (404+405)	0					0	0
TOTAL à payer	1 470 775	193 467	831 699	24 582	421 027	662 234	2 133 010
Factures non parvenues (408)	1 106 600	43 789	18 381		1 044 430	1 320 205	2 426 805
Autres (à détailler)							0
TOTAL	2 577 375	237 256	850 080	24 582	1 465 456	1 982 439	4 559 814

Le montant global des charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du CGI s'élève à 108.329 €.

10 – FACTEURS DE RISQUES

10.1 Risques liés à l'activité

Risques liés aux contrats de financement conclus avec les leasers (activité Inbox)

- Financement de l'activité

L'activité *Inbox* (46% de l'activité au 30 juin 2010) s'appuie sur des offres de produits et de services associés (sauvegarde en ligne, firewall, antivirus), vendues à des TPE-PME sur la base de contrats de 48/60 mois, renouvelables à leur échéance. La partie « *produit* » de ces contrats correspondant à la part logiciel est financée auprès d'organismes de leasing.

Les conventions signées avec les organismes de leasing (deux en France, un pour les filiales européennes), et reconductibles d'année en année par tacite reconduction, sont essentielles pour le Groupe dans la mesure où elles garantissent le financement du modèle en période dite de « *conquête* ».

- Rachats de contrats potentiels auprès des leasers

Les nouveaux accords signés avec les partenaires leasers du groupe en septembre 2008 stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement et couvrent donc l'ensemble des contrats clients du groupe.

En revanche, *Risc Group* et ses filiales garantissent l'aspect technique du contrat au client et au leaser sous certaines conditions spécifiques. Ainsi, si le logiciel ne fonctionne pas en raison d'une anomalie technique non résolue par les équipes techniques de *Risc Group*, le client est en droit d'arrêter ses règlements et le leaser de se faire rembourser le solde du contrat restant à courir.

Le risque lié à ces rachats potentiels de contrats pour raisons techniques est provisionné au niveau des charges d'exploitation. Cette provision pour risque de rachats techniques est déterminée sur la base d'une analyse historique de ces rachats.

L'analyse du niveau de la provision constatée au titre des rachats potentiels sur les trois derniers exercices est résumée ci-dessous :

- au 30/06/08	268 K€
- au 30/06/09	239 K€
- au 30/06/10	1.200 K€

L'augmentation de la provision sur l'exercice au 30/06/10 est liée au lancement d'un nouveau produit ayant généré des dysfonctionnements techniques et des litiges. Il a depuis janvier 2010 été complètement arrêté.

Risques liés aux évolutions technologiques

S'agissant du pôle *Inbox*, les produits phares que sont le logiciel de sauvegarde « *Backupia* » et la « *Risc Box* » sont constamment maintenus et améliorés par les équipes d'ingénieurs développeurs du Groupe.

S'agissant du pôle *IT Solutions*, le groupe s'appuie sur son savoir-faire historique de l'infogérance des réseaux et sur son statut d'opérateur télécoms qui lui permet de bénéficier de son propre réseau télécom pour gérer les réseaux de ses clients.

Néanmoins, il peut apparaître sur le marché des logiciels concurrents développés selon d'autres technologies ou des concurrents sur le marché de l'infogérance des services IT et télécom, lesquels pourraient affecter défavorablement le chiffre d'affaires, les résultats et la situation financière du Groupe.

Les équipes techniques de *Risc Group* restent constamment en éveil sur les nouveaux produits du marché en analysant leurs caractéristiques techniques afin d'optimiser les évolutions à venir de la gamme produits du groupe. Elles vont à cet effet pouvoir s'adosser aux équipes techniques de STS (voir **point 1.1**), qui vont apporter des synergies importantes par leur expérience d'éditeur de logiciels.

Risques liés à la qualité des produits et services

L'évolution technologique constante du marché des services informatiques managés à distance et des produits distribués en mode SaaS (Software as a Service) incite le Groupe à intégrer de nouvelles technologies qui pourraient ultérieurement s'avérer instables et impacter la qualité des produits et services du Groupe.

Le Groupe a mis en place une politique de gestion visant à suivre et, le cas échéant, maîtriser ces risques, toutefois il se peut que certains d'entre eux viennent à se réaliser et avoir un impact défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Risques clients et fournisseurs

Sur le pôle *Inbox*, le Groupe n'est soumis ni au risque client ni au risque fournisseur.

Aucun client, ou groupe de clients, ne représente une part significative du chiffre d'affaires (éclaté sur environ 25.000 contrats).

Aucun fournisseur ne représente une charge significative pour le Groupe : le premier fournisseur d'exploitation du pôle représente environ 3% du chiffre d'affaires et 12% des achats et correspond au fournisseur de licences antivirus qui peut être remplacé par un autre partenaire en cas de défaillance ou d'obtention de meilleures conditions d'exploitation. De ce fait, il ne s'agit pas d'un facteur de risque pour le Groupe.

Sur le pôle *IT Solutions*, les risques clients et fournisseurs sont également limités : le premier client représente 5% du chiffre d'affaires alors que les premiers fournisseurs sont France Télécom L SFR (pour les locations de lignes télécoms) et Telecity Redbus (locations de data centers). *Backup Avenue* a néanmoins reçu un courrier de résiliation de son premier client Grands Comptes, dont le contrat ne sera pas renouvelé, ce qui a affecté la juste valeur de la société (voir **points 1.8 et 4.2.4a**)

Risques liés au logiciel de sauvegarde (Inbox) et à la qualité de service (IT Solutions)

Sur le pôle *Inbox*, pour couvrir le risque potentiel de perte de données de ses clients et l'incapacité de restaurer lesdites données à un instant donné, le groupe a souscrit une police de responsabilité civile spécifique.

Les sources du logiciel de sauvegarde « *Backupia* » ont été déposées chez un tiers de confiance, donnant un droit de poursuite d'exploitation aux organismes de leasing en lieu et place de la Société, en cas de défaillance de cette dernière.

Les équipes internes de Recherche et Développement travaillent en permanence sur les futures versions de la *Risc Box* et des logiciels de la gamme *Backupia* pour conserver et améliorer l'actif technologique du Groupe. De même, les équipes de la « *Hot-line* » contribuent à la résolution quotidienne des besoins et des questions des clients dans un souci d'amélioration constante du service client.

Sur le pôle *IT Solutions*, il n'ya aucune obligation de résultat garanti dans les contrats et le risque principal est lié à la non satisfaction du client qui peut entraîner la non reconduction du contrat ou sa rupture anticipée (les engagements moyens sont de 36 mois). L'enjeu est donc concentré sur le maintien constant de la qualité de service.

10.2 Risques de marché

Risques liés aux fluctuations du taux de change

Le risque de taux de change est très limité en ce qui concerne l'activité du Groupe, dans la mesure où celle-ci s'exerce à plus de 95% sur la zone euro.

Seules les filiales britannique (3,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2010) et suisse (1,2% du chiffre d'affaires au 30 juin 2010) n'agissent pas dans la zone euro.

Risque de liquidité

Au 30 juin 2010, Risc Group dispose d'une trésorerie disponible de 9,5 M€ pour des dettes à court terme de 3,8 M€ et à plus d'un an de 6 M€.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des informations au 30 juin 2010 concernant les risques de liquidité au sein du Groupe :

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux fixe ou variable	Montant global	Reste à rembourser au 30/06/2010	Échéance	Existence ou non de couvertures
<u>A plus d'un an</u>					
Part long terme contrats de location financière	Fixe	601 702	601 702	de juillet 2011 à juin 2013	non
Emprunts et dettes financières LT	Fixe	5 484 976	5 484 976	de juillet 2011 à juin 2013	non
<u>A moins d'un an</u>					
Emprunt bancaire court terme (voir ci-dessus)	Fixe	2 918 443	2 918 443	de juillet 2010 à juin 2011	non
Part court terme contrats de location financière	Fixe	773 402	773 402	de juillet 2010 à juin 2011	non
Découvert autorisé	Eonia + 1pts	0	0	Na	
Diverses dettes financières CT	Fixe	110 672	110 672	de juillet 2010 à juin 2011	non
Total		9 889 195	9 889 195		

Il n'existe aucune dette assujettie à des covenants. Par ailleurs, le découvert d'exploitation n'était pas utilisé au 30 juin 2010 sur une autorisation totale de 0,5 M€.

Engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous reprennent de manière exhaustive l'ensemble des engagements hors bilan significatifs du Groupe au 30 juin 2010 :

	N	N - 1
Cautions de contre-garantie sur marchés	NA	NA
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	NA	NA
Avals, cautions et garanties données	270	320
Autres engagements donnés	NA	NA
TOTAL	270	320

Risque de taux d'intérêt

Risc Group est très peu exposé au risque de taux d'intérêt.

La seule ligne d'emprunt basée sur un taux variable est le découvert bancaire de Risc Group qui n'est pas utilisé au 30 juin 2010.

Risque sur actions

Risc Group détient 49.015 actions propres au 30 juin 2010 pour une valeur de 17 K€.

10.3 Risques juridiques

Faits exceptionnels et litiges

La Société est impliquée dans un certain nombre de litiges généralement liés à ses activités courantes.

Après consultation de ses avocats et conseillers juridiques, la direction de la Société estime qu'il n'existe aucun litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat l'activité et le patrimoine de la Société. Au 30 juin 2010, la provision pour risque sur litiges en cours s'élève à 0,4M€.

Assurances - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur

Le Groupe met en œuvre une politique visant à obtenir une couverture externe d'assurance permettant de prendre en charge les risques qui peuvent être assurés à des taux raisonnables. Le Groupe estime que la nature des risques couverts par ces assurances est conforme à la pratique retenue dans son secteur d'activité.

11 - ACTIONNARIAT

Sur la période le nombre d'actions est passé de 74.300.390 au 30 juin 2009 à 106.083.824 au 30 juin 2010 par :

- création de 110.000 actions nouvelles en novembre 2009 (fin de la période d'acquisition d'actions gratuites attribuées dans le cadre du plan de novembre 2007
- création de 31.000.000 actions nouvelles au bénéfice de STS dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à STS votée par l'AGE du 18 décembre 2009 et effectivement réalisée le 15 janvier 2010 (voir note 1.X) ;
- création de 673.434 actions nouvelles créées suite à la souscription de bons de souscription d'actions émis le 14 janvier 2020 (voir point 1.6)

	Au 30 juin 2009				Au 30 juin 2010			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
STS Group					31 000 000	29,2%	31 000 000	29,2%
Divers nominatifs	2 740 749	3,7%	2 764 261	3,7%	2 850 749	2,7%	2 874 261	2,7%
OTC	4 125 578	5,6%	4 125 578	5,6%	4 125 578	3,9%	4 125 578	3,9%
Public	67 412 963	90,7%	67 412 963	90,8%	68 086 397	64,2%	68 086 397	64,2%
autodétention	21 100	0,0%	0	0,0%	21 100	0,0%	0	0,0%
	74 300 390	100%	74 302 802	100%	106 083 824	100%	106 086 236	100%

Sur l'exercice de 12 mois du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010, la société a reçu le 18 janvier 2010 de la part de *STS Group* une notification de franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2% et de tous les seuils statutaires et légaux successifs jusqu'au seuil de 28% inclus.

La société a reçu le 19 janvier 2010 de la part d'OTC Asset Management une notification de franchissement à la baisse du seuil de 5%.

Depuis cette date, la société n'a pas reçu de notification de franchissement de seuils.

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote (à l'exception des déclarations de franchissements de seuils de 2% et des sanctions attachées en cas de non-déclaration) ou aux transferts d'actions. Il n'existe aucun titre comportant un droit de contrôle spécial.

A la connaissance de la Société, il n'y a aucun pacte d'actionnaires en vigueur.

12 – OPERATIONS DE LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS

L'assemblée générale de la Société du 18 décembre 2008 a autorisé la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions par le Conseil d'administration. Dans le cadre de cette autorisation, la société a publié un descriptif du programme de rachat d'actions le 12 janvier 2009. Par contrat en date du 12 janvier 2009 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, la société a confié à Euroland Finance la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI. Pour le fonctionnement de ce contrat, la société a affecté une garantie de 75.000 euros au compte de liquidité. Ce contrat de liquidité a pour objectif principal d'assurer une meilleure gestion de la volatilité quotidienne du titre.

Au 30 juin 2010, la Société détient 49.015 de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité, moins de 0,01% du capital.

Le contrat de liquidité a été résilié en octobre 2010.

13 – PLANS D’OPTIONS DE SOUSCRIPTION D’ACTIONS ET D’ACTIONS GRATUITES**13.1 Plans d’options de souscriptions d’actions**

Les deux plans d’options de souscription d’actions en vigueur au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000*	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000*	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000*	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006	13/10/2012
	07/10/2007	
	07/10/2008	
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0*	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/10	1 312 500*	0
Options de souscriptions annulées sur la période	0	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 499*	2 025 000

* *post regroupement par 10 des actions*

Aucune option de souscription n’a été exercée au cours de l’exercice 2009/2010.

Aucun nouveau plan d’options de souscription d’actions n’a été lancé sur l’exercice 2009/2010.

Les 2.025.000 options attribuées dans le cadre du plan n°6 seront exerçables à hauteur de 100% à l’expiration d’une durée de 48 mois à compter de la date d’attribution.

L’application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l’enregistrement d’une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l’option et qui est étalée sur les 48 mois de la période de non exercice des options.

Au 30 juin 2010, la charge enregistrée au compte de résultat pour ces deux plans au *pro rata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 44 K€. Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

13.2 Plans d’actions gratuitesEmission d’actions gratuites

Au titre du plan du 8 novembre 2007, 110.000 actions nouvelles ont été émises le 9 novembre 2009. Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, expirant le 8 novembre 2011.

Attribution d’actions gratuites

Aucune attribution d’actions gratuites n’a été réalisée sur la période.

Tous les plans d’actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d’acquisition de 2 ans sous condition de présence, puis une période complémentaire de détention de 2 ans.

Le résumé des plans en cours figure dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administration.	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	1	2	135
date d'attribution théorique	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'action et qui est étalée sur les 2 ans de la durée d'acquisition des plans. Cette juste valeur est déterminée à partir du cours de l'action aux dates d'attribution, pondérées par une décote pour tenir compte du blocage des actions sur 4 ans et du turn-over.

Au 30 juin 2010, la charge enregistrée au compte de résultat au *prorata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 285 K€. Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

14 – PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Il n'existe aucun plan d'épargne d'entreprise ou FCPE de salariés au capital de la société.

15 – INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

15.1 Conseil d'administration et direction générale

Le conseil d'administration a été présidé sur l'exercice 2009/2010 par Monsieur Gérard Guillot du 1^{er} juillet 2009 au 18 décembre 2009, et par Monsieur Bernard Calvignac depuis lors.

L'assemblée générale du 18 décembre 2009 a nommé comme administrateurs MM. Calvignac, Fort et Crémadès.

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 2009 a décidé de réunir les fonctions de Président et de Directeur Général. Messieurs Gérard Guillot et Jean-Pierre Lecou ont démissionné de leurs mandats respectifs de Président et de Directeur général et le conseil d'administration a nommé Monsieur Bernard Calvignac Président directeur général du conseil d'administration.

Dans le cadre des accords signés avec le groupe STS, MM. Camino, Lecou et Sfeir ont démissionné de leur mandat d'administrateur le 14 et le 15 janvier 2010. Le conseil d'administration du 14 janvier 2010 a coopté Madame Jocelyne Cerasa en tant qu'administrateur indépendant.

Au 13 octobre 2010, le conseil d'administration de la société est composé comme suit :

PRESIDENT DU CONSEIL	
Bernard Calvignac	Nommé le 18 décembre 2009 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2015.
AUTRES ADMINISTRATEURS	
Gérard Guillot	Nommé le 13 juin 2003 ; son mandat a été renouvelé le 27 septembre 2007 et expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2013.
Pierre Fort	Nommé le 18 décembre 2009 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2015.
Jocelyne Cerasa	Cooptée le 14 janvier 2010 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

Notes complémentaires :

Monsieur Cremades a démissionné de son mandat d'administrateur le 11 mars 2010, une fois sa mission de repositionnement stratégique de Risc Group terminée, Il a été remplacé par Monsieur Jean Philippe Claret, coopté par le conseil d'administration du 7 avril 2010, qui a démissionné le 29 juin 2010.

M. Nicolas Lafon a démissionné le 15 janvier 2010 de son mandat de directeur général délégué et a été nommé directeur des opérations de la division INBOX. Monsieur Philippe Weppe, directeur général délégué, a quitté le groupe le 1^{er} mars 2010.

15.2 Rémunération des mandataires sur la période

Mandataires sociaux au cours de l'exercice 2009-2010	Rémunération fixe	Avantage en nature	Rémunération variable	Jetons de présence
Bernard Calvignac	-	-	-	-
Gérard Guillot	60.000	-	-	15.000
Pierre Fort	-	-	-	-
Jocelyne Cerasa	-	-	-	7.500
Raymond Sfeir	-	-	-	-
Jean Pierre Lecou	56.000	--	-	-
Pierre Camino	88.580	2 700	-	-

Notes complémentaires :

- 1) Monsieur Bernard Calvignac ne perçoit aucune rémunération ni aucun jeton de présence.
- 2) Monsieur Gérard Guillot a reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ pour son mandat de Président du 1^{er} juillet 2009 au 18 décembre 2009. Il a été mandaté par le conseil d'administration en février 2010 pour une mission spécifique sur la négociation du plan de sauvegarde de l'emploi et a facturé à ce titre une prestation de services de 42 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} février 2010 au 30 juin 2010.
Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 15 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.
- 3) Monsieur Pierre Fort ne perçoit aucune rémunération ni aucun jeton de présence.

4) Madame Cerasa a bénéficié d'une dotation de 7,5 K€ en jetons de présence pour les 6 mois de son mandat d'administrateur.

5) Monsieur Raymond Sfeir n'a touché aucune rémunération du 1^{er} juillet 2009 au 14 janvier 2010 et a renoncé à ses jetons de présence.

6) Monsieur Jean Pierre Lecou a touché une rémunération de 56 K€ du 1^{er} juillet 2009 au 14 janvier 2010.

7) Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié et administrateur jusqu'au 15 janvier 2010 de Risc Group a reçu sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 15 janvier 2010, une rémunération brute de 91.280 €.

Autres mandats exercés par les mandataires

Les autres mandats exercés par les membres du conseil d'administration sont les suivants :

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Bernard CALVIGNAC Risc Group 7/11 rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (mandat voté par l'AGO du 18/12/09) Président du conseil d'administration depuis le 18 décembre 2009
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Président du conseil d'administration de la société STS Group RCS Nanterre 431 928 365
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de Risc Group IT Solutions - Administrateur de Risc Group Belgique - Administrateur de Risc Group Allemagne - Administrateur de Risc Group Espagne
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	<p><u>Mandats en France :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de Compulease Inn (SA) RCS Annecy 504 140 047 - Membre du directoire de Financière Croissance investissement (SA) - RCS Paris 380 205 518 - Administrateur de la société Foot National (SA) RCS Paris 509 248 878 - Administrateur de la société Football Club Istres Ouest Provençes FCIOP (SA sportive professionnelle) RCS Salon de Provence 508 106 960 - Gérant de La Bastide Ramatuelle (SARL) RCS Annecy 507 453 322 <p><u>Mandats à l'étranger :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur délégué de la société Compulease SA RCS Luxembourg B 99010 - Gérant Compuleae (SARL) Suisse - Administrateur délégué de Compulease Real Estate RCS Luxembourg B 70179 - Président de STS Group BENELUX (SA) Belgique - Président de Logon Solution Integrator Belgique - Administrateur délégué de Compulease Real Estate RCS Luxembourg B 70179 - Administrateur de STS ASIA Holding Ltd Hong Kong 1351223 - Administrateur de STS ASIA Holding Ltd Hong Kong 1351228

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Gérard GUILLOT Risc Group 7/11 rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (mandat renouvelé par l'AGO du 27/09/07) Président du conseil d'administration du 1 ^{er} juillet 2009 au 18 décembre 2009
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Président Directeur Général de la SA LEGSA - Président de la SAS Jean D'estrée - Président de la SA I.S.D toutes ces Sté ayant leur siège social au 5 rue Soyer 92200 Neuilly sur seine - Gérant de la SARL GG.Consultant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Président du directoire de Risc Group Allemagne (jusqu'au 24 juin 2010) - Président du conseil d'administration de Risc Group Espagne (jusqu'au 24 juin 2010) - Président du conseil d'administration de Risc Group Italie (jusqu'au 12 mai 2010) - Président du conseil d'administration de Risc Group IT Solutions (jusqu'au 14 janvier 2010) - Président du conseil d'administration de Risc Group Suisse (démission en cours de régularisation)
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de Normaction (du 15 janvier 2008 au 21 mai 2010)

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Pierre FORT Risc Group 7/11 rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (mandat voté par l'AGO du 18 décembre 2010)
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Directeur général délégué de STS Group
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Président directeur général de Risc Group IT Solutions depuis le 15 janvier 2010
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	<p><u>Mandats en France :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de STS Group RCS Nanterre 431 928 365 - Administrateur de COMPULEASE INN RCS Annecy 504 140 047 - Gérant de MDC SARL RCS Nîmes 440 266 344 - Vice président du Conseil de Surveillance de VIP SENIORHOME SA - Membre du directoire de FINANCIERE CROISSANCE INVESTISSEMENT RCS Paris 380 205 518 - Gérant de la SCI Charles RCS Nîmes 414 853 143 - Gérant de la SCI Diane RCS Nîmes 409 972 155 - Gérant de la SCI Marine RCS Nîmes 420 151 003 - Gérant de la SCI Madicha RCS Nîmes 402 311 997 <p><u>Mandats à l'étranger :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur délégué de CADAMI FINANCES Luxembourg - Administrateur délégué de TECHNOINVEST Luxembourg

	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur délégué de CADIMMO INVEST Luxembourg - Administrateur de STS group Benelux Belgique - Administrateur de STS ASIA Holding Ltd Hong Kong 1351223 - Administrateur de STS ASIA Holding Ltd Hong Kong 1351228
--	---

Madame Cerasa n'exerce pas d'autre mandat.

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Raymond Sfeir
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur jusqu'au 14 janvier 2010
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	PDG de BMACOM SA
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Gérant de 3 filiales de BMACOM

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Jean Pierre Lecou
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur jusqu'au 15 janvier 2010 Directeur Général du 21 octobre 2009 au 18 décembre 2009
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Administrateur délégué de Risc Group Benelux (fin le 15 janvier 2010) Administrateur de Risc Group Suisse(fin le 15 janvier 2010)
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Administrateur de Scorpa S.A. Administrateur de Inexbee

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	Pierre Camino
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur jusqu'au 15 janvier 2010 Secrétaire Général de Risc Group
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Administrateur de Risc Group Benelux (jusqu'au 15 janvier 2010) Membre du conseil de surveillance de Risc Group Allemagne Administrateur de Risc Group Espagne (jusqu'au 24 juin 2010)

	Administrateur de Risc Group IT Solutions Administrateur de Risc Group Italie (jusqu'au 12 mai 2010) Administrateur de Risc Group ITS UK (ex-Clunk Click) Administrateur de Risc Group UK
Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :	Néant

16 - RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 232 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués par Risc Group sur les trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	dividende	avoir fiscal	revenu global
30/06/2010	0	0	0
30/06/2009	0	0	0
30/06/2008	0	0	0

17 - TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous trouverez ci-dessous le tableau des résultats des 5 derniers exercices.

Nature des indications	31/03/2006	31/03/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010
chiffres en €			15 mois voir notes		
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
capital social	10 195 048,10	18 173 750,50	36 604 578,50	37 150 195,00	21 216 264,80
nombre d'actions ordinaires existantes	203 900 962	363 475 010	73 209 157	74 300 390	106 083 824
nombre d'actions à dividende prioritaire					
nombre maximal d'actions futures à créer					
par conversion	693 411	693 384	693 207	0	0
par exercice de droit de souscription	6 505 000	43 789 346	2 143 000	2 917 500	16 454 423
Opérations & Résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 363 734	6 468 621	41 812 441	32 740 806	22 387 939
Résultat avt impôts, part.sal. & dot.amort./prov.	-1 054 080	-1 719 920	2 977 610	-5 720 028	-8 713 649
Impôts sur les bénéfiques	0	0	0	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, part. sal. & dot.amort./prov.	-1 198 194	-1 885 715	1 818 334	-18 972 085	-38 742 025
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, part.sal. avt dot.amort./prov.	-0,01	0,00	0,04	-0,08	-0,08
Résultat après impôts, part.sal. & dot.amort.& prov.	-0,01	-0,01	0,02	-0,26	-0,37
Dividende attribué à chaque action NET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pdt l'exercice	23	23	265	266	221
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 592 455	1 550 493	14 392 335	11 743 666	10 592 067
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	598 248	630 064	5 958 026	4 615 908	3 955 480

Notes :

- 1) Risc Group a absorbé sa filiale Risc Security France (activité Inbox) au 1er avril 2007 ;
- 2) L'exercice 2007/2008 a eu une durée exceptionnelle de 15 mois

18 - TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS

Les autorisations financières qui avaient été octroyées par l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2007 sont toutes venues à expiration en septembre 2009.

Au cours de l'exercice 2009/2010, les seules autorisations financières utilisées ont été celles autorisées par l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2009, à savoir :

Réduction du capital social d'un montant de 22.323.117 €, le portant ainsi de 37.205.195 € à 14.882.078 €, par diminution de la valeur nominale des actions, portant celle-ci de 0,50 € à 0,20 €.

Augmentation de capital réservée à *STS Group* pour un montant de 10.850.000 € (dont 4 650 000 € de prime d'émission) par création de 31.000.000 actions nouvelles souscrites à un prix de 0,35€

Emission et attribution gratuite d'un nombre maximum de 15.502.165 BSA au profit des actionnaires de la Société inscrits en compte à la date des présentes, à raison de 5 BSA pour 24 actions anciennes détenues.

Aucune autre autorisation n'est à ce jour déléguée au conseil d'administration.

19 – INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

De par sa nature, l'activité du Groupe n'a pas de conséquence sur l'environnement.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Casteja – 92100 Boulogne Billancourt

RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT DU PRESIDENT

sur le FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

et sur L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE

EXERCICE DE 12 MOIS CLOS LE 30 JUIN 2010

En application de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le présent rapport, joint au rapport de gestion et institué par la loi de sécurité financière a été établi à l'effet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration de la société, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place dans le groupe.

1 – Le Conseil d'administration

1.1 Composition du Conseil d'Administration au 13 octobre 2010

Au 13 octobre 2010, le conseil d'administration est composé du Président du groupe, M. Bernard Calvignac, et de trois administrateurs :

- M. Gérard Guillot,
- M. Pierre Fort,
- Mme Jocelyne Cerasa.

Monsieur Bernard Calvignac a été nommé administrateur de la société par l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 2009, à l'occasion de l'entrée du groupe STS dans le capital de la société *Risc Group*.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 18 décembre 2009 dans le prolongement de l'assemblée générale, a décidé de regrouper les fonctions de Présidence et de direction générale et de nommer Monsieur Bernard Calvignac, Président directeur général de *Risc Group*.

Monsieur Gérard Guillot a été Président du conseil d'administration de *Risc Group* du 18 décembre 2008 au 18 décembre 2009, date de sa démission de son mandat de Président. Il a conservé son mandant d'administrateur, qui a été renouvelé par l'assemblée générale du 27 septembre 2007

Monsieur Pierre Fort a été nommé administrateur de la société par l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 2009, à l'occasion de l'entrée du groupe STS dans le capital de la société *Risc Group*.

Madame Jocelyne Cerasa a été coopté administrateur de la société par le conseil d'administration du 14 janvier 2010, en remplacement de Monsieur Raymond Sfeir, démissionnaire. Madame Cerasa est administrateur indépendant.

Un administrateur est réputé indépendant s'il n'exerce pas de fonction de direction dans la société ou une société de son groupe, et est dépourvu de lien d'intérêt particulier (comme actionnaire, salarié, client ou autre) avec celle-ci qui puisse raisonnablement compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

En conséquence, l'administrateur indépendant ne doit pas être :

- (i) un salarié, le président ou le directeur général de la société ou d'une société de son groupe.
- (ii) un actionnaire de la société ou d'une société de son groupe ni une personne ayant un lien d'intérêt significatif particulier avec un actionnaire détenant plus de deux pour cent (2%) du capital de la société,
- (iii) lié de quelque manière que ce soit à un partenaire commercial significatif et habituel de la société ou des sociétés de son groupe.

1.2 Rôle du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utile.

1.3 Evolution du conseil d'administration sur les deux derniers exercices

Du 1^{er} juillet 2008 au 18 décembre 2008, le conseil d'administration a été présidé par Monsieur Loïc Pequignot et était composé de :
Monsieur Gérard Guillot,
Monsieur Raymond Sfeir, administrateur indépendant,
Monsieur Jean Pierre Lecou,
Monsieur Pierre Camino, secrétaire général du groupe.

Le conseil d'administration du 18 décembre 2008 a acté la démission de M. Loïc Pequignot, dissocié les fonctions de Présidence et de direction générale et nommé Monsieur Gérard Guillot Président du conseil d'administration de la société.

Dans sa partie ordinaire, l'assemblée générale du 18 décembre 2009 a approuvé la nomination comme administrateurs de MM. Calvignac, Fort et Cremades, dirigeants et actionnaires du groupe STS.

Conformément aux accords signés avec le groupe STS en octobre 2009, MM. Raymond Sfeir, Pierre Camino et Jean-Pierre Lecou, administrateurs de *Risc Group*, ont démissionné de leurs fonctions les 14 et 15 janvier 2010. A la demande de Monsieur Bernard Calvignac, nommé nouveau Président Directeur Général de *Risc Group*, Monsieur Gérard Guillot a conservé ses fonctions d'administrateur au sein du conseil et le conseil d'administration du 14 janvier 2010 a coopté Madame Cerasa comme administrateur indépendant.

Monsieur Henri Cremades, nommé administrateur par l'assemblée générale de Risc Group du 18 décembre 2009 a démissionné de son mandat le 11 mars 2010, après avoir terminé sa mission de définition de la nouvelle stratégie du groupe.

Monsieur Jean-Philippe Claret a été coopté administrateur par le conseil d'administration du 7 avril 2010 mais a dû démissionner de son mandat pour raisons personnelles le 29 juin 2010.

Monsieur Pierre Leijder, associé et administrateur de *STS Group* a été coopté pour le remplacer par le conseil d'administration du 13 octobre 2010.

1.4 Organisation du conseil d'administration

a) Mode d'organisation de la direction générale

Du 27 avril 2006 au 18 décembre 2008, les fonctions de Président et de Direction Générale ont été regroupées et Monsieur Loïc Pequignot a été Président directeur général de *Risc Group* sur cette période.

Le 18 décembre 2008, le conseil a décidé de dissocier les fonctions de Président et de direction générale et a nommé Monsieur Gérard Guillot Président du conseil et Monsieur Pequignot Directeur Général pour une période déterminée du 18 décembre 2008 au 28 février 2009.

Le 12 janvier 2009, le conseil d'administration a nommé Monsieur Philippe Weppe directeur général de la société en remplacement de Monsieur Pequignot ; lequel a accompli une mission de transition avec Monsieur Weppe jusqu'au 28 février 2009.

Le 21 octobre 2009, Monsieur Jean Pierre Lecou a été nommé directeur général de Risc Group en remplacement de Monsieur Philippe Weppe, démissionnaire. Le 21 octobre 2009, Monsieur Philippe Weppe a été nommé directeur général délégué à la technologie et Monsieur Nicolas Lafon a été nommé directeur général délégué en charge de la gestion et du plan de restauration des équilibres financiers.

Le 18 décembre 2009, suite à l'entrée du groupe *STS* au capital de la société, le conseil d'administration a décidé de regrouper les fonctions de Présidence et de direction générale et de nommer Monsieur Bernard Calvignac, Président directeur général de *Risc Group*.

Monsieur Nicolas Lafon a démissionné de sa fonction de directeur général délégué le 18 décembre 2010 puis a quitté le groupe le 31 juillet 2010.

Monsieur Philippe Weppe a quitté le groupe le 28 février 2010.

b) Vote et décisions

La majorité qualifiée des 3/4 au sein du conseil d'administration est requise pour les décisions importantes, à savoir :

- toute décision relative à toute modification, immédiate ou à terme, du capital social et toute décision relevant de l'assemblée générale extraordinaire,
- tout endettement, investissement ou désinvestissement supérieur, en une ou plusieurs fois sur douze (12) mois, à dix (10) pour cent de la capitalisation boursière de *Risc Group* au jour de la prise de décision du conseil d'administration, le consentement de toute sûreté sur les actifs de *Risc Group* ainsi que les avals, cautions et garanties non prévus au budget annuel,
- toute décision de retrait de la cotation des actions de *Risc Group*, toute décision de coter les actions sur un autre marché réglementé. Il est également prévu de faire application des mêmes dispositions par le conseil d'administration en ce qui concerne la prise de décisions concernant les filiales de *Risc Group*.

Un règlement intérieur a été adopté par le conseil d'administration du 25 octobre 2006.

c) Comités spécifiques

Trois comités spécifiques ont été mis en place au sein du conseil d'administration.

Comité d'Audit

Les membres du comité d'audit sont nommés par le conseil d'administration.

Le Comité d'Audit a pour mission d'apporter son assistance au Conseil d'Administration dans sa mission de contrôle permanent de la gestion de la société telle que prévue par la loi et les statuts de la société, et le cas échéant, un devoir d'alerte en cas d'irrégularité ou d'anomalie identifiées dans les états financiers ou les procédures de contrôle de la Société. Le Comité d'Audit assiste le Président du Conseil d'Administration pour la rédaction du rapport sur le contrôle interne et les travaux du Conseil.

Dans ce cadre, le Comité d'Audit examine les états financiers annuels et semestriels du groupe tels que présentés par la direction avant qu'ils ne soient soumis au Conseil d'Administration.

A ce titre, le Comité d'Audit entend les commissaires aux comptes et reçoit communication de leurs travaux d'analyses et de leurs conclusions.

Le Comité d'Audit est associé aux propositions de nomination et de remplacement des commissaires aux comptes de la société et de ses filiales sur lesquelles il formule un avis.

Monsieur Lecou a assumé la Présidence du comité d'audit du 1^{er} juillet 2009 au 14 janvier 2010. Depuis cette date, la Présidence du comité d'audit est assumée par Monsieur Guillot

Comité des Rémunérations et des Nominations

Le Comité des Rémunérations et Nominations a pour mission :

- de proposer le mode et le montant de la rémunération du Président, du Directeur Général, des éventuels Directeurs Généraux Délégués et des membres du Comité de Direction, et, à ce titre, de proposer les critères qualitatifs et quantitatifs de détermination de la partie variable de cette rémunération,
- de proposer les éléments de rémunération, les indemnités ou les avantages dus au Président, au Directeur Général ou aux Directeurs Généraux Délégués lors de la cessation de leur fonction ou postérieurement à celle-ci,
- d'apprécier l'ensemble des rémunérations et des avantages en nature dont bénéficient les dirigeants et mandataires sociaux, en particulier le montant et l'allocation des jetons de présence,
- d'apprécier l'ensemble des systèmes de rémunérations et des avantages en nature appliqués au sein du groupe par catégorie de salariés, et notamment le mode de rémunération des équipes commerciales,
- de procéder à l'examen des projets de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites consentis aux salariés et aux dirigeants du Groupe afin de permettre au Conseil d'Administration de fixer le nombre global et/ou individuel d'options de souscription attribuables, ainsi que les conditions et modalités d'attribution, et plus généralement, d'examiner tous les projets d'actionnariat salarié dont la mise en place est envisagée au sein de la Société ou du Groupe,
- d'examiner les candidatures aux organes de direction et de contrôle et au Conseil d'Administration en qualité d'administrateur ou de censeur au regard de leur expérience de la vie des affaires, de leur compétence et de leur représentativité économique, sociale et culturelle,

- de veiller à ce que le Conseil d'Administration comprenne toujours un nombre suffisant d'administrateurs indépendants.

Monsieur Guillot a assumé la présidence du comité des rémunérations du 1^{er} juillet 2009 au 14 janvier 2010. La présidence en est depuis assumée par le Président du conseil, Monsieur Calvignac.

Comité stratégique

Le Comité Stratégique est chargé de proposer et de veiller à la mise en œuvre des décisions stratégiques du Groupe, en particulier dans le cadre de la politique de développement mise en œuvre par le Groupe et de sa stratégie de croissance externe.

Ce Comité est dit Comité Stratégique et d'Acquisitions.

Le Comité Stratégique a ainsi pour attributions :

- d'examiner les projets de nouveaux investissements en France ou à l'étranger ou de développement des implantations existantes ainsi que tout projet de cession d'actifs ou de participations afin de permettre au Conseil d'Administration de donner les autorisations nécessaires,
- d'effectuer périodiquement un suivi des investissements réalisés et de procéder à toute étude ou toute mission appropriée,
- d'examiner les propositions de prises de participation éventuelles dans le capital de Risc Group, formulées par des investisseurs financiers ou par des groupes industriels, notamment dans le cadre de rapprochement d'activités.

A cet effet, le Comité Stratégique dispose, en relation avec le Président, ou le Directeur Général, de la collaboration des directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe.

Il peut également faire appel, sur autorisation du Conseil d'Administration, à tout conseil ou expert extérieur.

Le Comité rend compte périodiquement au Conseil d'Administration de ses travaux, études et recommandations, à charge pour le Conseil d'apprécier souverainement les suites qu'il entend y donner.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président, lequel a la possibilité d'organiser toute réunion supplémentaire si les circonstances le nécessitent.

Un nouveau comité stratégique élargi a été mis en place en janvier 2010 suite à l'entrée du groupe STS au capital de la société *Risc Group*. Ce comité a rassemblé les managers du groupe STS et les managers du groupe *Risc* pour faire un état des lieux sur le positionnement du groupe *Risc*, ses actifs et la nouvelle stratégie à mettre en place pour relancer le groupe.

Ce comité s'est réuni 3 fois en janvier 2010 et a abouti aux conclusions suivantes :

L'activité de *Risc Group* va être spécialisée par métier au travers de quatre grands pôles :

- *Risc Group* va devenir éditeur du logiciel de sauvegarde BACKUPIA, dont une nouvelle version sera commercialisée dans le courant de l'exercice 2010/2011, tout en continuant d'assurer des fonctions de support pour le compte de ses filiales.
- *Risc Group IT Solutions (ex Ornis)* va faire évoluer son métier historique d'hébergeur vers le « *Vertical Cloud Computing* » en reprenant progressivement la gestion en mode SAAS des participations détenues par *STS Group* dans ses plateformes de confiance numériques, opérationnelles à ce jour dans une dizaine de pays. L'offre de sécurité numérique commercialisée par *Risc Group* viendra compléter l'offre de confiance numérique déjà proposée par ces plateformes, et fera de *Risc Group IT Solutions* un opérateur mondial de ce secteur.
- L'activité *Inbox*, qui commercialise selon un modèle de vente direct, des solutions de sécurité et de sauvegarde numériques, va continuer son activité avec des effectifs réduits et un objectif de rentabilité et de croissance maîtrisée (ce pôle étant le principal foyer de pertes et également le plus touché par la conjoncture économique). Ce pôle pourrait être filialisé dans le courant de l'exercice 2010/2011.

- La filiale *Backup Avenue* va regrouper les activités de *monDSI* (activité historique de *Risc Group* dans le domaine du SAAS) et de *Risc Group IT Solutions UK* en Angleterre (ex *Clunk Click*) afin de développer son offre SAAS de confiance et de sécurité numérique dans son réseau de partenaires, et devenir le réseau de vente indirecte du groupe.

Le comité stratégique est également appuyé dans ses réflexions par Monsieur Pierre Lasbordes, député.

Monsieur Pierre Lasbordes est l'auteur du rapport remis en 2006 au Premier ministre dressant un état des lieux de la façon dont notre pays assure la sensibilisation des acteurs à la sécurité des systèmes d'information au travers de six recommandations qui correspondent à une double ambition : renforcer l'action stratégique de l'Etat en matière de TIC et de SSI et assurer la mise en œuvre opérationnelle des politiques et des décisions de l'Etat en matière de SSI.

d) Procédure d'adoption du budget

Au plus tard un mois après le début de l'exercice en cours, le conseil d'administration reçoit de la direction de la Société et étudie les principales orientations budgétaires de la Société pour l'exercice suivant concernant les objectifs de croissance des ventes, de résultat opérationnel, et d'effort de recherche et développement.

Cette étude sert de base à l'établissement par la direction de la Société du budget annuel détaillé de la Société, avec des objectifs définis pour chaque trimestre, qui est présenté à la réunion suivante du conseil d'administration.

Dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, la direction de la Société présente au conseil d'administration les réalisations et écarts par rapport au budget initial et, le cas échéant, propose les mesures correctives permettant de s'assurer au mieux de la réalisation du budget.

e) Communication financière

Le conseil d'administration détermine les grandes options en matière de communication financière ainsi que le choix des intervenants extérieurs à la Société.

1.5 Fonctionnement du conseil d'administration sur la période

Sur les 12 mois du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le conseil d'administration s'est réuni 22 fois :

- pour arrêter les comptes annuels et semestriels, examiner les budgets et décider de l'orientation stratégique du groupe ;
- pour lancer un plan de restauration de ses équilibres financiers et réorganiser sa direction générale ;
- pour convoquer une assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 18 décembre 2009, devant notamment statuer sur le projet d'entrée du groupe STS au sein du capital de Risc Group ;
- pour créer et émettre les actions issues de l'application des plans d'actions gratuites de novembre 2007 ;
- pour regrouper les fonctions de Président et de Direction Générale et nommer un nouveau Président directeur général ;
- pour acter l'augmentation de capital réservée au groupe STS et pour lancer l'émission de BSA à l'attention des actionnaires du groupe ;
- pour approuver le plan de sauvegarde de l'emploi nécessaire à la restauration des équilibres financiers du groupe ;

- pour constater des augmentations de capital liées à l'exercice de bons de souscription d'actions ;
- pour examiner l'évolution de l'activité du groupe et son organisation.

2 – Le Contrôle interne et le système de reporting dans le groupe

2.1 Organisation & périmètre du groupe

Le groupe a sectorisé son activité sous deux pôles :

- le pôle *TPE* qui regroupe l'activité historique de vente directe de backup aux TPE en France et à l'étranger, ainsi que l'activité de vente indirecte via *BESDI* et *Itemos*;
- le pôle *PME*, qui regroupe les acquisitions *BUA* et *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)* sur les ventes de services aux PME / Grands Comptes,

en accompagnant cette sectorisation d'une nouvelle stratégie de marques :

- *Risc Group Inbox* pour le secteur TPE-PME qui s'adresse aux sociétés de 5 à 100 postes,
- *Risc Group IT Solutions* pour le secteur PME-Grands Comptes qui s'adresse aux sociétés de 100 à 1.000 postes.

2.2 Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place au sein du groupe visent à atteindre avec une assurance raisonnable les mêmes objectifs :

- réalité et optimisation des opérations,
- fiabilité des opérations financières et conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- sauvegarde des actifs.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant pas garantir de façon certaine et absolue l'élimination de tous les risques.

Il faut souligner que ces procédures ne sont pas uniquement l'affaire du conseil d'administration ou des comités de direction mais de l'ensemble des membres du personnel.

2.3 Description des activités

a) Organisation de l'activité *Inbox* et modèle économique :

Pour adresser le marché européen des TPE-PME, le pôle *Inbox* est organisé autour de sa société mère en France et de six filiales opérationnelles :

- *Risc Group*, est la société mère du groupe et couvre le territoire français via 14 établissements ou agences commerciales,
- *Risc Group* Allemagne avec quatre agences à Francfort, Hambourg, Stuttgart et Düsseldorf ;
- *Risc Group* Belgique avec trois agences basée à Bruxelles, Anvers et Gand ;
- *Risc Group* Espagne avec quatre agences à Barcelone, Madrid, Valence et Saragosse ;
- *Risc Group* Suisse pour la Suisse avec une agence à Genève ;
- *Risc Group* Italie *SRL* pour l'Italie avec une agence à Milan ;
- *Risc Group* UK avec une agence à Manchester.

Risc Group détient les titres des filiales européennes à 100% (sauf l'Allemagne qui est détenue à 98%).

Les différentes filiales et agences commerciales ont un marché qu'elles adressent directement au moyen de leur force de vente. Les clients sont déclarés ensuite en France sur les plateformes de sauvegarde (situées à Courbevoie et à Aubervilliers chez des sous traitant spécialisés) par le service d'intégration qui planifie et organise le service de sauvegarde automatique.

Risc Group dispose d'une équipe de recherche et développement basée à Lyon et à Paris. Ses travaux consistent à faire évoluer les produits phares de télé-sauvegarde du groupe : « Backupia » et la « Risc Box », mais aussi à maintenir la base de données qui permet d'administrer tous les contrats

actifs du groupe en Europe (« Back Office ») et le CRM (Gestion des Relations Clients) qui a été mis en place en juin 2007.

L'objectif est d'avoir :

- un outil de sauvegarde toujours adapté aux demandes du marché, avec notamment la dernière version « Backupia Evolution » qui est intégrée dans la dernière version de la Risc Box,
- un outil de gestion permettant un suivi performant des contrats et une optimisation de la relation et du suivi client.

De la même manière, *Risc Group* dispose d'un service de « hot line » basé à Orléans dont la mission est d'être l'interface entre le client et les compétences techniques ou commerciales pour toute question sur le produit distribué (télé-sauvegarde, anti-virus, firewall ou anti-spam).

La particularité du modèle de vente *Inbox* réside dans le fait que le client s'engage sur un contrat de 4 ou 5 ans, une partie du contrat couvrant le droit d'utilisation du logiciel et ses potentiels de services (94%) l'autre partie couvrant la maintenance (6%).

Les partenaires financiers (organismes de leasing) du groupe assurent pour le compte de *Risc Group* et de ses filiales, les prélèvements mensuels, le recouvrement et le préfinancement de ces contrats. L'intérêt économique du modèle prend tout son sens une fois les 4 ou 5 premières années écoulées. En effet, après la date anniversaire du contrat initial, la période de renouvellement permettra de récupérer la relation contractuelle avec le client final avec un coût d'acquisition commercial réduit, de renouveler ce contrat pour une nouvelle période, améliorant d'autant la rentabilité unitaire par client. C'est la clé du modèle économique *Inbox*.

Au 30 juin 2010, le modèle *Risc Security* ou « TPE » génère 46% du chiffre d'affaires du groupe (60% l'exercice précédent). C'est ce pôle qui a été le plus marqué par la crise économique et la restructuration lancée sur l'exercice 2009/2010 par la direction

Cette restructuration a entraîné la mise en sommeil des filiales italienne, suisse et anglaise, une réduction massive des effectifs en Allemagne et en Espagne, ainsi qu'en France.

b) Organisation de l'activité *Inbox* indirect (*BESDI*) et modèle économique :

BESDI, société acquise en septembre 2006 et *Itemos* acquise en juillet 2007, ont un modèle économique proche de celui développé par *Inbox* mais avec un système de vente travaillant à partir d'un réseau d'agents commerciaux.

Ce modèle présente l'avantage d'avoir moins de coûts fixes, les agents commerciaux n'étant rémunérés que sur les ventes effectivement réalisées.

Au 30 juin 2010, le modèle *BESDI* génère 2% du chiffre d'affaires du groupe.

c) Organisation de l'activité *IT Solutions* et modèle économique :

Ce secteur intégré au sein de *Risc Group* en juillet et septembre 2007 développe une activité de services purs d'hébergement et de gestion de réseaux informatiques, facturés au fil de l'eau sur la durée des contrats (36 mois en moyenne).

Il présente à ce niveau un atout majeur en termes de récurrence d'activité, chaque nouveau contrat signé venant « s'empiler » sur les autres et apporter sa contribution marginale au résultat.

Au 30 juin 2010, le modèle *IT Solutions* génère 52% du chiffre d'affaires du groupe.

Il est à noter que suite à l'entrée du groupe *STS* au capital de *Risc Group* et aux décisions prises sur la réorganisation du groupe, l'activité indirecte incluse dans le secteur *IT Solutions* va être développée comme un secteur propre sur le prochain exercice (voir point 1.4c du comité stratégique ci-dessus).

d) Evaluation des risques

Le principal risque de l'activité *Inbox* est lié à son montage économique et financier.

En effet, la relation avec le leaser est au cœur de l'équilibre de l'ensemble, surtout lors des quatre/cinq premières années de la société. Le refus éventuel du scoring client et les rachats de contrats aux leasers sont des composantes majeures de l'équilibre financier du modèle.

La gestion de la relation avec le leaser, se traduisant par le traitement opérationnel des éventuels rachats de contrats est assurée par le service de relation clientèle au sein du département Administration des Ventes (AdV), localisé au siège à Boulogne, avec des antennes opérationnelles locales dans chaque filiale.

Le suivi des rachats de contrats clients auprès des leasers en raison de litiges éventuels provenant de problèmes techniques demeure historiquement le risque essentiel de l'activité.

Ce risque de rachat est matérialisé par une provision statistique servant à appréhender les rachats futurs, comptabilisée au passif du bilan en avoirs à établir.

L'acquisition des sociétés *Risc Group IT Solutions et BUA* en France, *Risc Group IT Solutions* en Angleterre a apporté un équilibre dans les modèles économiques du groupe : ces sociétés développent une activité de service pur avec un chiffre d'affaires comptabilisé au fil de l'eau. Néanmoins, les résultats très déficitaires du pôle Inbox n'ont pu être comblés par les profits du pôle *IT Solutions*, eux aussi affectés par la crise économique et une attrition constatée sur le renouvellement des contrats aux dates anniversaires.

Les risques au niveau du pôle *IT Solutions* sont liés à l'obligation de maintenir un niveau constant de la qualité du service, garant de la reconduction des contrats historiques, et des investissements nécessaires en découlant. Le système de facturation des contrats qui peut être décalée en raison des délais d'installation, nécessite également un contrôle particulier.

e) Procédures

e1) Le risque de rachat de contrat est encadré par une procédure interne opérante qui a été formalisée sur l'exercice 2005-2006. La même organisation et les mêmes procédures de contrôle ont été mises en place dans les filiales étrangères sous la responsabilité du service Administration des Ventes France (AdV). Une analyse mensuelle des rachats approuvés est documentée servant de base à l'approche statistique revue semestriellement.

Le niveau de cette provision après avoir diminué sur les deux derniers exercices, est remonté à 1,2 M€ au 30 juin 2010 en raison de problèmes techniques rencontrés sur le lancement du produit convergence qui a été arrêté depuis ;

e2) Les litiges clients déclarés et provisionnés au passif du bilan sont depuis octobre 2004 gérés par un service interne de précontentieux, qui suit les différents litiges historiques avec les avocats du groupe.

Tous les nouveaux contentieux sont gérés en amont conjointement par le service précontentieux, le service AdV et la hot line, avec comme objectif de solutionner les problèmes techniques soulevés ou de transiger avec le client en cas de réelle incapacité à honorer le contrat.

Un suivi mensuel des litiges est assuré entre le service juridique et la comptabilité avec un reporting trimestriel à la direction.

Le nombre de litiges traités a été significativement réduit depuis quatre ans mais est remonté sur 2009/2010 (voir point e1) ;

e3) Le service AdV est en charge de la facturation des contrats et s'assure que chaque « production » mensuelle est entièrement recouverte avant la fin du mois suivant afin d'optimiser la trésorerie ;

e4) Les dépenses sont validées au moyen de demandes d'engagement de dépenses (ou DED) et suivent un flux interne demandeur et responsable du demandeur. Au final, la direction financière s'assure de la pertinence de la demande, vérifie sa budgétisation préalable et sur la bonne période. Le système retenu est donc la gestion des dépenses par engagement ;

e5) La procédure de note de frais mise en place est révisée et actualisée annuellement pour mise à jour des bases de remboursement et dupliquée sur toutes les sociétés du groupe ;

e6) L'arrêté des comptes est mensuel et répond au principe de la remontée des comptes au moyen d'outils de gestion classiques et standards. Des réunions de pré-clôture avec les différents acteurs ont lieu régulièrement afin de définir un calendrier commun. Le comité exécutif examine mensuellement les reportings avec une analyse du réalisé par rapport au budget. L'arrivée du groupe STS aux commandes opérationnelles du groupe va appuyer cette approche avec la tenue trimestrielle de « business reviews », au cours desquelles les managers du groupe doivent analyser les chiffres réalisés en termes de résultat par rapport au budget et ajuster ou non les prévisions des prochains trimestres en conséquence.

f) Point sur les réalisations 2009-2010

Sur l'exercice 2009/2010, les efforts ont été portés sur la restauration des équilibres financiers du groupe, fortement dégradés depuis 18 mois, avec la mise en force d'une restructuration complète de toutes les sociétés du groupe.

Ainsi, les effectifs sont passés de 650 au 30 juin 2010 à 320 au 30 septembre 2010, avec notamment la fermeture des agences commerciales non productives, la réduction des équipes commerciales Inbox sur le terrain et la mise en sommeil des filiales non rentables.

Tous les postes de frais généraux ont été réduits et rationalisés en conséquence.

Les nouveaux budgets établis en mars 2010 sont revus tous les trimestres lors des « Business reviews » (voir point e) et les managers de chaque entité sont complètement responsabilisés sur leur compte de résultats.

g) Plans de progrès 2010-2011

g1) L'optimisation du logiciel interne de gestion des contrats reste un des objectifs de l'exercice 2010-2011, toujours dans un souci d'automatisation de sortie automatique et fiable des indicateurs de performance du groupe. Un des objectifs est notamment de faire passer les bases des sociétés acquises sous ce logiciel, dans l'attente d'une refonte complète du système d'information du groupe, qui est en cours d'étude ;

g2) De même, une refonte des systèmes de facturation a été lancée afin de déterminer un ou deux produits de référence au sein du groupe en fonction des cahiers des charges des différents modèles économiques, notamment afin de rationaliser le pôle *IT Solutions* ;

g3) L'acquisition par STS de la société *DEAL IT*, société de financement, va apporter, outre de meilleures conditions de financement, une amélioration de la gestion des relations et des litiges avec les partenaires leaser du groupe ;

g4) Suite à la restructuration opérationnelle achevée à ce jour, une restructuration juridique est en cours afin de simplifier l'organigramme du groupe et de simplifier en conséquence les reportings en découlant ;

g5) Le déploiement de nouveaux outils de système d'information va être lancé afin d'optimiser la productivité comptable mais aussi d'automatiser et de numériser les tableaux de bord établis manuellement (ADV, paie, gestion des congés, notes de frais, Gesco pour la gestion des stocks sur *IT Solutions*, interfaçage « maison » de la saisie des règlements dans le BO et Sage....).

2.4 Budgets et organisation du reporting

La procédure budgétaire 2010-2011 a été conduite en mai 2009 et revue en septembre 2010 avec la nouvelle direction générale du groupe et principaux acteurs opérationnels du groupe qui ont émis les hypothèses multi-pays de revenu et validé les charges associées.

Le budget consolidé du groupe pour 2009/2010 a été présenté en séance du conseil d'administration le 13 octobre 2010.

La déclinaison du processus budgétaire a conduit à mettre en place un reporting mensuel adapté mettant en évidence d'une manière classique les résultats de l'année dernière au regard du réel du mois et du budget.

Le contrôle budgétaire associé permet de produire une analyse pertinente pour réagir et corriger si besoin, et confirmer l'atteinte des objectifs opérationnels..

Les délais de production du reporting mensuel multi-pays sont fixés à une sortie au 20 du mois suivant. Le reporting est constitué d'un package financier comportant le compte de résultat, le bilan et un état de flux de trésorerie sur la période.

En parallèle, toutes les filiales émettent un état de trésorerie quotidien pour la France et hebdomadaire pour les filiales étrangères.

Une fois le reporting finalisé dans la construction technique, une présentation formelle a lieu trimestriellement en « Business reviews » réunissant tous les managers du groupe. Les comités de direction bimensuels peuvent également statuer sur les comptes mensuels si cela est jugé nécessaire par les managers.

Toutes les sociétés qui ont intégré le groupe sur la période ont adopté les procédures décrites ci-dessus.

2.5 Consolidation

Le groupe publie des comptes consolidés annuellement et semestriellement. Ces comptes font l'objet d'un audit complet par les commissaires aux comptes pour l'arrêté annuel et d'une revue limitée pour les comptes semestriels.

En interne, le groupe produit des comptes consolidés par trimestre.

Les consolidations sont établies sur la base des reportings mensuels décrits au point précédent.

Le 13 octobre 2010

Bernard Calvignac
Président



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010</p>
--

4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

RISC GROUP

Société Anonyme

7-11, rue Castéjà
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RISC GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.8 « Engagements hors bilan » de l'annexe relative au soutien financier apporté par la maison mère STS GROUP à la société RISC GROUP.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La direction de Risc Group est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent principalement les tests de dépréciation des titres de participation et du fonds de commerce, selon les principes décrits dans les notes 3.1 « immobilisations incorporelles » et 3.3 « immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.1 et 3.3 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC

Pierre LAOT

Deloitte & Associés

Gabriel ATTIAS

RISC GROUP

Société Anonyme

7-11, rue Castéjà
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société RISC GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 7.6 « Engagements hors-bilan » de l'annexe relative au soutien financier apporté par la maison mère STS GROUP à la société RISC GROUP.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisitions et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeurs des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.2 « écarts d'acquisition » aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.2 « écarts d'acquisition » de l'annexe donne une information appropriée.

La société détient une créance de 6,4 M€ de IPSCA Nevada comme indiqué dans la note 5.3 « Autres actifs financiers » de l'annexe aux états financiers. Nous avons examiné le caractère recouvrable de cette créance et avons vérifié que la note 5.3 « Autres actifs financiers » de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC
Pierre LAOT

Deloitte & Associés
Gabriel ATTIAS

RISC GROUP

Société Anonyme
7/11 Rue Casteja
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du Conseil d'administration

Exercice clos le 30 juin 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société RISC GROUP et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC
Pierre LAOT

Deloitte & Associés
Gabriel ATTIAS



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL
AU 30 JUIN 2010**

5 – Tableau sur les honoraires des commissaires aux comptes

en €	30/06/2009			30/06/2010			
	Deloitte	Aplitec	Autres	Deloitte	Aplitec	Autres	
Audit							
CAC & certifications	245 100	106 832	35 800	223 500	97 000	30 000	
Audit acquisition							
<i>sous total</i>	245 100	106 832	35 800	387 732	223 500	97 000	350 500
Autres prestations							
Juridique & Fiscal							
Technologies de l'information							
Audit interne							
Autres (**)							
<i>sous total</i>	0		0	0	0		0



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2010</p>
--

6 – Attestation du rapport financier



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 21.216.764,80 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

Boulogne-Billancourt, le 29 octobre 2010

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page ... présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Bernard CALVIGNAC
Président directeur général

